



Bodleian Libraries

UNIVERSITY OF OXFORD

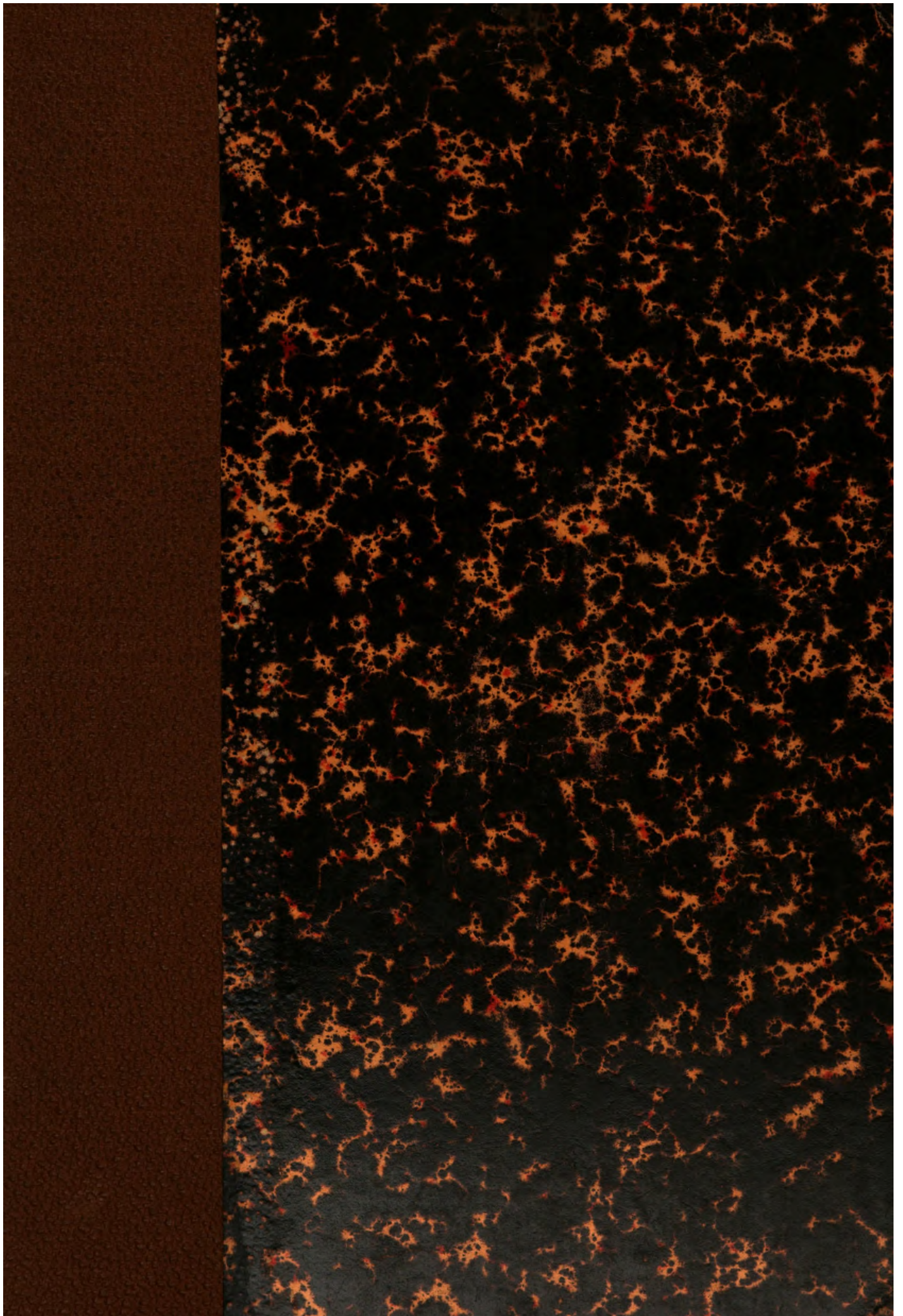
This book is part of the collection held by the Bodleian Libraries and scanned by Google, Inc. for the Google Books Library Project.

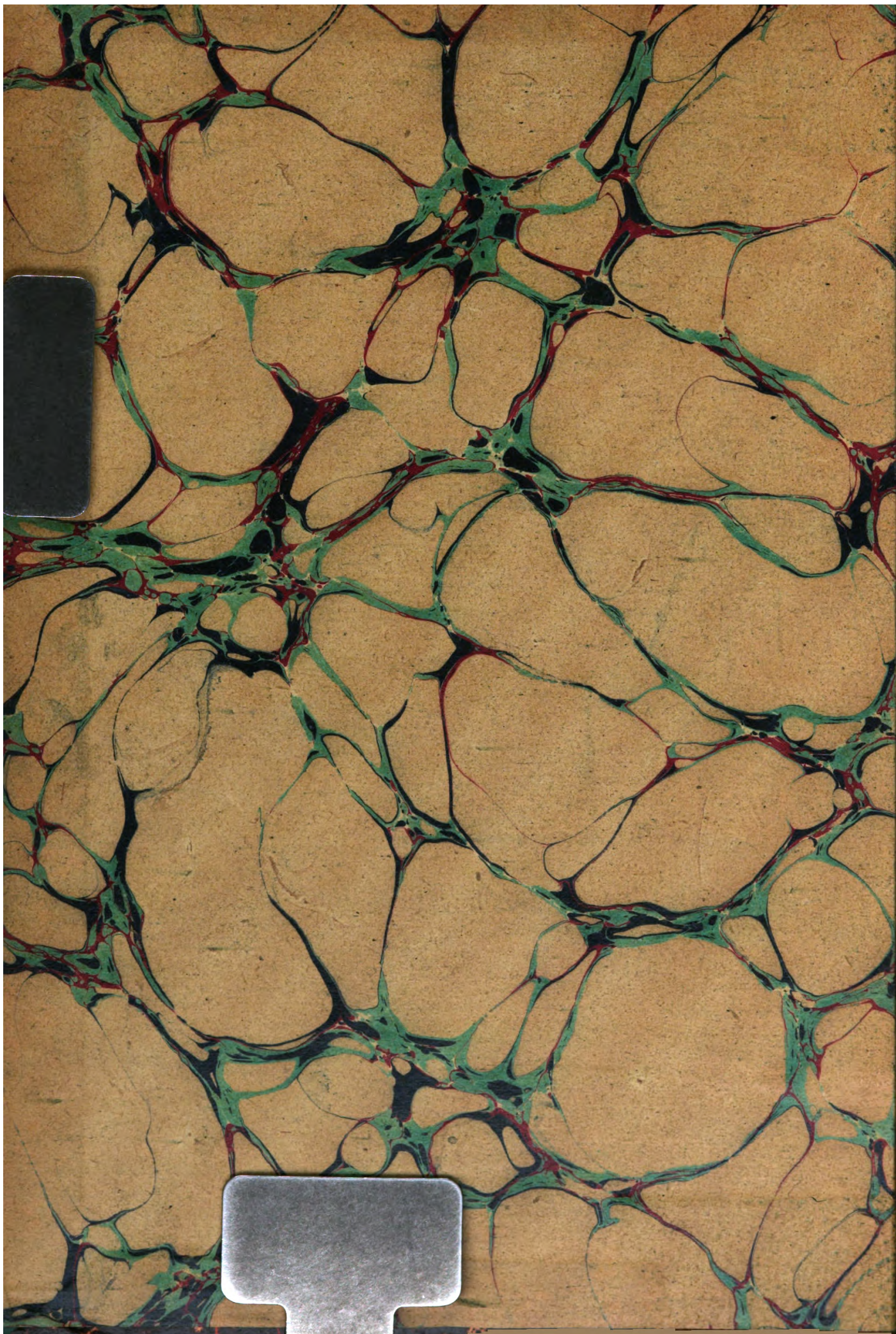
For more information see:

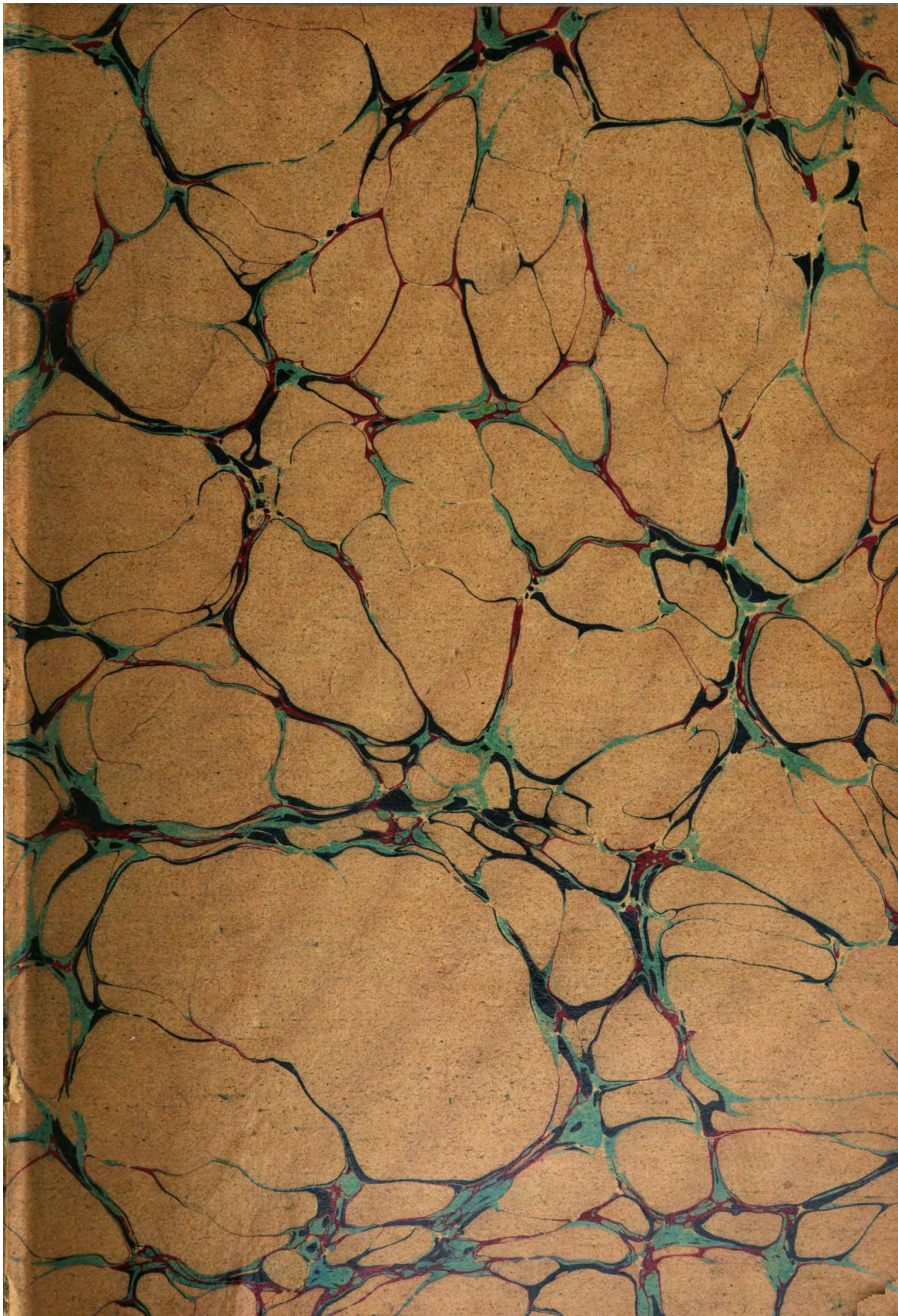
<http://www.bodleian.ox.ac.uk/dbooks>



This work is licensed under a Creative Commons Attribution-NonCommercial-ShareAlike 2.0 UK: England & Wales (CC BY-NC-SA 2.0) licence.







Bt. from Librairie Magis et Mounaud

23226 e. 309



LES ÉNORMITÉS

DU

LIBRE ÉCHANGE

ANGLAIS

TYPOGRAPHIE DE M^{re} WEISSENBRUCH
IMPRIMEUR DU ROI
RUE DU POINÇON, 45, A BRUXELLES

LES ÉNORMITÉS
DU
LIBRE ÉCHANGE
ANGLAIS

PAR
JULES BORAIN

Nolo eundem populum imperatorem et
portitorem esse terrarum.
CICERO, *De rep.*, lib. IV, § 7.



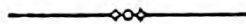
BRUXELLES
CHEZ L'AUTEUR, RUE ROYALE SAINTE-MARIE, 100
ET CHEZ
M^{re} WEISSENBRUCH, IMPRIMEUR DU ROI
45, RUE DU POINÇON

1878

TOUS DROITS RÉSERVÉS



AVANT-PROPOS.



Voici un volume qu'aucun éditeur ne voudrait acheter. Attaquer le libre échange, cet Évangile des démocrates, des écrivains de tartines et des marchands cosmopolites, quel blasphème, quelle audace!! Et cependant, si le lecteur veut bien me suivre jusqu'au bout, j'ai lieu d'espérer qu'il changera d'opinion à l'égard d'une doctrine que l'inexpérience et un engouement irréfléchi ont rendue si populaire.

Je ne l'ennuyeraï pas de dissertations théoriques, je ne l'accablerai pas de chiffres; j'exposerai tout simplement des faits, et je lui en ferai toucher du doigt les conséquences. C'est le moyen le plus sûr et le plus honnête de corriger des erreurs accréditées, d'infirmier des principes acceptés à la légère et de dévoiler les supercheries d'une école qui, dans sa patrie même, commence à chanceler.

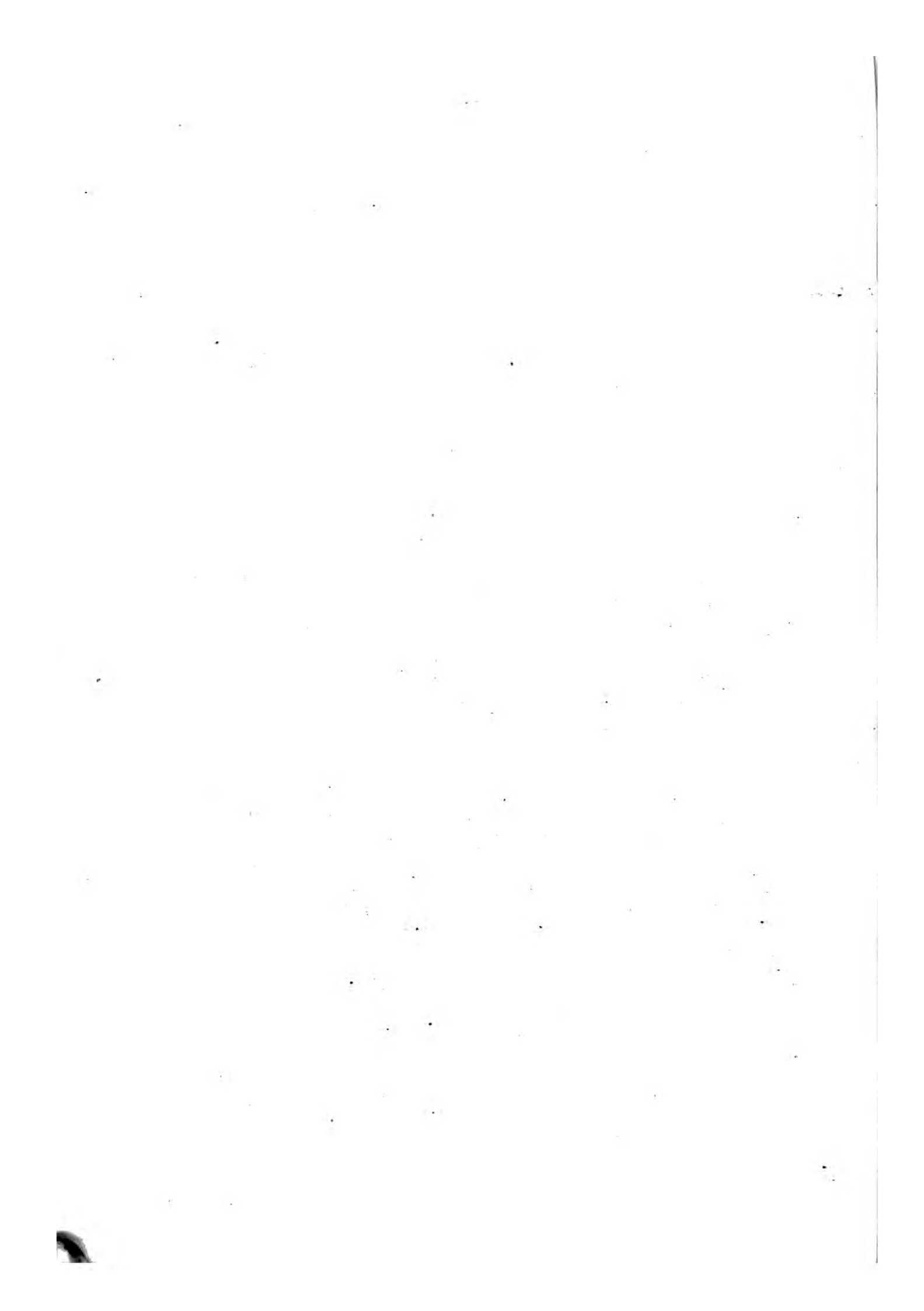
Qu'on ne se formalise pas de mes exposés abruptes. Ces études, en grande partie, ont paru successivement dans mon journal; je les ai seulement coordonnées, amplifiées et augmentées de deux grands chapitres, traitant la chute du système protecteur en Angleterre et l'intronisation du même système aux États-Unis. Puissent-elles dessiller les yeux des libres échangistes fanatiques et rendre les sentiments patriotiques à ceux qui décident de la destinée politique et matérielle d'une nation!

Surtout, qu'on ne s'effarouche pas de mon langage, ni de mon style qui laisse peut-être à désirer. Je ne suis pas un académicien, mais je connais mon sujet, j'en ai la passion, et les hommes convaincus

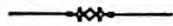
ont tous, plus ou moins, le défaut d'être un peu cassant. D'ailleurs, je ne suis que les préceptes d'un grand maître, M. Jules Simon, qui disait naguère dans un de ses livres :

« Quand on entreprend d'apporter sa doctrine au milieu des autres hommes et de la faire partager par eux, ce n'est pas en respectant les erreurs de ses adversaires : c'est en les heurtant de front, en les accablant, en les outrageant; c'est en mettant dans ses paroles, dans ses arguments et jusque dans ses maximes cette vigueur, cette âpreté, cette verve d'ironie et de sarcasmes, qui disparaissent, sans doute, quand la raison a repris son empire, mais qui donnent à la discussion cette force et cet éclat sans lesquels la vérité toute nue serait trop souvent impuissante. »





INTRODUCTION.



La science du libre échange, si science il y a, ne date pas de loin¹. Un Écossais, Adam Smith, la conçut en 1776, et ce n'est qu'il y a une trentaine d'années qu'elle fut appliquée complètement par un célèbre ministre de la Grande-Bretagne, sir Robert Peel, fils d'un manufacturier, et devenu tory, pour réduire les monstrueux privilèges de l'aristocratie de son pays. Jusqu'en 1848, les Anglais n'ont accepté le libre échange que pour leur industrie manufacturière, devenue formidable

¹ Sir Edward Sullivan, dans son excellent ouvrage : PROTECTION TO NATIVE INDUSTRY, dit : « *Protection of native industry is not a question of sentiment or theory, but of fact and common sense.* »

et invincible par la protection dont elle jouissait pendant près de deux siècles et qui lui a permis de se développer, de se fortifier à tel point qu'elle ne craignit plus aucune concurrence. Cette protection s'étendait non-seulement à l'industrie, mais à la navigation et aux produits agricoles, et comme l'aristocratie britannique était et est encore le seul propriétaire foncier de toute l'Angleterre, il en résulta que c'était elle qui réglait le prix des vivres pour tout le pays. Cet exécrationnable monopole, qui spéculait sur la vie de la grande masse des habitants, a inspiré au peuple anglais une telle horreur pour la protection qu'il s'est jeté à corps perdu dans les bras du libre échange¹. C'est grâce à cette aversion que sir Robert Peel est parvenu, contre le gré de son parti, qui l'a traité de traître, à faire adopter par le Parlement la suppression des droits qui pesaient sur les céréales. Mais prohiber ou entraver l'introduction des denrées alimentaires et des matières brutes, besoins sacrés de l'homme, et protéger l'industrie nationale d'un pays pour donner du travail à la population non agricole, ce sont là deux principes entre lesquels la distance

¹ *It is assumed that protection to native industry means protection on corn : but this is not so ; on the contrary, the object is to wipe off entirely and absolutely every remaining tax on food, and to substitute for it a tax on foreign manufactured goods. (Sir E. Sullivan.)*

n'est pas moins grande que celle qui sépare le jour de la nuit. Et cependant c'est sous ce double régime excessif que les Anglais sont devenus tout-puissants dans le commerce et dans l'industrie.

De son temps, Adam Smith sentait déjà l'iniquité du monopole aristocratique pour les vivres et le débordement forcé de l'industrialisme anglais, par suite de son exclusion dans les droits de possession des terres rurales. C'est cette épouvantable anomalie qui l'a déterminé à composer son livre ayant pour titre : *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, copié par J.-B. Say et d'autres.

Ceux qui disent vulgairement que Smith, en proclamant la liberté commerciale, fondait la richesse des nations sur le travail, sur la division du travail et sur la nécessité de l'union du travail et du capital, ceux-là ne l'ont pas bien compris. Il proclamait la liberté commerciale pour mettre en échec les privilèges exorbitants de l'aristocratie anglaise ; par la division du travail il entendait division des propriétés rurales, afin que le peuple anglais, dépossédé, ne se jette pas en masse dans la carrière industrielle, qu'il ne devienne pas une nation de boutiquiers et qu'il ne pousse la production manufacturière jusqu'à l'excès. Il prenait pour base

économique de tout État bien organisé l'agriculture, la première, la plus riche et la plus solide source du bien-être de l'homme. Il affirmait que le commerce intérieur vaut deux fois plus que le commerce extérieur, et que l'industrie, qui ennoblit les matières brutes, n'est que le complément de la richesse d'une nation.

Adam Smith a-t-il dit quelque chose de nouveau? Est-ce que les principes émis par lui ne sont pas indiqués par la nature elle-même? Et puis, peut-on appeler science la liberté commerciale, que tous les peuples primitifs pratiquaient depuis que le monde existe? Nous ne le pensons pas. Ce n'était qu'une science de circonstance, commandée par les énormités politiques et sociales dont l'Angleterre, malgré sa révolution et malgré tous les autres bouleversements, n'a jamais eu le courage de se dépouiller, soit dit à la honte du siècle actuel. Approvisionner le peuple anglais à aussi bon marché que possible de denrées alimentaires, que les privilèges aristocratiques empêchaient de cultiver dans le pays, et procurer des marchés étrangers à l'industrie anglaise déjà alors écrasante pour les autres, voilà le but qu'Adam Smith poursuivait. On voit par là que son système était principalement approprié aux besoins de sa patrie, et

que, partant, il ne pouvait reposer sur des principes éternels, applicables à toute époque et à tous les peuples. Que son système n'était point basé sur des vérités pures et inébranlables, nous nous en apercevons aujourd'hui par le revirement qui se fait en Angleterre contre le libre échange. Cette théorie tant vantée a dépassé le but qu'Adam Smith s'est proposé, en ce sens qu'elle a donné à l'industrie anglaise une impulsion factice telle, qu'on ne sait plus où placer les fabricats dont les prix s'avilissent, pendant que, d'un autre côté, les prix des vivres deviennent toujours plus chers, précisément parce que tout le monde en Angleterre se voue à l'industrie et que peu de gens veulent cultiver la terre en qualité de tenanciers.

Néanmoins, les mots de liberté, de bon marché, que Smith faisait briller, ont exercé un effet si magique sur l'imagination des peuples, qu'en fait d'économie politique on ne connaît plus que le libre échange. Les littératures, la presse en sont envahies; on ne jure que par lui, et les grands fondateurs d'industries du dernier siècle sont honnis ou dépréciés. Les écrivains, les savants se croiraient humiliés de prendre la plume en faveur de la protection, tant ils sont subjugués par les mirages du bon marché. Ce que c'est que l'engoue-

ment inconsideré pour une idée! C'est bien plus la routine qui gouverne le monde que la réflexion. Depuis quand donc une science quelconque s'est-elle trouvée parfaite, exempte de doute, affranchie de progrès, et élevée à la hauteur d'un dogme infaillible? Est-ce que notre religion elle-même n'a pas subi de réformes? N'a-t-elle pas été battue en brèche par les investigations philosophiques d'un Strauss, d'un Renan? Que de fois une science, reconnue bonne à certaine époque, a complètement changé de base quand les signes des temps, les nouvelles découvertes, les conquêtes ou les révolutions ont profondément altéré la vie, les aspirations, le but et la fin des études scientifiques d'un peuple! Pourquoi le libre échange ferait-il exception à la règle générale? Pourquoi aujourd'hui ne veut-on pas même entendre l'*altera pars*? C'est que le journalisme, ce maître souverain de l'opinion publique, regarde la liberté commerciale, pour des raisons que nous ne voulons pas qualifier, comme le dernier mot de la science, comme le *nec plus ultra* du bonheur matériel et intellectuel. Ses organes excluent toute perfectibilité, tout progrès, et, en dehors de leur système favori, dont très-souvent ils ne comprennent pas le premier mot, il n'y a plus rien à faire en fait d'économie politique.

Les mots de liberté et de bon marché les séduisent; ce sont des enseignes devant lesquelles la foule se prosterne, sans savoir qu'elle laisse couper l'herbe sous ses propres pieds. « *Theoretically*, dit sir Sullivan, *it may be very chivalrous; practically, it is very stupid*. C'est beau, mais c'est bête, ajoute-t-il. » Et comme la rédaction d'un journal n'est, en définitive, qu'une boutique, on flatte plutôt qu'on ne dirige les goûts populaires.

Il n'y a cependant aucune analogie entre les libertés politiques et la liberté commerciale. Le farouche républicain Cromwell a fait voter l'acte de navigation en Angleterre, le comble du système prohibitif; Colbert a fondé l'industrie française sans libertés politiques, et les États-Unis, avec toutes leurs libertés, n'ont pu développer leur industrie que par la protection, instituée dans un but financier, et créatrice inespérée de nouvelles richesses. Que les négociants adorent la liberté commerciale, cela se comprend; plus ils peuvent remuer de marchandises, plus ils gagnent d'argent; mais c'est un gain qui n'enrichit point le peuple. Ce qui l'enrichit, en dehors de l'agriculture, c'est le travail manufacturier, et un industriel, occupant cent bras, a plus de mérite que tous les négociants d'un port de mer.

Examiner et passer par le crible de la critique les principes du libre échange, en déduire les incohérences, les anachronismes, et en faire ressortir les résultats désastreux pour la plupart des nations, voilà la tâche que je me suis imposée. Ce n'est pas en théoricien que je discuterai; je surprendrai l'action du système de laisser-faire sur les faits mêmes et, en m'appuyant sur des chiffres, bien plus éloquents que ma plume et les vides déblatérations des sophistes, j'espère ramener le lecteur à une plus pure conception de ce qui constitue la prospérité des peuples.



CHAPITRE PREMIER.

ORIGINE DE LA PROTECTION EN ANGLETERRE.

Frédéric List, dans son fameux livre : *Le Système national de l'économie politique*, faisait supposer que l'Angleterre aurait déjà connu, au xiv^e et au xv^e siècle, les richesses que l'industrie nationale accumule dans un pays et, d'après lui, ce fut la raison pour laquelle tous les souverains anglais avaient stimulé le développement de la fabrication par des tarifs douaniers tantôt prohibitifs, tantôt protecteurs. Frédéric List, que j'ai eu l'honneur de connaître en 1844, a versé là dans une grave erreur. Et puis, ce grand homme s'est livré à trop de dissertations théoriques, vraies en principe, mais dénuées de chiffres probants, ce qui faisait dire jadis à l'illustre Goethe que les érudits allemands rendent la science inaccessible au vulgaire.

Un autre défaut de son système, qui lui a valu tant de déboires, c'est qu'il considérait les progrès industriels d'un pays comme intimement liés au développement des libertés politiques. Or, les libertés politiques peuvent bien y contribuer, mais elles ne sont nullement indispensables. En Angleterre, sous le

règne d'Élisabeth, les libertés politiques n'existaient que de nom, et en France, sous l'administration de Colbert, que List invoque, elles n'existaient nullement.

La charte que le roi Jean sans Terre a octroyée était une charte toute en faveur de l'aristocratie, et c'est encore cette classe privilégiée qui a fait deux révolutions, pour elle et non pour la nation. Les Anglais n'ont jamais eu un Richelieu et le peuple, en Angleterre, n'a jamais joui qu'en apparence de la liberté. Le régime féodal y subsiste encore avec toutes ses iniquités. List s'est donc trompé en disant que partout où la bannière de la liberté se déploie, l'industrie ne peut manquer d'y jouer un grand rôle.

Le système douanier, créé par la reine Élisabeth et ses prédécesseurs, était une nécessité inéluctable, et non un acte sagement combiné pour favoriser la fondation d'une industrie nationale. Tout en voulant ménager les prérogatives d'une puissante aristocratie, on a voulu donner de l'occupation au peuple, qui, ne possédant rien, ne voulait pas cultiver la terre. Ensuite, les droits d'entrée étaient une source de revenus pour l'État. Voilà les deux buts que les souverains anglais poursuivaient. Ils ignoraient, à leur époque, les immenses richesses qu'une industrie nationale peut entasser dans un pays.

En 1875, l'Angleterre n'avait que 3,000,000 de broches à filer la laine; cette branche ne s'est donc pas démesurément accrue depuis le règne d'Élisabeth, tandis que pour filer le coton il y avait, en 1875, 37,500,000 broches. Est-ce que la fameuse Sémi-

ramis d'Angleterre avait prévu ce développement monstrueux? **Aucunement.** Elle favorisait l'aristocratie, **et**, pour donner de l'ouvrage au peuple déshérité, elle protégeait la fabrication, sans se douter que le débordement de l'industrie cotonnière causera un jour la ruine de l'Angleterre.

Aux États-Unis, 93 p. c. des cotons fabriqués sont consommés dans le pays, et on en exporte seulement 7 p. c.; en Angleterre, au contraire, on n'en consomme que 15 p. c. et 85 p. c. sont destinés à l'exportation. Est-ce que la reine Élisabeth voulait arriver à cette énormité? Bien certainement que non. Cette position anormale s'est dégénérée en une véritable calamité, moins par la protection qu'à cause du misérable état social où croupit le peuple anglais.

En effet, n'est-il pas étrange de voir que les débordements d'une seule industrie de l'Angleterre remplissent de frayeur les autres nations? N'est-il pas injuste que les autres industries de l'Angleterre, qui n'ont pas rompu l'équilibre, soient sacrifiées à Manchester qui, seul dans le pays, s'acharne au libre échange, parce que sa production a atteint les limites de la folie? N'est-il pas horrible de voir qu'à chaque instant cette production démesurée oblige les manufacturiers anglais à recourir au *short-time* (réduction du travail), imposant ainsi des privations inouïes aux ouvriers, qui cependant ne sont que les instruments passifs de cette épouvantable activité à laquelle Manchester se livre? Si l'Angleterre tombe, ou si une révolution y éclate, ce sera bien la faute de Manchester.

Concluons. Les Anglais n'ont inventé le système protecteur, pas plus qu'ils n'ont inventé le système du libre échange. Le premier a été pratiqué par tous les gouvernements en vue de créer des revenus pour l'État, et ce n'est que bien plus tard, lorsque les richesses nationales se sont accrues par le développement de l'industrie, qu'on a reconnu les bienfaits de la protection par l'application des impôts indirects.

Quant au libre échange, il fut pratiqué par tous les peuples primitifs ou purement marchands, et ce n'est que dans les derniers temps qu'on s'est aperçu qu'il peut aussi être exploité très-avantageusement par ceux qui, grâce au concours de circonstances iniques, sont arrivés à l'apogée de la puissance industrielle. Tel est, en effet, le cas de l'Angleterre. Mais quelle gloire y a-t-il pour les Anglais d'être à dix pour provoquer en duel un homme seul, et d'arriver sur le terrain avec des armes essayées?



CHAPITRE II.

CHUTE DE LA PROTECTION EN ANGLETERRE.

Quand on connaîtra mieux la chute du système protecteur anglais en fait d'économie politique, on aura immédiatement une idée plus juste de la valeur de la liberté commerciale. Ni l'un ni l'autre de ces deux systèmes n'ont été dictés par une science exacte, équitable, reposant sur des principes invariables; ils sont les produits vicieux d'une organisation sociale aussi inique que néfaste. Le livre d'Adam Smith a paru bien avant que ces circonstances impérieuses n'eussent forcé l'Angleterre à se jeter dans les bras du libre échange. D'un état monstrueux et abominable, on y est tombé, involontairement, dans un autre état non moins monstrueux et détestable, ainsi qu'on va le voir par ce qui suit.

Le système protecteur, même prohibitif, n'a pas été institué en Angleterre, aux xv^e et xvi^e siècles, pour créer une industrie manufacturière; il a été institué par l'aristocratie, à son seul et unique profit. A ces époques reculées, elle ne savait même pas ce que c'est que la puissance manufacturière.

Après la conquête de l'Angleterre, en 1066, par

les Normands, le roi Guillaume, tout en respectant le droit des propriétaires saxons, partagea tout le pays, composé de 60 lots, entre ses cavaliers, qui forment aujourd'hui l'aristocratie anglaise. Cette organisation exclusive n'a point changé après huit siècles et demi révolus, à l'exception que le nombre des propriétaires territoriaux, par l'extinction de plusieurs familles, est réduit aujourd'hui à la moitié.

M. Bright, membre du Parlement, autorité incontestable, disait en novembre dernier, aux électeurs de Rochdale, que toute l'Angleterre appartenait à 955 personnes privilégiées. Eh bien ! ce sont les ancêtres de ces 955 gentilshommes, omnipotents dans le conseil des rois et aux parlements, qui ont fait passer les lois prohibitives, afin de vendre très-cher au peuple les produits agricoles que les fermiers cultivaient pour eux.

Cette prohibition, changée plus tard en protection, s'est perpétuée pendant quatre siècles, sans que le peuple anglais, asservi et ignorant, s'en révoltât. Il fallut plusieurs années de famine pour forcer l'aristocratie anglaise à abolir une loi qui spéculait sur la vie de la grande masse de population.

Voici dans quelles conditions et avec quelle lenteur cette réforme sacrée s'accomplit.

Déjà le fameux Canning a voulu passer l'aristocratie anglaise du camp de la résistance dans celui du mouvement et de la liberté. Malheureusement, il est mort trop tôt, et c'est à sir Robert Peel qu'échut la gloire, bien malgré lui, de faire graduellement cesser un état de choses que le continent ne con-

naissait pas de près, que l'apathie du peuple anglais tolérait et qui n'en était pas moins la plus horrible des tyrannies. En 1842, l'Angleterre se vit en proie à des souffrances inouïes. Une très-mauvaise récolte et la détresse commerciale accablaient le pays. D'où viennent ces détresses commerciales si fréquentes de l'autre côté de la Manche? Des énormités commerciales, des énormités économiques. L'Anglais pêche par les excès, précisément parce que l'organisation de l'État repose sur des excès. Sans doute on ne peut guère éviter le ralentissement périodique des affaires, mais les grandes crises commerciales partent toujours de l'Angleterre. Elle ne produit pas assez de ce qui lui est absolument nécessaire, et elle produit trop de ce qui n'est pas absolument nécessaire, ni à elle, ni aux autres peuples. De là ces perturbations commerciales auxquelles l'Angleterre est si souvent livrée.

Sir Robert Peel, fils d'un manufacturier de Manchester, ne pouvait pas voir souffrir les classes ouvrières. « Il y a là, disait-il sans cesse, trop de souffrances et trop de perplexité; c'est une honte comme un péril pour notre civilisation; il faut absolument rendre la condition de ce peuple du travail manuel moins dure et moins précaire. » Et le fils du fabricant, devenu, par ses talents, chef des Tories, a fini par soumettre à des réformes bien sensibles la puissante et fière aristocratie britannique. Mais, avant d'y arriver, sir Robert a eu des moments difficiles à passer. Heureusement, le budget a montré depuis quelques années un grand déficit, et c'est ce

déficit qui a sauvé les intérêts du peuple à dater de 1842. Le grand parti qui marchait sous sa conduite — propriétaires, capitalistes, négociants, manufacturiers, aristocrates et riches de toute sorte — accepta d'abord le fardeau de l'*income-tax* que Peel lui imposait, et l'ordre fut rétabli dans les finances de l'État. La seconde mesure qu'il proposa était moins grave; elle consistait dans la révision du tarif des droits imposés à l'entrée des produits étrangers. « Les principes d'après lesquels nous avons procédé en général, disait Peel, sont ceux-ci : Nous avons voulu d'abord supprimer toute prohibition absolue. Nous avons ensuite grandement réduit les droits sur les matières premières employées dans nos manufactures; presque dans aucun cas le droit sur les matières brutes ne s'élèvera au-dessus de 5 p. c. Je propose que, sur les objets qui sont *en partie manufacturés*, les droits ne dépassent jamais 12 p. c. Enfin, sur les objets qui sont *complètement le produit du travail manufacturier*, les droits ne s'élèveront presque jamais au-dessus de 20 p. c. »

Ainsi, lorsque l'industrie manufacturière de l'Angleterre écrasait déjà les autres pays par son débordement, sir Robert Peel croyait encore nécessaire de la protéger de 20 p. c. contre une concurrence tout imaginaire de l'étranger.

Ce projet de loi, qui visait à la liberté commerciale, n'avait pour but que d'en esquiver une autre, bien plus sacrée, celle de la libre introduction des grains à l'alimentation publique. Sir Robert n'osait rompre du coup avec la classe aristocratique qui

l'honorait de sa confiance, et pour s'excuser, il disait : « Je ne veux pas engager en ce moment une discussion sur la loi des grains ; mais je soutiens, et j'en ai plus d'une fois donné les raisons, qu'il y a là une exception à la règle générale. Je sais que les messieurs de l'opposition se plaindront des limites dans lesquelles, pour cette importante matière, j'ai renfermé l'application du principe de la liberté. Mais, si j'apportais dans la loi des grains des changements plus étendus que ceux que j'ai naguère soumis à la Chambre, je ne ferais qu'accroître les souffrances et les alarmes du pays. »

Ces changements maintenaient le système de l'échelle mobile des droits à l'importation des grains. Le maximum de la protection, qui était de 27 shillings par *quarter*, quand le blé indigène était au-dessous de 60 shellings le *quarter*, fut réduit à 20 shellings, et seulement quand le blé était au-dessous de 51 shellings. Ces modifications ne satisfaisaient aucun des partis opposants ; lord John Russell proposa la substitution d'un droit fixe de 8 shellings ; les radicaux, Villers et Cobden à leur tête, réclamèrent la complète abolition de tout droit. Sir Robert Peel fit rejeter, après de longs débats, toutes ces propositions en disant : « J'admets la réalité de la détresse commerciale, je déplore les souffrances qu'elle cause, je sympathise avec les classes condamnées à de si dures privations ; mais je ne saurais attribuer le mal à l'influence des lois sur les grains. Il est impossible de ne pas sentir que ceux qui demandent la complète abolition peuvent faire

appel à des arguments qui leur donnent de grands avantages ; ils peuvent se récrier contre une taxe sur le pain, sur la nourriture du peuple ; ils peuvent dire que cette taxe est établie pour la protection ou au profit d'une classe particulière... Je persiste pourtant dans l'opinion qu'il est de la plus grande importance, pour les intérêts du pays, qu'en fait de subsistances nous demeurions, autant que cela se peut, indépendants des secours étrangers. »

Ainsi, en 1842, sir Robert, pour sauver les intérêts aristocratiques, qu'il n'osait pas même nommer, invoquait le principe de l'indépendance par la protection, principe diamétralement opposé au libre échange. D'abaisser les droits d'entrée sur les manufactures étrangères, pour lesquelles sdéjà alors les Anglais étaient invincibles, il n'en faisait pas un cas de conscience, mais abaisser les droits d'entrée sur les céréales pour faire vivre le peuple à meilleur marché, c'était une arche à laquelle il ne voulait toucher qu'à son corps défendant, afin de ménager les intérêts aristocratiques, et cela au nom même de l'indépendance du pays. Bon marché pour les manufactures, et cherté pour la nourriture, voilà comment, en 1842, les tories comprenaient la liberté commerciale, et voilà pourquoi le peuple anglais eut tant d'horreur de la protection. Tout soumis et apathique qu'il est, il savait que ce ne sont pas les habillements qu'il lui fallait à bon marché, mais les subsistances. De quoi s'étonner alors que le peuple ait demandé avec tant d'insistance la liberté commerciale, qui, plus tard, devait le faire tomber dans un autre

gouffre, celui de l'excès de la production manufacturière? Et cet état des choses est irrémédiable aussi longtemps que les droits de possession en Angleterre ne seront pas réglés d'une manière plus équitable et plus conforme à l'esprit du siècle où nous vivons.

La loi proposée par Robert Peel passa; mais, l'avant-veille de la prorogation du Parlement, lord Palmerston se chargea d'en faire éclater toutes les iniquités et tous les périls : « Le jour, disait-il, où nous sommes sortis des affaires, était certainement un jour qui assurait au parti tory, pour de longues années, le maintien de ce système de monopole et des droits restrictifs auquel il était attaché, et qu'il jugeait bon dans l'intérêt public comme dans son propre intérêt; mais, ô vanité de la sagesse humaine! les chants de triomphe des toriens se sont changés bientôt en cris de lamentation. »

En effet, dans les clubs, dans les rues, ont retenti les colères des pauvres gens, se disant victimes de la plus cruelle déception. C'est à cette époque que Richard Cobden commença son rôle d'agitateur, non pas autant pour la liberté commerciale en général, mais pour la libre introduction des subsistances alimentaires. Ce qu'il fit plus tard pour la conclusion des traités de commerce, n'était qu'une spéculation commerciale, au profit de Manchester et en dehors de toutes les règles posées par Adam Smith. Deux faits considérables vinrent presser le cours des événements et contraindre sir Robert Peel à jeter par-dessus bord les intérêts aristocratiques.

Dans le comté de Lancaster, près de Manchester,

une ville manufacturière de second ordre, Bolton, avait été jetée par la crise commerciale dans la plus cruelle détresse. Sur cinquante établissements de manufactures, trente étaient fermés; plus de 5,000 ouvriers ne savaient où trouver leur subsistance. Les désordres, les crimes, comme les misères, allaient croissant, dans cette ville désolée, avec une effroyable rapidité. Près du quart des maisons n'avaient plus d'habitants; les prisons regorgeaient. Des enfants mouraient de faim dans les bras de leurs mères; des pères abandonnaient leurs femmes et leurs enfants. Le docteur Bowring, représentant de Bolton à la Chambre des communes, se trouvait en ce moment à Manchester, où un comité des principaux manufacturiers venait de se réunir pour rechercher les causes de la détresse publique et les moyens d'y porter remède. La chambre de commerce de Manchester adopta une pétition demandant au Parlement l'abolition complète et immédiate de la loi des grains. Les fabricants, négociants, marchands et ouvriers formèrent une association permanente, vouée à la poursuite de leur but, en ouvrant, pour subvenir aux frais de la propagande, une souscription qui s'éleva à 50,000 livres sterling. On organisa des comités dans tous les districts manufacturiers, et c'est ainsi que commença la guerre à outrance contre la loi des grains. Il fallait seulement un homme au service d'un intérêt et d'une idée. Sur-le-champ il s'en trouva un. Richard Cobden, manufacturier en toiles peintes, établi depuis peu d'années à Man-

chester, siégeant à la Chambre des communes au nom de Stockport, esprit pénétrant, fécond, hardi et d'une éloquence vive, claire et naturelle, s'y prêta avec une ardeur toute juvénile, puissamment secondé au Parlement par M. J. Fox, qui, un jour, dans un meeting tenu à Covent-Garden, s'écria, à l'adresse de Robert Peel : « Voyez, délégué de la majesté royale, chef des législateurs, conservateur des institutions, regardez cette masse de misères; voilà ce que vos lois et votre pouvoir, s'ils ne l'ont pas créé, n'ont pas su prévenir, ni guérir, ni adoucir! Retirez de la coupe de la pauvreté le dernier grain du poison du monopole. » On tint dans les campagnes des *meetings* de laboureurs, ces favoris de la protection, et ceux-ci y racontèrent leur propre détresse, presque égale à celle des ouvriers dans les manufactures. « Je suis protégé, s'écria un paysan, et je meurs de faim. »

Quand une idée s'est transformée en passion ou en vertu, on ne discute plus; on ne veut plus qu'agir, on marche, on se précipite, soutenu par le peuple. C'est ce qui a entraîné aussi la classe moyenne, les banquiers, les négociants et professionnels pour former une ligue formidable, demandant l'abolition complète des droits sur les vivres. Cependant Robert Peel, dans l'esprit de son parti, résistait toujours. Le 2 février 1843, à l'ouverture de la session, il s'empressa de déclarer hautement la politique expectante qu'il se proposait de suivre dans la question qui agitait le pays : « Je ne puis oublier, disait-il, que, dans ce pays, *la protection a été la règle, et que sous*

cette règle se sont créés de nombreux et considérables intérêts. »

La détresse publique ne cessait point, et c'est ainsi qu'on est arrivé à la session parlementaire de 1845. Deux jours après l'ouverture, M. Cobden témoigna sa surprise que la reine, dans son discours, n'eût rien dit des souffrances qui pesaient sur la population agricole. En s'adressant aux conservateurs, il les apostropha comme suit : « Vous bornerez-vous à suivre l'honorable baronnet (Peel) dans son opposition à une enquête sur la condition et les souffrances de ceux-là mêmes qui vous ont envoyés ici? Je ne puis croire que les gentilshommes d'Angleterre soient des tambours sur lesquels frappe un premier ministre pour leur faire rendre des sons creux et vides de sens. Vous vivez dans un temps de travail et de commerce; la richesse du monde entier vient se verser dans votre sein. Vous ne pouvez avoir à la fois les avantages commerciaux et les privilèges féodaux. Le peuple anglais regarde l'aristocratie et la petite noblesse du pays comme ses chefs. Moi, qui ne suis pas l'un de vous, je n'hésite pas à vous dire qu'il y a en votre faveur, dans ce pays, une sorte de préjugé profond et héréditaire; mais vous ne l'avez pas conquis et vous ne le conserverez pas en vous opposant à l'esprit du temps. Je vous avertis que vous êtes aujourd'hui dans une situation très-critique. Il y a un soupçon général que, dans cette circonstance, vous vous êtes servis et joués des bons sentiments, de l'honnête confiance de vos commettants. »

A cette philippique, ce fut Sidney Herbert, et non le premier ministre, sir Robert Peel, qui répondit séance tenante. Il combattit l'enquête, et lançait aux opposants cette sortie méprisante : « Au lieu de venir pleurnicher devant la Chambre pour demander son aide, dit-il, aidez-vous vous-mêmes, agriculteurs. » Ce mot fut amèrement relevé par M. Disraëli, lord Beaconsfield aujourd'hui, et très-jaloux alors de la puissance de Robert Peel : « L'honorable baronnet, remarqua-t-il, qui est le premier conseiller de Sa Majesté, a dit un jour qu'il était plus fier d'être à la tête des gentilshommes de campagne d'Angleterre que d'obtenir la confiance des souverains. Or, que fait le baronnet? Forcé d'intervenir, il envoie son valet qui leur dit du ton le plus doux : « Ne venez pas pleurnicher ici. » Voilà où en est le grand parti agricole, cette beauté a qui tout le monde a fait la cour et qu'un seul a trompée. Elle approche de la catastrophe. »

Ce qui fit le plus grand tort aux conservateurs, c'était leur âpreté à maintenir intacts les droits sur le beurre, le lard, le fromage, et leurs adversaires s'en prévalurent contre eux avec une ironie insultante, mais efficace. Dans l'une des réunions de la ligue, à Covent-Garden, J.-W. Fox avait violemment attaqué l'aristocratie. En s'expliquant, il ajoutait : « Ce que j'ai dit de l'aristocratie, je l'ai dit de quelques-uns de ses membres seulement, et non pas en tant qu'aristocrates, mais en tant que marchands. Si un homme tient une boutique d'épicier et vole le public, il ne doit pas être protégé parce qu'il se

trouve être l'un des membres de l'aristocratie. Ces messieurs tiennent en effet une grande boutique d'épicier, et à propos de chaque article de leur magasin, ils cherchent comment ils pourront pervertir le pouvoir législatif de telle sorte que la communauté paye plus cher au profit de l'aristocratie. Un temps a été où tout commerce était regardé comme incompatible avec ce haut rang; vos barons féodaux ne se faisaient aucun scrupule de voler à main armée, mais ils auraient repoussé avec mépris le vol à l'aide du faux poids d'un droit protecteur... Aujourd'hui que les nobles deviennent marchands et que les ducs trafiquent de toute sorte de denrées, nous avons bien le droit de nous récrier et de dire que ce n'est pas là agir loyalement envers les autres marchands du pays. Je ne sais plus me figurer le duc de Richmond autrement qu'avec sa couronne ducale sur la tête, un échantillon de blé dans sa poche, un saumon dans une main, une bouteille de whiskey dans l'autre. Vraiment il ne se peut pas qu'une telle dégradation de la dignité aristocratique et de l'honneur du pouvoir législatif couvre les méfaits et fasse la fortune d'une classe de marchands. »

La session de 1845 touchait à son terme, et sir Robert Peel s'opposait toujours à une réforme radicale des lois agraires. Des circonstances imprévues le forcèrent finalement à composer avec les nécessités du temps, malgré et en dépit de l'aristocratie. Une grave appréhension pesait sur tous les esprits : la saison était mauvaise, les récoltes incertaines. Dès le milieu de l'automne, la souffrance populaire était

déjà grande, l'alarme universelle et passionnée. Une crise monétaire semblait imminente comme la disette. Sous une pression si aggravée, comment persister dans une politique mitoyenne?

Le 25 novembre 1845, sir Robert Peel, vaincu par les souffrances du peuple, réunit ses collègues et leur proposa la suspension temporaire (pour trois ans) des droits à l'importation des grains, et la convocation immédiate du Parlement. Resté en minorité, il crut devoir donner sa démission. Mais lord John Russell ne pouvant former un cabinet qui n'avait pas la majorité dans la Chambre des communes, Peel fut rappelé aux affaires. Enfin il a eu le courage de demander aux conservateurs de grands sacrifices sans aller aux extrêmes; il ne voulait que la suspension actuelle des droits sur les grains pour arriver, par une réduction progressive et dans un temps fixé, à une suppression définitive. « Les intérêts privés de l'aristocratie, disait-il, n'étaient pas seuls atteints par ces mesures : pour la plupart des produits manufacturés, comme les denrées agricoles, il abandonnait aussi le système protecteur, et les fabricants de Manchester ou de Leeds étaient mis aux prises aussi bien que les gentilshommes avec la concurrence étrangère. Une étendue de côtes plus grande que n'en possède aucune autre nation, ajoutait-il, nous assure la force et la supériorité maritime. Le fer et le charbon, ces nerfs de l'industrie, donnent à nos manufactures de grands avantages sur celles de nos rivaux. Est-ce là un pays qui doit redouter la concurrence? Est-ce que ce ne sera pas

pour vous (aristocrates) une satisfaction de penser que, par votre propre volonté, vous vous êtes déchargés de la pesante responsabilité de régler la somme et le prix des subsistances? »

L'égoïsme des propriétaires fonciers ne pouvait plus s'opposer à la force des choses, et le bill de Robert Peel, après dix-neuf jours de lutte acharnée, passa par la Chambre des communes et, le 18 mai 1846, par celle des lords, où l'homme de fer, le duc de Wellington, s'était vu obligé de l'appuyer en se consolant qu'à l'expiration du bill, en 1849, le Parlement pourra prendre un autre parti.

Les événements ne le lui ont point permis. En 1847, une nouvelle famine se déclara, principalement en Irlande, et sir Robert Peel, pressé par l'opinion publique, faisait définitivement abolir et à tout jamais, en 1848, les exécrables droits sur les grains, le plus cruel des impôts qu'une aristocratie, sans cœur et sans entrailles, s'accrochant à ses privilèges du moyen âge, prélevait en plein XIX^e siècle, sur les subsistances d'un peuple tellement abruti qu'il se laisse encore aujourd'hui opprimer par le même esprit féodal. Elle a bien consenti à l'abolition des droits d'entrée sur les grains, mais, en restant seule propriétaire foncier, elle a, en même temps, poussé le peuple aux bords d'un autre abîme, celui de la production outrée que la liberté commerciale provoquait dans les districts manufacturiers.

En tout cas, quels sont les enseignements qui découlent de cette longue guerre contre le monopole des possesseurs de biens-fonds? Il en résulte que la

liberté de commerce pour les manufactures n'a pas été appliquée en Angleterre par suite d'une conviction profonde dans le système d'Adam Smith, mais bien parce qu'on avait en horreur l'indigne commerce qu'exerçaient les grands propriétaires avec leurs produits agricoles.

Entre deux maux on choisit le moins grand, et c'est ainsi qu'on s'est jeté dans les bras du libre échange, et pour les manufactures et pour les produits de la terre. Mais à ce marché le peuple perdait encore, ainsi que nous le prouverons dans les chapitres suivants.

Ne croyez cependant pas que la liberté commerciale ait été adoptée en Angleterre en bloc et d'une manière absolue. Elle n'existe que de nom pour séduire les autres peuples au profit de l'industrie anglaise. Il y existe toujours des droits d'entrée qui sont contraires aux principes du libre échange et qui ont été conservés, soit pour protéger certaines industries, soit pour créer à l'État des ressources financières.

N'oublions pas surtout ce que Robert Peel a déclaré au Parlement anglais le 2 février 1842, « que la protection a été la règle générale en Angleterre, et que c'était sous cette règle que de nombreux et considérables intérêts se sont créés ». Il a donc avoué que c'était sous l'égide de la protection que l'industrie manufacturière britannique était devenue assez puissante pour adopter le libre échange.

CHAPITRE III.

LE LIBRE ÉCHANGE ANGLAIS.

On ne lit dans les journaux anglais que les efforts faits par les négociateurs des traités de commerce, les uns pour sauver l'industrie nationale d'un pays, et les Anglais pour la détruire. Ceux-ci surveillent les autres avec des yeux d'Argus; ils les morigèment quand ils n'abondent pas dans le sens du libre échange, et appellent ainsi l'attention de leur gouvernement sur tous les incidents qui se produisent dans le cours des négociations. Des correspondants particuliers sont envoyés par les journaux britanniques à Paris, à Rome, à Berlin, pour contrôler ou pervertir les esprits et pour faire des rapports journaliers. A part la guerre d'Orient, toutes les autres questions s'évanouissent; le renouvellement des traités de commerce seul préoccupe aujourd'hui les Anglais. On dirait que l'existence même de la Grande-Bretagne dépend des traités qu'on arrachera plus ou moins astucieusement aux autres nations.

Involontairement on se demande pourquoi les Anglais s'intéressent tant à la propagation des principes du libre échange, tandis que les autres peuples

y restent indifférents ou se tiennent juste sur la défensive? Est-ce que seule l'Angleterre a reçu de la Providence la mission de vulgariser les bienfaits du libre échange? Dans ce cas, le bon Dieu a choisi le peuple le plus égoïste et le plus avide de la terre pour répandre sa sainte doctrine. Ou bien, est-ce que les autres peuples n'y comprennent rien? Mais alors, pourquoi l'Angleterre ne se contente-t-elle pas de jouir seule des bienfaits de la liberté commerciale, et pourquoi veut-elle absolument les partager avec d'autres? Les largesses et les mouvements généreux ne sont point ses caractères distinctifs. La Suisse, par exemple, qui a pratiqué le libre échange bien avant les Anglais, ne fait pas autant de bruit; au contraire, il y existe un parti, notamment pour les tissus de laine, qui, fort sagement, demande l'élévation des droits d'entrée, lesquels, jusqu'à présent, n'avaient qu'un but fiscal pour subvenir aux frais du gouvernement fédéral. D'où vient donc cet immense amour des Anglais pour le libre échange? Pourquoi remuent-ils ciel et terre pour répandre les faveurs du libre échange parmi les autres peuples?

C'est qu'il s'agit pour eux *to be or not to be*, et nullement de l'intérêt des autres nations. Les institutions du moyen âge, que les Anglais ont conservées à la honte du siècle actuel, les éloignent de l'agriculture et les forcent à embrasser en masse la carrière commerciale ou industrielle; de là vient que l'Angleterre n'est qu'une boutique de marchands, qu'elle produit, par exemple, 85 p. c. plus de tissus de coton que n'en demande la consommation inté-

rieure du pays. Eh bien, c'est pour écouler les immenses surplus de cette production outrée, résultat d'une organisation sociale rappelant le feudalisme, que les Anglais se donnent au diable pour faire participer les autres peuples aux bienfaits de la liberté commerciale. Ce n'est ni plus ni moins qu'un truc commercial, dont les Anglais possèdent le secret à un si haut degré.

Pourquoi la Suisse ne se donne-t-elle pas autant de mal? Pourquoi, au lieu de se poser en apôtre, garde-t-elle une attitude calme et digne, sans remplir le monde du bruit de ses propres intérêts? C'est que l'industrie en Suisse, imposée par la nature du sol et entourée des institutions conformes à l'esprit du siècle actuel, n'a pas débordé au point qu'elle ait enfanté un monstre comme nous le voyons en Angleterre; c'est que l'industrie suisse n'est pas écrasante pour les autres peuples; c'est que la Suisse sent qu'il n'est pas un bourreau industriel comme l'Anglais. Si, en face de cette attitude, les gouvernants, au moment de conclure de nouveaux traités, ne savent pas faire une distinction marquante entre la Suisse inoffensive et l'Angleterre meurtrière, je plains le sort des peuples. Honneur aux manufacturiers italiens qui, dans leur réunion de l'an passé, se sont alarmés de la concurrence écrasante des Anglais, sans dire un mot désobligeant pour la Suisse.

Où la science du libre échange est absolue, ou elle ne l'est pas. Si elle est absolue, comme doit l'être toute science correcte, posée sur des bases honnêtes,

alors pourquoi l'Angleterre ne l'applique-t-elle pas chez elle, sans restriction et sans se préoccuper de ce que font les autres peuples? Elle en retirerait seule les profits. Elle ne peut pas demander mieux, et, cependant, elle n'applique pas le libre échange absolu chez elle, ce que nous verrons par ses revenus de douane dans le chapitre suivant. Et si la science du libre échange n'est pas absolue, alors ce n'est plus une science, mais une frime scientifique pour enfoncer les autres. L'existence de certaines libertés chez un peuple n'exige point l'établissement de ces mêmes libertés chez d'autres pour les rendre heureux. Les institutions du moyen âge de l'Angleterre prouvent qu'une nation peut vivre contente tout en ne jouissant que d'une liberté bâtarde et nominale. Les peuples de l'Europe sont régis par des constitutions bien différentes dans leurs essences; il doit en être de même pour les constitutions commerciales. La conformité des institutions est exclue par l'hétérogénéité des nations et des hommes.



CHAPITRE IV.

LES REVENUS DE L'ANGLETERRE.

Les Anglais ne savent rien faire honnêtement, franchement. Tout, chez eux, cache un piège. Ils ne vivent, ils ne s'enrichissent que de supercheries. Ils établissent un dogme, un principe pour entraîner les autres peuples, et ils sont les premiers à y manquer. Rien d'absolu pour eux, excepté quand il s'agit de leur propre boutique. Ils voudraient bien appliquer le libre échange absolu chez les autres, mais ils ne l'appliquent pas chez eux. A preuve l'exposé financier de sir Stafford Northcote pour l'exercice 1877.

Voici en quoi consistaient les revenus de l'État :

Douanes	l. s.	19,922,000
Accises sur les boissons		27,736,000
Timbre		10,890,000
Taxes foncières et de maisons		2,532,000
Income-tax et impôt foncier.		5,280,000
Postes.		6,000,000
Télégraphes.		1,305,000
Terres de couronne		410,000
Divers.		4,490,000
		<hr/>
	Livres sterling.	78,565,000

Sur 78 millions de revenus, 47 millions proviennent donc de la douane et des accises sur les boissons, et les tartufes anglais prétendent pratiquer les principes absolus du libre échange! Ces 47 millions d'impôts, directs ou indirects, sont contraires aux principes du libre échange. Voici les principaux articles frappés d'un droit à l'entrée : Bière, chicorée, cacao, café, thé, sucre, figues, raisins, pruneaux, eaux-de-vie, rhum, tabac et vins. En grande partie, cette législation douanière est dirigée contre le peuple anglais. Les droits sur la bière constituent une protection bien caractérisée au profit des brasseurs, très-puissants en Angleterre, et au détriment de la classe pauvre, qui ne peut boire que ce liquide. Les droits d'entrée sur le thé, sur le café, sur le sucre pèsent également plutôt sur les pauvres que sur les riches. Il n'y a que le renchérissement du tabac et des vins qui a une raison d'être dans un pays où l'intempérance et l'ivrognerie sont une plaie nationale. L'astucieuse Angleterre n'impose pas à l'entrée les produits manufacturiers, parce qu'elle s'y sent invincible et n'a pas à craindre la concurrence étrangère; mais elle impose des articles bruts qu'elle ne produit pas. Par ces droits elle entrave donc la liberté commerciale. N'est-ce pas se moquer du monde que de prêcher, en pareilles conditions, une doctrine qu'on méprise soi-même? Et les négociants en vins de France, qui sont deux fois imposés en Angleterre, à l'entrée et à la consommation, exaltent les bienfaits du libre échange! Leur exaltation est facile à concevoir. Lors même qu'ils seraient imposés

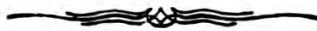
du double des tarifs actuels, ils feraient encore de bonnes affaires avec l'Angleterre, puisqu'ils ne vendent plus que des vins frelatés ou fabriqués, qui ne leur coûtent rien. Dans ces conditions, le libre échange qu'ils prônent avec tant d'ardeur leur est, sans doute, très-profitable; mais je contesterai jusqu'à mon dernier souffle que leurs intérêts véreux et frauduleux puissent être mis en parallèle avec les intérêts honnêtes d'un manufacturier quelconque, qui occupe bien plus d'ouvriers et qui contribue bien mieux au développement de la richesse et de l'intelligence d'une nation que les fabricants de vins. Prenez, par exemple, le fer.

Un économiste a fait le calcul intéressant sur la plus-value que peut acquérir un objet par le travail. Avec une livre de fer, valant à peine 25 centimes, on fait de l'acier, et avec cet acier, le petit ressort qui fait mouvoir le balancier d'une montre. Chacun de ces ressorts ne pèse qu'un dixième de grain, et peut se vendre jusqu'à 18 francs. Or, avec une livre de fer, en défalquant le déchet, on peut fabriquer quatre-vingt mille de ces ressorts, et porter la matière première, qui vaut 25 centimes, à la valeur d'environ un million et demi.

S'il était vrai, ainsi que l'a soutenu tout récemment un étourdi journaliste parisien, que, sans la culture des vignes, la France ne serait ni intellectuellement ni commercialement ce qu'elle est, alors il faut avouer que son esprit, sa moralité et son commerce reposent sur les éléments d'un liquide qui excite bien plus qu'il ne fonde quelque chose de solide. C'est

encore pis en Angleterre. Ainsi, toute cette nation, qu'on admire sottement et qu'on considère plus sottement encore pour être le peuple le plus éclairé, le plus sérieux et le plus religieux du monde, toute cette nation est adonnée à l'ivrognerie, à tel point que le gouvernement du pays est obligé d'imposer deux fois les vins et les spiritueux sans pouvoir arrêter le vice inhérent à ce peuple, ainsi qu'un membre du Parlement l'a avoué publiquement, il n'y a pas longtemps.

Les audiences des tribunaux de police de Londres jettent fréquemment une vive lumière sur les mœurs de certaines classes anglaises. Une nommée Anne Blade comparait dernièrement, pour la centième fois peut-être, devant le magistrat, pour l'ivrognerie. L'amende ne la corrige pas, puisque c'est le mari qui la paye. Celui-ci déclara que sa lui femme avait, depuis leur mariage, coûté plus de 7,500 francs rien qu'en amendes pour l'ivrognerie. Le magistrat répondit qu'il avait tort de les payer, puisqu'il ne faisait qu'encourager sa moitié dans son vice. Le pauvre diable ne s'en est pas moins exécuté, quoique de mauvaise grâce. Condamnée de nouveau à 12 francs d'amende, mistress Anne Blade dit tranquillement : « L'amende sera payée avant le soir ; chaque fois qu'il ne me voit pas revenir, mon mari sait où me trouver, et il arrive muni d'argent. »



CHAPITRE V.

L'AGRICULTURE EN ANGLETERRE.

L'ouverture des hostilités entre la Russie et la Turquie a provoqué en Angleterre un rapide mouvement de hausse sur les céréales. Le blé anglais ne valait au début de 1876 que 52 à 53 schellings par quarter, et le 3 mai, il était monté à 70 et 73 schellings. En 1875, l'Angleterre avait importé 59 millions de quintaux de céréales, dont 10 millions fournis par la Russie, et en 1876, elle en a importé 44 millions, dont 8 1/2 millions livrés par la Russie. L'école du libre échange prétend cependant fournir à la classe pauvre tout à meilleur marché que la protection, et voilà qu'un déficit de quelques millions de quarts dans les exportations russes par la mer Noire, produit une hausse de 20 schellings sur des vivres, précisément dans un moment où les classes pauvres souffrent de la stagnation des affaires. La lacune que laisse la Russie va être comblée sans doute, mais au détriment des pauvres de tous les pays qui payeront le pain d'autant plus cher. Et le principal argument du libre échange, celui qui séduit le plus le prolétariat, c'est le bon marché. N'est-ce pas une des plus grossières mystifications ?

Que les pauvres meurent de faim, pourvu qu'ils aient des loques pour rien, voilà à quoi se réduit toute la science économique des libre-échangistes. Si la masse des peuples réfléchissait mieux et ne se laissait pas enguirlander d'une phraséologie ronflante et perfide, elle maudirait bientôt ceux qui, au nom de la philanthropie, prennent bien plus d'une main qu'ils n'offrent de l'autre.

D'où vient donc cet immense déficit dans l'approvisionnement des objets de première nécessité dans un pays qui ne parle que de bon marché? Que la classe pauvre lise ce qui va suivre, et je ne doute guère qu'elle ne brûlera ce qu'elle a adoré la veille.

Le sol et le climat du royaume-uni de la Grande-Bretagne, à part quelques districts septentrionaux, sont aussi favorables à l'agriculture que ceux de la Belgique et du nord-ouest de la France. Le courant de mer chaud qui vient du golfe du Mexique y répand une douceur atmosphérique telle, que les prairies sont couvertes d'une verdure pour ainsi dire éternelle. Or, en Belgique, 85 p. c. des terres sont cultivées et seulement 15 p. c., composés de tourbière, restent stériles. En Angleterre, au contraire, on ne cultive que 40 p. c. de superficie, et 60 p. c. sont abandonnés aux pâturages, absolument comme chez les peuples nomades. Et on appelle l'Angleterre un pays civilisé! Si les prolétaires du continent savaient pourquoi les Anglais négligent l'agriculture, ils se détourneraient avec mépris de leurs confrères insulaires qui tolèrent de pareilles énormités au beau milieu du XIX^e siècle.

En Prusse, sur une population de 23,970,941 habitants, il y avait, en 1867, 5,639,349 individus s'occupant de l'économie rurale et forestière, 1,716,181 s'occupant de l'exploitation des mines et de l'industrie et 412,307 individus commerçants.

En France, sur une population de 38,047,523 habitants, il y avait, en 1866, 3,266,705 individus s'occupant de l'économie rurale, 1,450,165 de l'industrie et 392,191 individus commerçants.

En Angleterre et dans le pays de Galles, sur une population de 20,066,224 habitants, il y en avait, en 1861, 2,010,454 qui s'occupaient de l'agriculture, 4,823,699 de l'industrie et 623,710 du commerce.

En Belgique même, sur une population de 5,113,680 habitants, il y avait, en 1866, 25 p. c. qui s'adonnaient à l'agriculture et 20 p. c. à l'industrie.

On voit qu'en Prusse et en France le nombre des agriculteurs dépasse deux à quatre fois celui des industriels, tandis qu'en Angleterre et dans le pays de Galles, ce sont les industriels qui dépassent du double les agriculteurs. Le premier devoir de l'homme est de subvenir aux premières nécessités de la vie, et les Anglais font juste le contraire. Pourquoi? Écoutez et ne vous révoltez pas.

Dans la Grande-Bretagne et en Irlande, la propriété foncière est l'apanage de la noblesse et passe héréditairement à un seul de ses enfants, conformément aux institutions féodales admettant encore le principe du majorat. En Angleterre et dans le pays de Galles, il n'y avait en 1861 que 30,766 propriétaires,

15,131 appartenant au sexe masculin et 15,635 au sexe féminin, sur un ensemble de population s'élevant à 20,066,224 habitants, et, en 1871, seulement 22,964 propriétaires sur 22,712,266 habitants. Aujourd'hui, selon M. Bright, ils ne sont qu'environ 1,000. Il est à remarquer que ce chiffre ne représente que le nombre des personnes uniquement propriétaires de biens-fonds, non compris les industriels, qui, outre leurs ateliers, possèdent d'autres propriétés territoriales, telles que maisons, jardins, etc.

En Irlande, c'est encore pis. Par suite des confiscations opérées sous les règnes d'Élisabeth et de Jacques I^{er}, les 9/10 des terres arables sont passés entre les mains des Anglais. Ces propriétaires laissent en pâturages une grande partie de leurs fertiles possessions, soit parce que leur domaine est trop étendu pour qu'ils puissent l'exploiter, soit parce qu'ils craignent, en louant le surplus, de restreindre leurs propres bénéfices par l'augmentation de la production et par la baisse des prix. D'autres laissent retomber à l'état inculte et sauvage des milliers d'arpents d'excellente terre, afin d'en faire un fonds de chasse et de pouvoir ainsi satisfaire leur passion pour ce genre d'amusement. Il n'est donc pas étonnant que la population rurale émigre en foule pour se procurer une existence moins pénible que celle d'un simple fermier, rançonné par son propriétaire.

L'impossibilité d'acquérir des biens-fonds empêche le paysan de se créer une position indépendante, ce

qui fait que les ouvriers ruraux se portent en masse aux entreprises industrielles où ils gagnent plus, sans être tyrannisés par les propriétaires fonciers. Voilà d'où vient le débordement de l'industrie britannique. De Sylla le pauvre ouvrier tombe en Charibde. Il porte des calicots à bon marché, mais il mange du pain cher. Est-ce cela que le libre échange a voulu obtenir? Oui, lecteur, c'est cela; car ni ceux qui possèdent quelque chose, ni ceux qui ne possèdent rien, ne veulent rester toute leur vie de simples fermiers ou tenanciers. Et cependant, suivant un des grands agronomes anglais, M. Mechi, la Grande-Bretagne pourrait produire plus de grains qu'elle n'en a besoin.

« M. Mechi, dit le *Guardian* de Manchester du 10 avril 1877, donne un sombre tableau de la condition présente du fermier anglais. Les deux dernières années ont été désastreuses pour lui. Les récoltes ont été mauvaises; les prix auxquels elles se sont vendues étaient bas et le bétail a souffert de l'épidémie. Il s'ensuit que les fermes sont réduites à la mendicité faute de tenanciers (*are going a begging for want of tenants*) et que les propriétaires fonciers ont été obligés d'abaisser le loyer du fermage. Il faut observer que le même état de choses règne en Écosse. Dans les Lothian, un grand nombre de fermes ont changé de main, les tenanciers ne pouvant travailler avec profit. Les propriétaires-fermiers ont, pendant les dernières années, augmenté le loyer, et on ne peut les en blâmer, vu qu'ils avaient toujours une foule de compétiteurs, aussitôt qu'une ferme était devenue vacante. Cette augmentation du loyer a naturellement contribué à la mauvaise situation générale des deux côtés du Tweed. M. Mechi

avoue que l'état déprimé de l'agriculture provient en partie de la mauvaise manière de faire valoir la terre (*bad farming*). Il affirme que si en Angleterre l'agriculture était partout au même niveau avancé, comme on le voit à Tiptree, on pourrait produire plus de grains que n'en a besoin la population tout entière (*more than enough food for our population could be produced*); mais le capital fuit l'agriculture. »

En face d'un état de choses aussi cruel qu'absurde, n'est-il pas du devoir de tout homme de cœur de s'opposer de toutes ses forces aux débordements d'une industrie monstrueuse, telle que nous la voyons en Angleterre, non pas au point de vue d'une autre industrie, mais dans l'intérêt de l'humanité? Où veulent-ils nous mener les Anglais, eux et les autres, par la rupture de tout équilibre entre l'agriculture et leur industrie, conséquence inique de leurs institutions féodales? A un cataclysme, et s'il a été évité jusqu'à présent, c'est que le peuple anglais, trop abruti par le servage, n'a pas encore conscience de sa force et de ses droits.

Récemment, les ouvriers ont tenté d'améliorer leur position par des grèves; mais leur misère et leur ignorance sont trop grandes pour obtenir une amélioration durable de leur sort. Cette amélioration pour les ouvriers ruraux dépend de l'abolition du majorat, du morcellement des terres et de l'enseignement obligatoire. Ce n'est qu'ainsi qu'on rétablira l'équilibre entre la production industrielle et la production agricole, et la classe pauvre ne rendra pas pour la vie alimentaire ce qu'elle a gagné dans les fabriques. Le système économique de la Grande-

Bretagne amènera infailliblement, comme aux derniers siècles de l'empire romain, l'épuisement de la grande masse du peuple au profit de l'aristocratie de naissance et d'argent. Une infime minorité immensément riche, et la grande majorité immensément pauvre, voilà la position sociale de l'Angleterre. Cette horrible inégalité ne peut durer longtemps, et je crois qu'une révolution radicale s'opérera au moment même où les excès de l'industrialisme anglais auront atteint les dernières limites de la folie. A aucun État civilisé on ne peut plus justement appliquer ces paroles que le comte Daru écrivait dans son *Histoire de Venise* : « Quand les nobles, au lieu de verser leur sang pour la patrie, au lieu d'illustrer l'État par des victoires, n'eurent plus qu'à jouir des honneurs et à partager des impôts, on dut se demander pourquoi il y avait huit ou neuf cents habitants de Venise qui se disaient propriétaires de toute la République. »

Venise a péri à cause de cette iniquité; l'Angleterre périra de même.

Maintenant, on comprendra, sans doute, pourquoi les Anglais tiennent tant au libre échange. L'agriculture délaissée et ne rapportant pas autant que l'industrie, tout le monde se met à fabriquer, et, pour écouler cette immense production, il faut du libre échange. C'est par lui que l'industrie monstrueuse de l'Angleterre veut tuer la naissante industrie des autres, avant d'être tuée elle-même; c'est encore par lui qu'on renchérit les denrées alimentaires chez d'autres peuples contre un chiffon qu'on peut fabriquer soi-même.

CHAPITRE VI.

IMPORTATIONS DE BLÉS EN ANGLETERRE.

Le *Statistical Abstract* fournit, à cet égard, des chiffres très-instructifs que les libre-échangistes, aussi bien que les protectionnistes, devraient sérieusement étudier. L'*Abstract* dit :

« En 1876, on a importé en Angleterre 51,904,433 quintaux de blés et de farines. Ce total n'a été dépassé qu'en 1875. De cette immense quantité, les États-Unis ont livré 22,223,403 et la Russie 8,911,788 quintaux. L'*Abstract*, ajoute le *Manchester Guardian* du 5 septembre, ne donne pas les quantités importées de l'Australie et des Indes ; elles augmentent cependant tous les ans. Juland Danvers, directeur gouvernemental des chemins de fer des Indes, dit, dans son rapport, qu'on n'aurait guère pensé, il y a vingt ans, que les vallées du Gange pussent devenir un abondant grenier de l'Angleterre, malgré la grande distance qui sépare les deux pays. Nous en avons vu l'exportation rapidement s'élever pendant les deux dernières années. En 1871, on n'a exporté pour l'Angleterre en blés de l'Inde que 248,522 quintaux, et en 1876 la quantité a monté à 5,583,336 quintaux. »

Cette statistique condamne, à elle seule, en dernier ressort, toute la doctrine du libre échange, doctrine inique, cruelle et inconsistante.

Procédons par analyse.



L'Angleterre, malgré son climat doux, malgré son sol fertile que l'aristocratie, unique propriétaire foncier, laisse en friche pour vendre d'autant plus cher les blés qu'elle fait cultiver, l'Angleterre, par sa position géographique, éternellement verte, importe tous les ans, pour se nourrir, près de 52 millions de quintaux de blés, c'est-à-dire, sur 28 millions d'habitants, 1 3/4 quintal par tête et par an. Si elle ne dominait pas les mers par ses flottes, est-ce qu'elle oserait laisser se perpétuer un état de choses aussi périlleux qu'anormal? Il est donc bien avéré que, sans une puissante marine, le *free trade* n'est pas possible.

Et pourquoi le peuple anglais s'expose-t-il à mourir de faim plutôt que de cultiver la terre? C'est que les manufactures rapportent davantage; c'est que la grande majorité de la nation ne veut pas devenir le fermier des mylords du moyen âge.

Et de quels pays l'Angleterre couvre-t-elle ses besoins en blés? Précisément de ceux qui, comme les États-Unis et la Russie, loin d'être libre-échangistes, bannissent l'industrie anglaise de leurs marchés par le système protecteur. La réciprocité, principe fondamental du libre échange de Smith, n'est donc qu'une affreuse supercherie, du moment que toute la terre ne l'adopte pas en même temps, ce qui n'arrivera jamais, car la diversité des intérêts séparera toujours les peuples. La doctrine d'Adam Smith, que les Anglais et les étourdis prennent pour une science, n'est donc qu'une chimère, mais une chimère qui rapporte de l'argent aux Anglais.

Mais voici le côté le plus monstrueux, le plus cruel, le plus sauvage du *free trade*. Grâce à lui, l'Angleterre, pour se nourrir, exporte des blés de l'Inde, et ce pays est livré, depuis deux ans, aux horreurs de la famine!

Si toutes ces considérations, d'une logique irrécusable, ne prouvent pas à la dernière évidence que le *free trade* est une machine astucieusement montée par un peuple marchand et avide, alors qu'on me pendre au premier arbre venu, moi qui lui fais la guerre à outrance.



CHAPITRE VII.

LE RENCHÉRISSEMENT DES CÉRÉALES PAR L'ANGLETERRE.

Nous avons prouvé que les Anglais ne veulent pas cultiver la terre; c'est une besogne dont ils chargent les autres races inférieures à eux, et nous sommes arrivé à cette conclusion que le *free trade* finit par rendre la vie alimentaire exorbitamment chère, non-seulement aux Anglais, mais encore aux autres nations. Le peuple britannique supporte cet état de choses épouvantable, parce qu'il ne jouit réellement d'aucuns droits politiques et parce que l'aristocratie, alliée à la cotonocratie, sacrifie les intérêts de la grande masse aux siens propres. Que le pauvre en Angleterre ne se révolte pas contre ces énormités, c'est son affaire; il n'a que ce qu'il mérite. Mais ce que nous ne comprenons pas, c'est que les continentaux, plus intelligents et plus indépendants, doivent courber la tête devant les mêmes lois. Leur devoir le plus sacré serait de repousser avec mépris les mirages fallacieux du libre échange et de songer à se nourrir à bon marché, avant d'acheter à bon marché les calicots frelatés des Anglais.

Voici des statistiques récentes du *Board of Trade*, qui convaincront peut-être les incrédules et les idéologues, happant après les grands mots.

Depuis la rentrée des récoltes (*since the harvest*), l'Angleterre s'est approvisionnée comme suit jusqu'au 19 janvier 1878 :

	1877-8	1876-7	1875-6	1874-5
Importation de blé	24,925,958	15,259,842	25,762,011	16,127,446
— de farine	3,329,245	2,410,173	2,714,031	3,187,900
Ventes de blé indi- gène	16,176,500	18,428,485	17,480,100	23,339,200
Quintaux	44,431,703	36,098,500	46,156,142	42,704,506
Exportation de blé et de farine	881,172	571,967	103,676	170,322
Consommation	43,550,531	35,526,533	46,052,466	42,534,233
Prix moyen du blé anglais	53 s. 11 d.	48 s. 4 d.	46 s. 7 d.	45 s. 0 d.

Il faut noter que le blé indigène de la dernière récolte est, en ce moment, à peu près tout vendu, et qu'à partir d'aujourd'hui jusqu'à fin septembre, les Anglais doivent vivre d'importations. Ces importations de fin septembre, c'est-à-dire pour 3 1/2, mettons 4 mois, étaient de 24 millions de quintaux. Ajoutez maintenant ce qu'il en faudra à l'Angleterre pour 7 mois encore, jusqu'à la rentrée de la récolte prochaine, et dites si son libre échange n'est pas un véritable sacrilège commis au détriment de la classe pauvre, en général. Vous comprendrez maintenant pourquoi en Angleterre tout se vend à vil prix, excepté les vivres. Calculez à 53 schellings et 11 deniers le blé, et vous verrez à quel prix les libre-échangistes s'alimentent en Angleterre. N'est-ce pas

une immense duperie au profit de l'aristocratie et de la cotonocratie britanniques? N'est-ce pas aussi une duperie vis-à-vis de ces peuples qui vendent leurs blés cher aux Anglais, pour les faire payer chez eux aux mêmes prix par la grande masse de la population, cette masse que le libre échange veut conduire tout droit au paradis par le bon marché? Aussi, quand un démocrate invoque le libre échange en faveur des pauvres, ceux-ci n'ont rien de plus pressé à faire que de le renier. Nourrissez d'abord le peuple à bon marché, grands rhéteurs, et occupez-vous moins des calicots que vous dédaignez de porter. Vous êtes pires que l'aristocrate anglais, car celui-ci défend ses droits surannés, tandis que vous, vous ne savez pas ce que vous défendez.



CHAPITRE VIII.

LE BILAN COMMERCIAL DE L'ANGLETERRE ET LE FREE TRADE.

Le *Board of Trade* a publié ses statistiques pour le mois d'octobre 1877, et voici en quels termes le *Daily Post* de Liverpool, strictement dévoué au libre échange, commente les chiffres officiels :

« Le trait le plus frappant de ces *Returns* est l'accroissement extraordinaire des importations comparées à celles du même mois de l'an dernier. Le montant, pour octobre 1877, est de 36,537,002 livres sterling contre 29,657,517 en octobre 1876. Les principales augmentations portent sur le blé, sur les pommes de terre, sur le sucre, sur le thé, sur le chanvre, sur la jute et sur la laine. Il n'y a qu'une faible amélioration dans les exportations, dont la valeur ne monte, pour octobre dernier, qu'à 18,372,693 livres sterling contre 17,779,274 livres sterling en octobre 1876. »

Ce bilan renferme un tel trésor d'enseignements, une telle force d'arguments inéluctables contre le libre échange, qu'il faut être frappé de cécité ou complètement asservi aux intérêts de Manchester, pour n'en pas voir le caractère désastreux, tant pour la nation anglaise tout entière que pour les autres peuples. Je nomme Manchester, parce que là,

comme en France, comme en Belgique, en Allemagne et en Suisse, l'industrie cotonnière est la première et la plus importante de toutes, occupant le plus de bras et répandant le plus de bienfaits, et je ne connais aucune théorie, aucune loi tant soit peu logique qui subordonne les intérêts de la majorité à ceux de la minorité. Un homme d'État français, par exemple, à moins qu'il n'ait la berlue, ne pourra jamais mettre sur la même ligne les intérêts criards des petites industries parisiennes de fantaisie avec les grands intérêts engagés dans l'industrie textile.

Cependant, c'est la moindre de nos objections. Nous allons assiéger en règle la citadelle du *free trade*, et j'ai tout lieu de croire que, cette fois, nous la prendrons d'assaut. Ce n'est que dans les moments de grandes crises qu'on peut étudier, accepter ou condamner l'efficacité ou les résultats malfaisants d'une doctrine, et tel est le moment actuel. Quand tout marche bien, on ferme les yeux sur les pertes qu'on fait, absolument comme le boursier qui, avec la liberté du tripotage, regagne aujourd'hui ce qu'il a perdu hier, et qui, malgré cela, finit par s'enfoncer.

J'attaque tout d'abord le Malakoff du libre échange. Son principe fondamental, sa séduisante enseigne est le *bon marché*. Or, le premier devoir, le plus sacré des devoirs de l'homme, c'est de se nourrir à bon marché; se vêtir à bon marché est une question secondaire. Les Anglais, qui ne veulent pas cultiver la terre pour des raisons que nous avons déjà expliquées et sur lesquelles, pour rester dans la

question, nous ne nous appesantissons pas cette fois, vivent-ils à bon marché? Tout le monde sait que la vie animale est plus chère chez eux que partout ailleurs dans le monde. A cause de leurs mauvaises récoltes, ils ont importé, en octobre dernier, pour 4 millions de livres sterling plus de blés et de pommes de terre que le même mois de l'année dernière. D'où ont-ils pris ces blés et ces pommes de terre? D'après les principes du libre échange, de pays où ils les ont trouvés à meilleur compte. C'était de la Belgique, de la Hollande, de la France, de l'Allemagne, de la Russie, des États-Unis, etc. N'ont-ils pas renchéri par là les vivres dans ces pays? N'y ont-ils pas préjudicié la grande masse des consommateurs, infiniment plus respectable que ceux des tissus, puisqu'il s'agit de la vie? Personne n'osera me contredire.

Le principe fondamental du libre échange, en le prenant dans toute son extension, est donc radicalement faux, puisqu'il ne livre pas les vivres à bon marché, pas même pour l'Angleterre. Cet argument, le plus sacré de tous, détruit par conséquent de fond en comble la théorie du bon marché.

Les libre-échangistes anglais disent : Halte-là, nous ne prenons que le superflu de la production des autres pays. Soit. Mais, par cela même, vous n'en renchérissez pas moins les prix. En épuisant les réserves dans un pays, est-ce que vous n'y provoquez pas la hausse, à l'avantage du producteur agricole, c'est vrai, mais au désavantage de la grande masse des consommateurs, qui, pour les vivres, compren-

nent la totalité et non pas certaines classes de la population? Vous avez donc trompé le monde par une fausse doctrine qui ne donne le bon marché que pour les articles de Manchester, pour ceux de la métallurgie et des lainages anglais. Vous l'avez astucieusement inventée pour masquer votre production monstrueuse en matières fabriquées, et vous vous adonnez tous à l'industrie, parce que personne de vous ne veut devenir le fermier de votre aristocratie, seul propriétaire foncier de toute la Grande-Bretagne, fermier dont la position est pitoyable, disait dernièrement un grand orateur anglais, M. Bright.

Ce n'est pas tout. Il est vrai que vous prenez les blés là où vous les trouvez meilleur marché, mais il est faux que vous n'en preniez que le superflu. En 1876, les Indes étaient déjà menacées d'une famine épouvantable, et vous aviez importé de là 5,583,336 quintaux, et cette année, toujours du même pays affamé, vous en avez importé bien plus, car votre propre récolte est plus mauvaise que celle de 1876. Ce n'est donc pas le superflu que vous y avez pris, mais bien le plus strict nécessaire, et pour que vous ne mourriez pas de faim, vous avez laissé périr des millions d'hommes dans votre grand empire asiatique.

Votre doctrine du libre échange est donc encore une fois non-seulement radicalement fausse dans toutes ses conséquences et tous ses résultats, mais elle est d'une barbarie sans exemple dans l'histoire. Périssent le monde, pourvu que l'Angleterre soit sauvée, voilà ce que signifie votre libre échange.

Il est faux dans ses principes et dans son application. Pour obtenir des traités de commerce avantageux, non pas dans l'intérêt de toute l'Angleterre, mais seulement pour favoriser quelques-unes de vos industries débordantes, vous dites perfidement à l'étranger : Abaissez vos tarifs pour nos filés, nos tissus et nos fers, et, par contre, nous abaisserons nos droits d'entrée sur vos produits agricoles. C'est troquer en juif, c'est duper la simplicité, l'honnêteté, par une concession qui n'en est pas une. Faute de cultiver la terre, est-ce que vous n'êtes pas forcément obligés de prendre à l'étranger des denrées nécessaires à votre alimentation et ne les prenez-vous pas là où vous les trouvez meilleur marché, que des traités existent ou non ? Pour vivre (je reste sur ce terrain sacré, car il prime tous les autres), pour vivre, vous allez chercher les blés aux États-Unis et en Russie, qui n'ont aucun traité avec vous et qui excluent vos marchandises fabriquées de leurs marchés, et en même temps vous arrachez subrepticement à d'autres nations plus malléables, à l'aide de l'or ou par les mirages d'une réciprocité illusoire, des traités qui n'ont pas raison d'être, et auxquelles vous avez suggéré une base qui est radicalement fautive, non pas pour vous, mais pour elles. Est-il permis d'appeler science de pareilles surprises ? Mais alors la science ne serait qu'une duperie, car tout votre système du libre échange n'est qu'un tissu de contradictions, de faux principes et de fausses aspirations qui ne résistent point à un examen sérieux, à des déductions rigoureuses, à un enchaînement

logique et inaltérable des faits. Une vraie science est basée sur des vérités éternelles et applicables partout et en tout temps ; la vôtre, libre-échangistes anglais, ne renferme de vérités que pour vous et n'est applicable qu'à vous.

Et vous-mêmes, vous n'y croyez plus, j'ose même dire que vous ne l'avez jamais pris que pour un expédient. Vous voyez aujourd'hui que le libre échange tant vanté tourne contre vous du moment que les autres nations ne se laissent plus prendre aux belles prédications de vos missionnaires stipendiés. Aussi, depuis que vous ne savez plus endoctriner les simples mortels par votre évangile commerciale, depuis que vous voyez que, d'après vos bilans commerciaux, vous importez plus que vous n'exportez, sachant bien qu'un homme qui dépense plus qu'il ne reçoit doit nécessairement s'appauvrir, vous dites : « C'en est fait du libre échange, le monde ne veut plus être trompé par nous, » et votre foi dans la splendide doctrine du bon marché pour les calicots, mais non pour la vie alimentaire, est en pleine décadence. Elle est tellement ébranlée, si toutefois votre foi était sincère, qu'un ministre, pour retarder votre chute complète, croit indispensable de relever votre courage en déclarant, comme on va lire plus loin, que ce serait un grand malheur pour le pays si les Anglais perdaient eux-mêmes la confiance dans les sains principes du libre échange.

CHAPITRE IX.

QUELLE EST L'INDUSTRIE PRÉDOMINANTE EN ANGLETERRE ?

C'est celle du coton, comme partout dans le monde. C'est l'industrie cotonnière qui occupe le plus de bras, qui consomme le plus de fer, de charbon et de vivres, et si elle souffre, toutes les autres branches de l'activité humaine souffrent en même temps. L'industrie cotonnière est la plus populaire et la plus indispensable, car c'est elle qui fournit les vêtements les moins coûteux à la grande masse des populations. Toutes les autres industries doivent s'effacer devant son importance, et c'est elle qui doit diriger les gouvernants lorsqu'ils s'occupent de régler le mouvement de la richesse économique d'un pays. C'est ce qui a lieu en Angleterre, où la cotonocratie du Lancashire est aussi puissante que l'aristocratie de naissance. « *They cried GOLD, COAL AND COTTON*, disait M. Cowen, dernièrement, en plein Parlement, *and seemed to regard trade, production and consumption as the whole object and the end of life*. En français : Ils avaient pour mot d'ordre : argent, charbon et coton, et semblaient croire que la production et la consommation de l'industrie sont le seul objet et la fin de la vie humaine.

Je n'en suis point surpris, car vous allez voir que toute la richesse de l'Angleterre gravite autour du coton. Jetez, je vous prie, un coup d'œil sur le tableau suivant, emprunté au *Board of Trade*, et vous en serez bientôt convaincu. Il représente les exportations anglaises pour le mois de janvier 1877 et 1878. Nous n'en citons que les articles principaux, valeur en livres sterling.

	1877	1878
Charbons	502,862	494,340
Fils de coton . .	1,095,588	924,119
Tissus —	4,398,833	4,216,423
Fer et acier . . .	1,285,510	1,264,438
Fils de jute . . .	17,537	18,597
Tissus —	116,222	111,983
Fils de lin. . . .	101,780	117,057
Toiles —	507,625	488,633
Machines	543,596	476,435
Fils de soie . . .	51,485	48,887
Étoffes —	170,822	140,511
Fils de laine . . .	291,161	319,391
Draps —	529,300	549,516
Couvertures . . .	57,885	58,658
Flanelles	41,694	31,269
Tapis	68,970	53,362
Tissus de laine . .	809,127	777,278

Vous voyez que la valeur des fabrications cotonneuses dépasse la valeur de toutes les autres industries réunies, et si l'on reconnaît, d'un côté, que l'Angleterre est devenue si riche par son industrie et son commerce, on doit avouer aussi, d'un autre côté, que c'est avant tout à son industrie cotonnière qu'elle en est redevable. Il résulte encore une autre

preuve de cette comparaison; c'est celle-ci : si le débordement insensé de l'industrie cotonnière écrase même en Angleterre toutes les autres industries, à plus forte raison écrase-t-il l'industrie similaire des autres pays qui se laissent abuser par les faux mirages du libre échange anglais.

Toujours d'après les statistiques du *Board of Trade*, les exportations totales de l'Angleterre, en 1877, montaient à 239 millions de livres sterling, et dans cette somme, les tissus et les fils de coton figuraient pour 198,731,073 livres sterling, c'est-à-dire que l'exportation des autres industries anglaises n'y était comprise que pour 41 millions de livres sterling. (Voyez le *Guardian* de Manchester du 9 février 1878.) N'est-ce pas terrifiant, et vous voulez lutter contre un pareil monstre? Bien fous ceux qui l'osent.

L'autre industrie dominante est celle de la métallurgie. D'après la circulaire annuelle de William Fallow et C^{ie}, les exportations anglaises de fer, d'acier et de tôle se chiffraient comme suit, en tonneaux, les années ci-après, pour :

	1868	1872	1876
Les États-Unis. . . .	502,368	888,015	158,582
L'Allemagne	53,505	426,176	297,565
La Hollande	92,799	390,293	262,194
Les Indes	185,224	69,380	157,646
La Russie	126,701	137,052	132,739
L'Amérique anglaise.	64,080	165,748	106,069
L'Australie.	54,489	94,913	121,748
La France	107,747	108,223	111,963
Les autres pays . . .	854,930	1,102,962	875,964
Tonneaux.	<u>2,041,852</u>	<u>3,382,762</u>	<u>2,224,470</u>

La circulaire ajoute que la dépression est principalement due à la production outrée et — vous ne le devineriez jamais — à la concurrence étrangère (*over-production and foreign competition*). Voilà des libre-échangistes qui se plaignent de la concurrence étrangère. Avez-vous jamais entendu une pareille hérésie? Pauvres Anglais! C'est vraiment inique que des étrangers vous fassent la concurrence. Ils devraient croiser les bras pour sauver un pays rococo de l'*over-production*. En 1867, la production n'était que de 4,761,023 tonneaux, et en 1877, elle est montée à 6,350,000 tonneaux. La première année, le stock n'était, au 31 décembre, que de 644,345 tonneaux, et la seconde année il était de 809,797 tonneaux. Comment s'étonner de la stagnation générale des affaires, quand l'Angleterre, pour conserver ses institutions de moyen âge, est obligée de produire plus que le monde entier ne peut consommer?



CHAPITRE X.

LE BON MARCHÉ DU LIBRE ÉCHANGE ANGLAIS.

Nous avons démontré jusqu'à la dernière évidence, au précédent chapitre, preuves à la main, que le libre échange anglais — je répète anglais — renchérit les vivres, la première et la plus sacrée des nécessités de l'homme. Il les renchérit non-seulement en Angleterre, mais dans tous les pays du monde, car nourrir 30 millions d'Anglais, qui ne veulent pas cultiver la terre, ce n'est pas une mince affaire. Le monde entier y contribue, ainsi que les statistiques le démontrent.

Voyons maintenant si, en revanche, le *free trade* fournit les manufactures à bon marché. Quand les larrons se disputent, c'est alors qu'on est sûr de découvrir le coupable.

Nous avons assisté dernièrement à une polémique acharnée qui remplissait les colonnes des journaux anglais. Acculés par le libre échange dans une impasse horrible, les fabricants de Manchester se jettent réciproquement à la face des accusations qu'ils se seraient gardé de proférer si le mal ne leur

faisait perdre la tête. C'est tout à la fois édifiant et triste que de suivre les escarmouches de ces gladiateurs de calicot dont le cynisme révolte l'âme la plus candide.

L'industrie cotonnière étant l'industrie dominante en Angleterre, comme elle l'est partout dans le monde, nous allons donc pouvoir juger par elle ce que c'est que le bon marché du *free trade*.

Le combat a été engagé par M. Birtwistle, tisseur à Accrington et ami du peuple déshérité de la libre et glorieuse Angleterre (*to reduce workpeople to a state of serfdom*). M. Birtwistle disait, dans le *Manchester Guardian* du 17 novembre 1877 :

« Mercredi dernier, l'Association des filateurs et manufacturiers de Blackburn, Preston, du nord et nord-est du Lancashire, a résolu qu'il était utile (*expedient*) de réduire de 5 p. c. le salaire des ouvriers, afin de soulager le marché de la masse de filés et tissus qui encombre les magasins (*the glut from an overstocked yarn and cloth market*), encombrement occasionné non par de hauts prix, mais par le seul fait d'une production outrée (*over-production*). A-t-on jamais entendu pareil non-sens en dehors de l'industrie cotonnière? D'abord, s'il y avait trop de marchandises fabriquées dans n'importe quelle autre industrie, que feraient les patrons? Il va sans dire qu'ils réduiraient la production. C'est le seul moyen raisonnable et efficace.

« Quelques-uns prétendent que la réduction de 5 p. c. des salaires provoquera une plus grande consommation de tissus, mais on oublie qu'une telle réduction ne fera baisser le prix que de $\frac{3}{4}$ d. par pièce de 40 yards, et croit-on sérieusement qu'une aussi mince différence ravivera la vente au détail? Ce n'est qu'un subterfuge pour escamoter la vraie question, aux dépens des ouvriers. Oserait-on nier dans vos

colonnes que la cause principale de la dépression actuelle ne provienne de la falsification de nos tissus et de la trop rapide multiplication de nos filatures? En ce moment même, nous pourrions peut-être trouver à l'étranger des marchés de consommation pour notre production toujours croissante, si notre calicot n'était pas tombé en discrédit (*if our name as makers of calico had not of late years been brought into such disrepute*).

« Ne serait-il pas plus sensé (*sensible*) de réduire le travail de 1/16 pendant deux mois, et en même temps d'abolir le frelatage? De cette manière nous réduirions la production de tissus d'environ 1,800,000 pièces par semaine, et de 14,400,000 pièces en deux mois. On se plaint que le salaire des ouvriers soit trop élevé, mais celui des tisseurs n'a pas été augmenté du tout dans les temps où leurs maîtres se trouvaient en pleine prospérité. Le grand nombre de nos patrons, qui se plaignent toujours des *hard times*, en disant qu'ils perdent sans cesse de l'argent à cause des salaires exorbitants, n'en bâtissent pas moins des palais, vont se promener en splendides équipages et érigent filature sur filature. Je ne m'en plains pas, mais je me plains de ce qu'ils réduisent le salaire des ouvriers, au lieu de réduire leurs propres dépenses et la production, dans un moment où l'industrie ne marche pas. Pourquoi n'a-t-on pas parlé plus tôt de la réduction du salaire des tisseurs? C'est que les élections municipales n'étaient pas encore terminées, et qu'on avait besoin des ouvriers pour agiter la question de l'abolition des droits d'entrée aux Indes.

« Un correspondant du *Guardian* de ce jour, sous le masque de *Suum cuique*, griffonne quelques misérables vieilleries à ce sujet. Il trouve, à force de contorsion, que le tisseur gagne aujourd'hui 50 p. c. de plus qu'en 1853. Il est vraiment surprenant de voir l'audace avec laquelle certains patrons raisonnent sous un nom caché. Pourquoi ne pas se déclarer ouvertement? Le public pourrait alors juger de la confiance qu'il faut attacher à leur dire. »

Par ce langage digne et sincère, M. Birtwistle a mis la main dans un guêpier; une myriade de mouches se sont élancées sur lui pour le punir de sa franchise qui signalait les véritables causes de la détresse de Manchester; car, sans le vouloir peut-être, il nous a démontré que le bon marché anglais n'est qu'un vol déguisé. Parmi ses contradicteurs, citons d'abord M. Thornely, de Stockport, qui lui répond en ces termes :

« Si l'on réduisait la production par le *short time*, en ne touchant pas au salaire des ouvriers, on augmenterait le coût de la production et, par conséquent, la perte des ouvriers bien au delà de 5 p. c. »

Arrêtons-nous ici un instant, car cette objection mérite d'être pesée dans ses conséquences. En effet, l'extension monstrueuse de l'industrie cotonnière d'Angleterre ressemble à cet état de pléthore auquel il n'y a pas de remède. En voulant éviter un mal, Manchester tombe dans l'autre. Quelle épouvantable position que celle amenée par les institutions du moyen âge, forçant le peuple anglais à se jeter dans l'industrie plutôt que de cultiver la terre! Écoutez sur ce point les aveux de M. Thornely lui-même :

« La détresse actuelle ne provient pas de ce qu'il n'y ait aucune demande pour les tissus, mais bien de ce que le monde n'est pas en état d'en acheter au-dessus d'un certain prix. La réduction de la production augmenterait donc le prix de revient, et la hausse des prix diminuerait encore plus la demande. »

M. Thornely a raison, mais si l'Angleterre se trouve dans la nécessité de rouler quand même la pierre de Sisyphe de sa monstrueuse production, peut-elle s'en débarrasser sans tuer par le *free trade*, l'industrie similaire des autres peuples? Elle n'en consomme qu'un sixième, et le reste doit être placé à tout prix à l'étranger. Quel est celui qui oserait encore nier qu'une telle concurrence outrée ne ressemble pas à la lutte qu'un lion entreprend contre un agneau?

« Notre supériorité en manufactures à bon marché, ajoute M. Thornely, ne réside pas seulement dans l'habileté de nos ouvriers, mais elle résulte encore de ce que nous étions les premiers sur la brèche (*field*), que nous avons un large approvisionnement de charbon, que nous avons les frais de transport à bon marché, que nous avons les meilleures machines, et enfin de notre climat. »

Toutes ces preuves, M. Thornely, ne résistent pas à un calcul arithmétique sérieux; ce ne sont que des faux-fuyants pour donner le change et cacher la vérité. L'ancienneté dans l'industrie n'est pas une raison; on est aussi intelligent sur le continent et même davantage qu'en Angleterre; dans les provinces rhénanes on a le charbon aussi bon marché que chez vous, et en Suisse on emploie l'eau comme force motrice. Vous pouvez avoir en Angleterre les frais de transport à bon marché, mais sur le continent vous devez subir la loi commune, et cependant vous y faites une concurrence désastreuse aux fabricants locaux qui n'ont aucun frais de transport à payer,

excepté la différence du fret maritime. Ce ne sont là, Monsieur, que des arguments de boutique, déjà mille fois rabâchés et bons à faire dormir debout.

Votre supériorité consiste à lutter avec 40 millions de broches contre 800,000 belges, 2 millions suisses ou 5 millions allemandes, et le grand nombre écrase toujours la minorité; elle provient ensuite de ce que vous frelatez vos marchandises pour faire une concurrence déloyale et tromper le public par le bon marché. Voici comment M. Thornely plaide la cause de cette pratique infâme. Il répond à M. Birtwistle en ces termes :

« La falsification des tissus se fait parce que le consommateur le veut ainsi (*that the adulteration of cloth has been done to suit the costumer*). Je n'y vois pas de fraude ni de déshonneur. »

C'est le comble de l'impudence et de la corruption. Avez-vous jamais entendu que le plus naïf des acheteurs ait demandé une marchandise frelatée? Cela est inouï. Au contraire, tous les consommateurs ne manquent jamais de demander de la bonne qualité. C'est vous, Messieurs de Manchester, dans le but de vous débarrasser d'une production insensée et de faire une concurrence déloyale à l'étranger, qui avez inventé la sophistication des tissus, en y ajoutant de la craie de Chine, et si vos commissionnaires-exportateurs demandent de pareilles marchandises, c'est qu'ils ne valent guère mieux que vous-mêmes.

M. Birtwistle stigmatise comme suit ce principe éhonté, dans le *Guardian* du 1^{er} décembre 1877 :

« Il est inutile de nous faire accroire que lorsque l'Indien veut acheter du tissu, il exprime absolument le désir que la moitié soit du coton et l'autre moitié de la craie mêlée à des ingrédients empoisonnés (*composed half of cotton and the other half of china clay together with a number of poisonous ingredients*). Est-ce que le consommateur anglais sait quand l'étoffe de soie venant de France est frelatée? »

Assurément non; eh bien, le pauvre Indien non plus. Il veut bien acheter à bon marché, mais non un chiffon qui au premier lavage tombe en morceaux. C'est ce qui explique aussi la mévente des manufactures anglaises aux Indes et la préférence que donnent les indigènes aux tissus de leur pays (*native prefer to buy home manufactures because there is less stiffening in them, more cotton and less china clay*).

Est-ce du commerce cela, Messieurs de Manchester? Non, ce n'est qu'un vol caché, et lorsque, au nom de la totalité des consommateurs, vous arrachez subrepticement des traités de commerce aux pays étrangers, vous ne faites que les voler. Qu'est-ce qu'ils gagnent au bon marché s'ils doivent renouveler trois fois par an le même article? Votre bon marché ne présente jamais une telle différence, car vous devriez alors vendre vos marchandises frelatées deux tiers moins cher, ce qui n'est jamais le cas.

Vous mêlez de la craie à vos tissus, vous mouillez les filés, et vous appelez cela faire une concurrence loyale aux autres peuples! On sait à présent pourquoi vous vous moquez des tarifs plus ou moins

élevés à l'étranger. Avec vos airs patelins, vous vous insinuez auprès des gouvernements, sous la fausse enseigne du bon marché, et vous les trompez indignement. Passe encore si vous ne trompiez que les riches; mais vous trompez la grande masse des pauvres, principaux consommateurs des calicots, et vous revendiquez encore l'honneur de leur être utiles. Ne voulant pas labourer la terre chez vous, vous renchérissez les vivres et, d'un autre côté, vous augmentez les dépenses par le bon marché, qui n'est basé que sur la fraude. Devant de pareils faits, comment qualifier votre libre échange qui détrouse systématiquement les pauvres de tout un pays, ces pauvres au nom desquels vous osez recommander le *free trade* comme le *nec plus ultrà* du bonheur matériel? Les Romains détestaient les Carthaginois; de là leur proverbe : *Punica fides nulla fides*; c'étaient des anges à côté de vous. Vous vous jouez de tout : religion, commerce et science, et le monde est encore assez sot pour vous admirer!

Ayant des mots sonores et adoucissants pour chaque méfait, vous appelez les calicots apprêtés à la craie *oversized*, et les fils mouillés *conditioned*, et vous, vous portez le titre de gentlemen, esquires, sir, lords, pour imposer davantage aux badauds du continent. Par l'apprêt à la craie vous gagnez frauduleusement 15 à 25 p. c. (voyez *Guardian* du 30 novembre 1877), et par le *conditioning* 3 à 15 p. c. (voyez *Guardian* du 3 décembre : *That there is a vast amount of conditioning prior to the yarn being sent out*), et vous faites tout cela pour abattre l'industrie

étrangère et pour placer votre production monstrueuse, aux dépens de la grande masse des consommateurs du monde entier, et pendant que vous vivez dans l'abondance, vous grugez sur le salaire de vos ouvriers, dont M. Bright disait dernièrement qu'ils ne vivaient en moyenne que vingt-deux ans, tandis que votre vie se prolonge en moyenne jusqu'à quarante-deux ans (*Guardian* du 30 novembre 1877). Je suis révolté de votre fausseté, de votre caractère barbare, de votre immense cupidité, et si je suis allé plus loin que je ne voulais en vous adressant cette philippique, la faute n'en est pas entièrement à moi.

Tous les pays industriels qui se sont laissés entraîner dans la voie du bon marché par la fausse doctrine du libre échange ont perdu de leur réputation, de leur moralité et de l'épargne nationale. La Belgique est de ce nombre. Le paupérisme y prend une extension effrayante, parce que le peuple paye les vivres trop cher et se vêtit à trop bon marché. Il ne peut rien économiser. Le bon marché le prive de toute ressource. Au lieu d'acheter une paire de pantalons, une jaquette, une demi-douzaine de chemises par an, il est obligé de doubler ou de tripler ces achats, à cause de la mauvaise marchandise à bon marché. De là aussi la légèreté avec laquelle il jette son argent. Dernièrement, je m'y suis laissé prendre moi-même : j'ai acheté 1/4 de rame de papier à lettre à 4 francs ; c'était presque du papier buvard que j'ai dû remplacer par 1/4 de rame à 6 francs. Dépenses : 10 francs, au lieu de 6. J'ai acheté à raison de

38 francs un pantalon brûlé par la teinture; j'ai dû le remplacer par un autre coûtant 45 francs. Perte nette : 38 francs. Voilà l'économie du bon marché.

L'Allemagne, inféodée au libre échange, est un autre pays de camelottes. « En Allemagne, dit très-judicieusement le *Schweizerisches Centralblatt*, la concurrence forcée du libre échange à tout prix a fait dégénérer la qualité de la production, tandis qu'aux États-Unis le système protecteur, en éloignant la guerre d'une concurrence sauvage, a perfectionné la production du pays. »

En Suisse, on voit les mêmes phénomènes, bien plus pardonnables, eu égard au sol ingrat de ce pays, hérissé de montagnes.

Si donc, d'un côté, le libre échange renchérit démesurément les vivres, et si, d'un autre côté, il fait dépenser le double pour les fabricats, que reste-il alors de cette fameuse doctrine?



CHAPITRE XI.

LA CHERTÉ DU LIBRE ÉCHANGE ANGLAIS.

Nous avons prouvé, par les aveux mêmes de Manchester, que le bon marché des manufactures anglaises n'est qu'une immense duperie, un détournement visible et frauduleux de la fortune publique des autres pays au profit d'une nation qui n'est composée que de marchands et de fabricants. Dans un autre chapitre, sous le titre de : *Bilan commercial de l'Angleterre*, nous avons également prouvé que le libre échange britannique, loin de fournir à bon marché la vie alimentaire, la renchérit en Angleterre aussi bien que dans les autres pays du monde. Revenons encore à cette question que je considère la plus sacrée de toutes, car qu'est-ce que je gagne en achetant des chemises à bon marché pour un an, si, en revanche, je dois payer journallement les vivres à des prix exorbitants? Les agriculteurs de mon pays y trouveront leur compte, mais ils ne forment pas toute la nation, surtout dans un pays industriel.

La Grande-Bretagne, avec ses îles, a une superficie de 314,951 kilomètres carrés, répartis comme suit :

Angleterre	131,912	kilomètres carrés.	
Galles.	19,108	—	—
Écosse	78,895	—	—
Irlande	84,251	—	—
Les îles	784	—	—

La population était, en 1871, de 31,845,379 âmes. Il en revenait 22,712,000 à l'Angleterre et à la principauté de Galles, 3,360,018 à l'Écosse, 5,412,377 à l'Irlande, et le reste aux îles. Sur cette population, pour ne parler que de l'industrie et de l'agriculture, ces deux principales branches de la richesse d'un pays, on trouvait, en 1871 :

	En Angleterre et pays de Galles.	En Écosse.	En Irlande.
Agriculteurs	1,559,037	236,745	1,047,347
Industriels	3,539,103	534,682	483,556

L'Irlande, dont la superficie représente un peu moins que la moitié de l'Angleterre, avait donc deux fois plus d'agriculteurs que d'industriels, et l'Angleterre avait trois fois plus d'industriels que d'agriculteurs.

« Le sol en Angleterre, dit un auteur compétent, M. le professeur Conrad, de Jena, est très-bon (*sehr ergiebig*), et sa fertilité est singulièrement favorisée par le climat (*und seine Fruchtbarkeit wird durch das gunstige Klima wesentlich unterstutzt*). » Mais on n'en cultive que 60 p. c. ; on pourrait en défricher encore une superficie considérable si les droits féodaux de

possession ne s'y opposaient pas. Les terres cultivables dans le Royaume-Uni comprenaient, en 1875, 47,144,661 acres, et sur ce chiffre 3,830,034 acres seulement étaient ensemencés de blé, 23,680,677 servaient au pâturage et le reste produisait de l'avoine, de l'orge, des légumes, etc.

Sur 47 millions d'acres de terres arables, les Anglais en livrent donc la moitié à l'élève du bétail. Une nation primitive ne ferait pas autrement. Elle ferait même mieux, car les droits exclusifs de propriété n'existent pas chez les peuples chasseurs, tandis que, suivant M. Max Wirth, toute l'Angleterre et le pays de Galles, sur une population de 22 millions d'habitants, appartiennent, d'une manière inaliénable, à 30,000 familles aristocratiques.

M. Bright, membre du Parlement, va même plus loin. Dans un discours prononcé en novembre 1877, à Rochdale, il disait :

« J'ai vu affirmer dans le journal *Financial Reformer*, que tout le territoire du Royaume-Uni, n'étant pas moins de 23 millions d'acres — imaginez-vous tout un royaume (*the size of a kingdom*), — appartenait à 955 personnes (*belonged to 955 men*). (Exclamations dans l'auditoire : Honte, *shame!*) Or, je ne désapprouve personne possédant de grands domaines d'une manière loyale (rires, *laughter*); je ne plaide pas en faveur d'une législation qui priverait par force quelqu'un d'un seul acre de terre; je ne voudrais pas non plus qu'on forçât quelqu'un à partager sa propriété avec la grande masse du peuple (*amongst the great body of the people*), mais ce que je désapprouve dans la législation, c'est le monopole, et c'est par suite de ce monopole légal que la moitié du Royaume-Uni reste inaliénablement en la possession d'un millier d'individus ou de familles. (Écoutez,

hear, hear) (*That one half of land of the United Kingdom has come to be and remains — for the law binds so, in the possession of fewer than a thousand men or families within the kingdom.*) Il en est de même en Irlande, en Écosse, comme en Angleterre et dans le pays de Galles. C'est le parti conservateur qui maintient ce déplorable état de choses, grâce au pouvoir, à l'influence qu'il a sur les tenanciers, lesquels, malheureusement, se soumettent à l'oppression (*and through their power, and through their influence upon their tenants, who unhappily are subject and submissive*) » ¹.

Voyons, avons-nous raison de détester les Anglais et leurs institutions du moyen âge? Le libre échange vient donc d'un pays où le monopole est consacré depuis des siècles, le plus horrible des monopoles, car il rend la vie très-coûteuse à tout un peuple, au profit d'un millier de familles aristocratiques et au profit des importateurs de grains! N'est-ce pas commettre un crime que de prêcher cette doctrine dans des conditions pareilles?

¹ Pendant qu'on composait ce livre, les journaux anglais du 2 avril 1878 nous apprenaient l'assassinat de lord Leitrim, en Irlande. Il a été tué à coups de feu, en traversant un bois. On attribuait ce meurtre à une vengeance des fermiers. Il en avait renvoyé les derniers temps jusqu'à 89, chiffre effrayant qui confirme les immenses possessions de l'aristocratie anglaise en Irlande et la position abjecte dans laquelle croupit le peuple. Le comte Leitrim était un homme vexant, chicaneur, ne pardonnant rien à ses fermiers, et après les avoir renvoyés en masse, il avait transformé ses terres, cultivées jadis par eux, en gros pâturages. Il n'a point voulu passer par les conditions de la loi agraire de 1870, établie spécialement pour l'Irlande. Il regardait ses fermiers toujours comme ses vassaux. Voici une autre particularité de ces pays rococo. L'actuel lord ou marquis Salisbury, fils cadet, s'appelait d'abord lord Cecil, ensuite lord Crambourne. Après la mort du père, les cadets n'ont qu'un apanage médiocre de leurs puînés qui héritent seuls la fortune de la maison. N'est-ce pas défier les progrès du siècle que de conserver de pareilles excroissances du feudalisme? Et on admire les institutions politiques de l'Angleterre! Il faudrait plutôt admirer la stupidité de ses adulateurs.

La possession foncière n'étant pas transmissible en Angleterre, il s'ensuit que presque tout le monde fuit l'agriculture pour se jeter dans l'industrie, ne voulant pas tomber en servage d'un grand seigneur.

Cette épouvantable organisation sociale, au beau milieu du XIX^e siècle, a pour conséquence que la Grande-Bretagne doit, chaque année, importer, en moyenne, de l'étranger, 40 à 50 millions de quintaux de froment, 6 millions de farine, 11 millions d'avoine et d'orge, 19 millions de maïs et 4 à 5 millions de quintaux de différents légumes. Des importations annuelles d'une telle importance doivent nécessairement partout surélever les prix, surtout quand l'Angleterre fait de mauvaises récoltes, comme cela a eu lieu en 1877.

Voulez-vous maintenant une preuve que l'Angleterre renchérit les vivres même dans les pays les plus éloignés? La voici. Le *Chronicle* de New-York, du 10 novembre 1877, dit que les besoins des Anglais en blé monteront, cette année, à 51,148,465 quintaux, et que les différents pays producteurs n'en pourront fournir que 48,000,000 de quintaux.

	Importat. faites. 1876-77	Importat. possibles. 1877-78
De la Russie. . . .	10,608,733	6,000,000
Des États-Unis . . .	17,876,697	20,000,000
De l'Allemagne. . .	4,741,423	2,500,000
De la France. . . .	3,458,008	3,000,000
De l'Égypte	4,181,893	2,500,000
Des Indes orientales.	5,154,675	8,000,000
Du Canada	1,439,180	2,000,000
D'autres pays . . .	3,787,453	4,000,000
Quintaux.	<u>51,148,465</u>	<u>48,000,000</u>

Mais la récolte de 1877, en Angleterre, ayant été bien plus mauvaise que l'année précédente, on peut donc évaluer le déficit de 5 à 8 millions de quintaux, qu'elle ne trouvera peut-être nulle part, même au prix d'or. Vous voyez par ce tableau que l'Angleterre compte importer des Indes 8 millions de quintaux de blé, d'un pays ravagé par la famine¹. Avez-vous jamais imaginé que la position agronomique de la Grande-Bretagne fût telle qu'elle soit obligée de prendre le morceau de pain de la bouche même de ceux qui meurent de faim, comme les Indiens? C'est horrible à y penser. L'égoïsme le plus féroce des sauvages n'égale pas celui des Anglais; et tout cela se fait au nom du libre échange! L'Angleterre ne produit pas assez pour se nourrir, elle est forcément obligée d'acheter du blé où elle en trouve, et malgré cette impérieuse nécessité, on conclut avec elle des traités de commerce pour se laisser écraser par sa production monstrueuse en manufactures! Ma parole d'honneur, le monde est fou, et c'est peut-être pour cela que l'Anglais le méprise avec tant d'insolence.

Si les États-Unis d'Amérique n'avaient pas fait une grande récolte de blés en 1877, tous les pays de l'Europe, tous les pauvres gens de l'univers eussent payé des prix de disette, par la simple raison que l'aristocratie anglaise, par son monopole, empêche la culture de la terre en Angleterre. D'après les sta-

¹ Les blés importés des Indes en 1877 montaient à 6,450,000 quintaux contre 3,280,000 en 1876, « From India were received the largest supply on record, » précisément quand la plus terrible famine ravageait le pays. (Voyez GUARDIAN de Manchester, du 16 janvier 1878.)

tistiques du gouvernement britannique, on a importé en blés, les deux premiers mois de la saison (*season*) :

	EN 1877	1876
De la Russie	2,859,168	2,682,820
Des États-Unis . . .	6,579,908	2,717,603
Du Canada.	2,318,872	826,264
De l'Allemagne . . .	1,515,629	352,440
De la France	36,380	41,410
Du Chili	181,032	134,047
De la Turquie. . . .	115,374	119,959
De l'Égypte	425,567	822,049
Des Indes orientales.	1,819,426	1,101,723
D'autres pays	485,076	652,714
Quintaux.	<u>16,336,432</u>	<u>9,451,029</u>

Sans parler de la farine, du maïs, de l'orge et de l'avoine (car il y a en Angleterre des gens qui ne mangent que du pain d'avoine ou des pommes de terre), rien qu'en blé, l'Angleterre, pour s'alimenter, a enlevé à l'étranger, pendant deux mois seulement, 16 millions de quintaux. Et croyez-vous que cela n'ait pas renchéri outre mesure les vivres dans les autres pays? Et qu'est-ce qu'elle leur a donné en revanche? Des chiffons, dont elle les a inondés pour rendre la position des ouvriers étrangers encore plus difficile, en leur enlevant le travail. Ce sont les États-Unis qui sauvent l'Angleterre de la famine, les États-Unis qui ont établi de hauts tarifs protecteurs contre l'industrie débordante des Anglais. Où donc est la réciprocité? N'est-ce pas toujours un vol déguisé que les Anglais commettent, quand ils concluent des traités de commerce sur la base de la réciprocité avec des

nations inexpérimentées ou éprises d'une folle idée?

Que la cherté des vivres existe en Angleterre, malgré les merveilles du libre échange, M. Mason l'a proclamé dernièrement, devant la Chambre de commerce de Manchester, en disant « que la difficulté de ranimer la demande pour les manufactures est augmentée par la nécessité de dépenser pour objets alimentaires 15 millions de livres sterling de plus qu'à l'ordinaire (*the difficulty of reviving the demand for our manufactures is increased by the necessity of spending some 15 millions pounds more than usual for food*) ». Si le libre échange renchérit les vivres en Angleterre, grâce aux privilèges inouïs de l'aristocratie britannique, et si, d'un autre côté, il arrête la demande dans les fabriques, par suite de l'appauvrissement du peuple, qu'est-ce qu'il reste donc de cette exécrable doctrine? Rien que de la fumée, précédée d'une immense spoliation. Les Anglais commencent à s'en apercevoir eux-mêmes, et le revirement qui s'opère dans l'esprit public en fournit la meilleure preuve. Le 12 octobre 1877, un homme clairvoyant avait déjà signalé les dangers énormes que la nation courait en conservant ses institutions du moyen âge, doublées du libre échange. Il disait :

« On s'est bercé de la fausse sécurité (*false security*) que, grâce au *free trade*, nous aurons toujours un approvisionnement abondant de pain à bon marché, et nous oublions qu'il n'en apportera en Angleterre que si nous avons quelque chose à donner en échange. Il n'y a pas de doute que, pendant les trente dernières années, nous avons

troqué des calicots et autres textiles avec les pays qui nous fournissaient des denrées alimentaires; mais n'est-il pas devenu clair que cet échange est menacé d'une forte diminution qui nous conduira un jour, pas trop éloigné (*at not far distant day*), à un désastre (*which may lead us to serious disaster*), faute d'un approvisionnement suffisant de céréales? »

Il y a dans ces quelques mots plus de vérité, plus de sagacité, plus d'humanité que dans toutes les platitudes libre-échangistes par lesquelles l'*Economist* de Londres cherche à déguiser le mal et à rassurer ses lecteurs consternés sur les terribles conséquences du *free trade*.

Résumons-nous et disons hautement : Le libre échange est un mensonge éclatant pour le bon marché des vivres et une flouerie gigantesque pour le bon marché des fabricats. Si les Anglais ne dominaient pas les mers, par où ils s'approvisionnent de vivres, ils n'eussent jamais osé parler d'une doctrine si dangereuse pour eux au point de vue de l'alimentation matérielle.



CHAPITRE XII.

LA PUISSANCE DE L'INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE.

Nous avons déjà dit que, pour connaître le fond de la pensée d'un Anglais, il faut l'étudier chez lui. Sans s'en douter, il laisse alors échapper des aveux qu'un étranger ne saurait jamais lui arracher. Demandez-lui, par exemple, pourquoi il est manufacturier par excellence, il répondra par les lieux communs de l'astuce, mais il ne vous dira jamais la vérité, franche et nette. Voulez-vous la connaître? Lisez les débats qui ont eu lieu au congrès de *Trade Unionists*, à Leicester. Il y était dit et le *Manchester Guardian*, du 21 septembre 1877, le répète :

« Mais l'industrie est toujours la base de la prospérité (*foundation of prosperity*), la condition essentielle de la vie civilisée (*essential condition of civilised life*). Nous ne pouvons plus réduire les heures de travail dans les fabriques sans compromettre la richesse de toutes les classes de la société. L'ouvrier anglais est mieux payé que ceux des autres pays (*better paid than those of any other country*). De plus, nous rencontrons la concurrence étrangère qui avance rapidement. »

Il est donc avéré que, suivant les Anglais, c'est l'industrie manufacturière, et non l'agriculture, qui est la base de la prospérité nationale, et que c'est pour cela, et pour d'autres causes politiques que nous avons déjà relatées, que l'agriculture est délaissée en Angleterre.

Il est non moins avéré que les Anglais doivent tromper le monde d'une manière ou de l'autre, puisque la main-d'œuvre est plus chère chez eux que partout ailleurs, et que malgré cela ils font une concurrence désastreuse aux nations étrangères. La perfection de leurs machines n'est pas un argument suffisant pour justifier leur supériorité. C'est le nombre des industriels anglais qui écrase, et non la perfection de leurs machines qu'on peut avoir d'eux telles qu'ils les ont. Est-ce qu'ils ne vendent pas des armes même à ceux qu'ils combattent ouvertement? Comme dans la guerre où les masses emportent, de même quarante millions de broches anglaises ont toujours raison des dix-neuf millions de broches qui se trouvent dispersées sur le continent. C'est bien là votre force, n'est-ce pas, M. Falstaff? Et comme vous produisez plus que le genre humain ne peut absorber, vous demandez l'introduction du libre échange à l'étranger, car, sans cela, la pléthore vous étoufferait. Voilà où vous a conduits votre avidité, vos imprudences et vos institutions du moyen âge. Pour vous sauver, faudrait-il que les autres nations sacrifiasent ce que vous considérez comme la base de la prospérité nationale, et pour arriver à votre but, vous procédez par la cor-

ruption, en soudoyant des journaux, des fonctionnaires, quand ceux-ci ne se sont laissé encore séduire par votre enseigne perfide de liberté. Vous exploitez indignement ce mot parce que vous savez qu'il produit un effet magique sur la foule. Mais le triomphe de la vérité n'est jamais qu'une question de temps. Ce triomphe se fera d'autant moins attendre que la guerre aux non-sens, aux contre-sens, aux équivoques, aux banalités, aux lieux communs, aux impostures et enfin aux hypocrisies de langage, sera plus générale et plus soutenue. La liberté commerciale pour vous, Anglais, c'est le salut public, et pour les autres peuples c'est l'esclavage, non pas l'esclavage politique, mais l'esclavage matériel, ce qui est à peu près la même chose, n'en déplaise au *National Zeitung*, de Berlin, et à tous les *Zeitung* continentaux rédigés par des étourdis.

Il y a, à Berlin, un aquarium qui a eu le bonheur d'acheter à prix d'or un gorille. Tous les Berlinoises, et surtout les journalistes, y coururent en se demandant avec étonnement comment il est possible que l'espèce humaine, suivant Haeckel (car sur ce terrain encore, les Allemands ont devancé l'Anglais Darwin), que l'espèce humaine ait pour aïeul ce monstre. Les journaux libre-échangistes regardent à peu près avec le même étonnement la liberté commerciale. Ces gorilles berlinois ne savent pas plus où conduit le libre échange que les adeptes des Haeckel ne savent où conduisent ses investigations transcendentales (M. Virchow est notre témoin), à moins que ceux-ci n'aient aussi en vue l'unité de la liberté commerciale, ce qui fera le bonheur de l'Angleterre.

CHAPITRE XIII.

ADAM SMITH ET LE LIBRE ÉCHANGE.

Lorsqu'on étudie sérieusement le fameux livre d'Adam Smith sur la richesse des nations, on acquiert bientôt la certitude que ce penseur cosmopolite basait toute sa doctrine sur la réciprocité, par conséquent, sur l'égalité des forces. Il n'a pas tenu compte de la différence qui existe entre les capacités, les inclinations et la position géographique des divers peuples; surtout, il n'a pas prévu le débordement insensé de l'industrie anglaise, débordement qui détruit toute réciprocité, toute égalité. Si cet écrivain sortait de sa tombe, il serait effrayé de l'abus que ses compatriotes d'aujourd'hui font de la magnifique idylle qu'il avait conçue. Égalité, oui, mais pas une égalité qui opprime ceux qui veulent travailler. Telle est cependant la position des nations vis-à-vis de la supériorité monstrueuse de l'industrialisme anglais.

A l'époque où Adam Smith (mort en 1790) écrivait sa belle poésie en prose, l'Angleterre ne possédait que 143 filatures de coton, de 1,654,500 broches en tout, transplantées par les Flamands, et le continent en avait à peu près autant. Dans ces conditions, l'égalité était

parfaite et le système qu'on en déduisait était loyal. En est-il de même aujourd'hui? Nullement, et si Adam Smith voyait avec quelle perfidie les Anglais dénaturent et exploitent sa doctrine, il en rougirait de colère. L'Angleterre a présentement 40,000,000 de broches filant du coton et le continent européen n'en a que 19,000,000, ainsi distribuées :

Russie. . .	2,500,000	Hollande . .	230,000
Suède . . .	305,000	Belgique . .	800,000
Allemagne . .	4,650,000	France. . .	5,000,000
Autriche . .	1,555,000	Espagne . .	1,750,000
Suisse. . .	1,850,000	Italie . . .	800,000

Où est l'égalité, où est la réciprocité dans la lutte qu'Adam Smith posait comme base fondamentale de sa doctrine? Quand trois hommes en provoquent un seul, n'est-ce pas pousser l'effronterie, pour ne pas dire la lâcheté, à ses dernières limites?

Comparons maintenant la lutte individuelle des nations avec l'Angleterre et prenons pour exemple la Belgique. Nous n'avons dans le pays que 800,000 broches filant du coton; comment voulez-vous que ces 800,000 broches luttent contre le nombre écrasant de 40,000,000 des Anglais? Mais c'est un combat titanique, engagé par un pygmée. Quand sur un marché quelconque 40 Anglais se présentent contre un Belge, ce dernier n'est-il pas écrasé d'avance? Est-ce loyal, est-ce digne, une pareille lutte inégale? La généralité des Belges, admirant, sans savoir pourquoi, les Anglais et leur libre échange, répètent obstinément qu'ils sont parfaitement capables

de soutenir la concurrence britannique. Ces messieurs aiment à se tromper. Si — je parle de la généralité des filateurs belges — si vous étiez à même de lutter dans l'industrie cotonnière contre les Anglais, mais lutter de manière qu'elle vous soit aussi profitable qu'aux Anglais, votre nombre de broches augmenterait tous les ans, et il n'augmente pas; vous exporteriez des tissus aux Indes, en Chine et ailleurs, et vous n'en exportez pas; vous transformeriez vos filatures d'après le dernier système et vous ne les transformez pas; vous prendriez pour travailler, comme les Anglais, du Low Middling et vous prenez du Strict Middling. D'où vient cette discordance? C'est que vous devez mettre les deux bouts ensemble pour soutenir une lutte inégale contre les Anglais. Vous me direz que c'est un mérite de plus; oui, sans doute, mais un mérite qui flatte bien plus votre amour-propre qu'il n'enrichit le pays. Non, messieurs, en matières commerciales, les illusions de l'héroïsme ne sont pas admissibles; il faut envisager de front la réalité des faits, à moins qu'on ne veuille se sacrifier pour le bon plaisir d'un autre.

L'Angleterre avait en 1875 :

Pour coton . . .	37,500,000	broches.
— laine . . .	3,000,000	—
— lin . . .	1,000,000	—
— soie . . .	1,000,000	—
— chanvre . .	17,290	—
— jute . . .	220,900	—

Acceptez le libre échange avec elle pour tout, excepté pour les filés et les tissus de coton, car la

production anglaise vous écrase. Adam Smith, votre apôtre, n'a pas compris comme cela le libre échange; il n'avait pas à compter avec un monstre. Ce que Manchester veut, ce n'est pas du libre échange, mais du monopole. La consommation des tissus de coton est dix à vingt fois plus forte que celle des autres articles fabriqués, et les produits agricoles ne rendent pas autant que l'industrie. S'il en était autrement, les Anglais seraient les premiers à cultiver leurs terres fertiles, au lieu de fabriquer, fabriquer et toujours fabriquer. En somme, je ne comprends même pas pourquoi la Belgique tient tant au libre échange avec l'Angleterre. Que veut-elle échanger? Des céréales? Mais elle n'en produit pas assez pour elle-même. Du charbon, du fer, de la toile? Mais ces articles sont à meilleur marché en Angleterre. Des tissus de laine? Mais les Anglais les fabriquent à de vils prix. Il n'y a que le papier et la verrerie belges qui se prêtent à l'échange avec l'Angleterre. Faut-il pour cela sacrifier la plus grande industrie du pays, celle du coton, et se livrer poings et pieds liés au plus redoutable des concurrents?

Les filateurs belges et les libre-échangistes anglais me rappellent l'aventure d'un très-grand musicien. Un des pianistes les plus célèbres arrête un appartement. Le portier lui demande son nom et sa profession. L'artiste s'exécute. — Comme ça se trouve! s'écrie alors le brave cerbère, d'un air enchanté, moi qui joue de la flûte?... Nous ferons de la musique ensemble.

CHAPITRE XIV.

LA MORALITÉ DU LIBRE ÉCHANGE ANGLAIS.

M. Lord disait dernièrement à la Chambre du commerce de Manchester : « Si les protectionnistes français parvenaient à faire un pas rétrograde pour ce qui concerne le renouvellement du traité de commerce, il serait désirable que le gouvernement anglais y renoncât complètement. »

Ce thème a fourni l'occasion au *Manchester Guardian* de broder, le 12 avril 1877, un long article de fond là-dessus. Il y est dit : « Si la France nous refusait un traité plus libéral que celui conclu en 1860, quelle serait alors notre position? Il est possible qu'elle accordera, par suite de concessions mutuelles, des conditions plus favorables à l'Italie, à l'Allemagne et à la Belgique (*Italy, or Germany, or Belgium might gain specially favourable terms*). Dans ce cas, nous ne serions pas du tout exclus des avantages dont jouira l'un de ces pays. Nous nous rabattrions sur le tarif général de France, qui ne nous empêcherait pas de faire passer nos fabricats par un pays favorisé — tel que la Belgique — et de les faire entrer en France aux mêmes conditions que les

fabricats belges (*there is nothing to prevent English goods from passing through the favoured country — say Belgium — and so entering France on the same terms as Belgian goods*). »

Video lupum auribus. L'Anglais laisse percer le bout de l'oreille. On n'est trahi que par les siens, et si la Belgique n'obtient pas un traité favorable de la France, la faute en sera à l'Angleterre. Contrebande ou libre échange, voilà la moralité de l'école de Manchester. Voyons si cette menace encore ne cache pas un piège dans lequel on veut faire tomber le gouvernement français. Nous citons toujours le *Manchester Guardian* du 3 avril 1877. En 1859, par conséquent sous le régime de l'ancien tarif français, l'Angleterre n'a importé en Belgique que 3,395,471 yards de tissus de coton, et en 1875, sous l'empire du traité de commerce, elle a importé l'énorme quantité de 23,169,723 yards. La contrebande anglaise en France par la Belgique, sous le régime du traité, a donc pris des proportions colossales, ce qui prouve, une fois de plus, que le libre échange n'est fondé que sur des mensonges et sur la fraude. En effet, n'a-t-on pas invoqué comme un argument des plus irrésistibles que plus on baisse les droits d'entrée, plus on rend impossible la contrebande? Dans l'espèce, cependant, cela a produit des résultats contraires pour la France. Je sais bien que si les droits n'existaient pas, la contrebande n'existerait pas non plus; mais alors l'industrie française n'existerait pas davantage. La contrebande ne se fait que par les forts, la force seule l'ose, et les forts tuent les faibles, n'en déplaie

à l'orgueil français. Quand les brigands peuvent librement entrer dans une maison, ils n'ont pas besoin d'escalader les murs; mais ils n'en dévastent pas moins la maison.

Aussi, lorsque les libre-échangistes français disent aux manufacturiers du pays d'aller chercher de nouveaux débouchés à l'étranger pour laisser les portes ouvertes aux Anglais, ils ne prêchent autre chose que ceci : Laissez-vous chasser de chez vous, et allez chercher fortune à l'étranger où votre concurrent domine déjà. Comment ! les Anglais, malgré leurs immenses colonies, ne savent plus où vendre le surplus de leur production monstrueuse, et vous m'envoyez, comme un juif errant, chercher de nouveaux marchés à l'étranger plutôt que de m'assurer ceux de ma patrie, où je vis, où je paye des contributions, où j'alimente des ouvriers ! Une telle observation n'est comparable qu'à ce magnifique appel qui disait emphatiquement « que la France seule est capable de faire la guerre pour une idée ». Nous savons ce que cela lui a coûté.

Et qu'on ne pense pas que les 23 millions de yards de tissus anglais, importés en Belgique en 1875, pouvaient avoir une autre destination que la contrebande. La consommation de la Belgique n'a pas augmenté en quinze ans de 3,395,288 à 23,169,723 yards. Ces énormes importations anglaises étaient destinées pour l'Allemagne, pour la France, pour la Suisse et autres pays adjacents. En voulez-vous encore une preuve ? La voici : Un autre pays de contrebande, visant principalement l'Allemagne,

est la Hollande. Les importations anglaises, pour la même année, ont augmenté de 36,305,288 à 57,265,580 yards. Un petit pays comme la Hollande ne pouvait pas consommer lui-même ces immenses importations; elles sont passées en Allemagne. Voilà le côté moral du libre échange! Il dit : « Laissez-vous tuer franchement et ouvertement, et si vous ne vous laissez pas tuer, je vous tuerai, comme un bravo de Venise, par derrière. » Est-ce une science cela?

Que la Hollande, essentiellement commerçante, se prête à un pareil métier, il n'y a là rien d'étonnant; mais que la Belgique, essentiellement manufacturière, permette que quelques misérables contrebandiers déshonorent le pays au préjudice de l'industrie nationale, voilà une politique que la morale condamnera toujours.

Les Anglais, en habiles tacticiens, ont pris possession, plus ou moins loyalement, de l'île de Malte, de Gibraltar et de l'île de Helegoland. Ils disent que ces stations leur sont nécessaires pour l'approvisionnement de leur marine en charbon de terre. Mais la prise de possession a eu lieu lorsque leurs forces navales à vapeur n'existaient pour ainsi dire pas du tout. C'est donc dans un autre but qu'ils ont fait ces conquêtes, et, en effet, les pied-à-terre précités ne sont que d'immenses foyers de contrebande. Ils ont cédé les îles Ioniennes à la Grèce, parce que ni la Turquie ni la Grèce n'ont point une industrie nationale. Ils ne céderont jamais l'île de Malte aux Italiens que contre libre échange, bien qu'ils aient montré tant de sympathies pour

l'unité de l'Italie; ils ne céderont pas non plus Gibraltar aux Espagnols et Helegoland aux Allemands, parce que, sans libre échange, c'est par là qu'ils forceront l'entrée dans les pays limitrophes. Ils sympathisent avec la Belgique et la Hollande, libre-échangistes, précisément pour avoir un accès illégitime en France et en Allemagne. Que faudrait-il faire pour arrêter ce commerce infâme et si préjudiciable aux autres peuples? Il faudrait que les gouvernements français et allemands disent à la Belgique : « Je veux bien échanger librement mes produits avec vous, qui ne visez pas à nous tuer, mais à une condition : c'est que vous releviez votre tarif vis-à-vis de l'Angleterre dans la même proportion que je le fais. » On prendrait ainsi du libre échange ce qui est bon, honnête, réciproque, équitable, et on en laisserait l'inégalité et les iniquités aux Anglais. C'est le seul moyen de contraindre ces écumeurs de mer à adopter une politique commerciale juste et loyale.



CHAPITRE XV.

LES SOPHISMES DU LIBRE ÉCHANGE ANGLAIS.

Dans un long article, le *Manchester Guardian* répond à M. Atkinson, auteur d'une série d'études sur l'industrie cotonnière d'Amérique, publiées dans le *New-York Herald*. M. Atkinson, ayant reproché à Manchester de n'avoir pas envoyé à l'exposition de Philadelphie ses tissus courants pour l'exportation, l'écrivain du *Guardian* réplique : « A quoi bon les envoyer dans un pays où le système douanier en rend l'importation impossible? » Ce n'est point cela, Monsieur; soyez plus franc et n'endormez pas le monde de vos tartufferies commerciales. Vous n'avez pas envoyé vos articles communs à Philadelphie, parce qu'ils sont frelatés, tandis que ceux des Américains, faits purement de coton des États-Unis, ne le sont pas. Voilà le vrai motif de l'abstention anglaise.

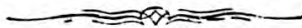
Mais voyez la maladresse de l'argumentation suivante et dites, je vous prie, si l'on peut prendre les *free-traders* anglais pour des gens sérieux. « Depuis la guerre civile américaine, dit le *Guardian*, les protectionnistes, puissamment aidés par les besoins

financiers de l'État, sont parvenus à élever les droits d'entrée des cotonnades à la hauteur d'une prohibition. L'exclusion des fabricats étrangers a énormément développé la demande des produits du pays, à tel point qu'on en exporte même pour les pays étrangers. Mais le fait qu'on en exporte des quantités considérables, même pour l'Angleterre, ne prouve pas encore que les Américains sont capables de nous tenir tête dans cette branche de la manufacture (*is not any proof that the Americans can compete successfully and permanently with us*). »

Aveu précieux! Si les Américains, parfaitement montés et à qui le coton coûte 1/2 denier meilleur marché qu'aux Anglais, ne peuvent pas soutenir la concurrence contre ces derniers, raison de plus pour maintenir les droits protecteurs aux États-Unis. En quoi consiste donc le secret des Anglais, pour que les Américains mêmes ne puissent concourir avec eux? C'est de ne fabriquer que des loques, qu'ils vendent à bon marché pour pousser à la consommation. Mais le bon marché n'est pas toujours bon marché; au contraire, il fait dépenser le double de ce qu'on dépenserait si l'on achetait de la bonne marchandise à un prix d'un tiers plus élevé que la loque. De six chemises de calicot américain à 9 francs la pièce et six de calicot anglais à 6 francs la pièce, les premières me durent deux ans, et les secondes sont usées en une année. Est-ce de l'économie cela? Oui, c'est l'économie d'un moment, et cela suffit aux mystificateurs pour dire que le libre échange implique l'intérêt du consommateur par les bas prix. Que

gagne-t-il donc si, pour 12 chemises de calicot anglais, il doit dépenser 72 francs, quand les 6 chemises américaines ne lui coûteraient que 54 francs? En vérité, on ne sait si l'on doit plaindre ou mépriser ceux qui se laissent séduire par un tel bon marché. Mais la liberté? Est-ce que la république des États-Unis, où les libertés politiques sont sans bornes, la confond avec la liberté commerciale?

Mistress Mary Ann Jackson a été condamnée dernièrement, par le tribunal de Nantwich, à 3 livres sterling d'amende pour avoir laissé dépérir, faute de nourriture, 24 vaches, dont elle vendait le lait à bon marché et qui ne présentaient plus que des os et la peau (*nothing but skin and bone*). Cela se trouve dans le *Manchester Guardian* du 6 juin. Voilà des vaches comme les libre-échangistes anglais voudraient en avoir partout dans le monde. Être à 40 pour en traire une qui ne donne du lait qu'à 2 ou 5 nationaux! Rien d'étonnant à ce que les Anglais se moquent de la concurrence allemande, française, chinoise et patagonienne. Mais s'ils étaient 5 contre 40, ils seraient les premiers à renier le libre échange comme une doctrine absurde et inique.



CHAPITRE XVI.

LES TRAHISONS DU FREE TRADE ANGLAIS.

On n'est trahi que par les siens. Si une feuille française se permettait de dire une partie de ces imprudences et impertinences qui abondent dans les journaux anglais, elle se verrait poursuivie et condamnée, tandis que les organes britanniques passent tranquillement les frontières. Étonnez-vous alors de l'insolence des Anglais! On cueille ce que l'on sème par une stupide adulation. Tout leur est permis; c'est une nation faite d'une pâte différente des autres. Il leur est loisible de visiter et de capturer les navires neutres en temps de guerre; ils ne veulent en rien s'assimiler aux autres peuples qu'ils disent inférieurs à leur race; ils répudient le système décimal, le numérotage uniforme des filés et tout ce qui se pratique sur le continent; mais ce qu'ils ne répudient pas, en fait d'assimilation, c'est le *free trade* à l'étranger. Il les enrichit rapidement, et l'application du système décimal à leur monnaie, à leurs mesures, à leur poids, brouillerait trop ces petits esprits, se mouvant comme les machines dans les filatures de

coton. Ils ne veulent d'aucune réforme; ils gardent obstinément leurs institutions du moyen âge et tout ce qui s'ensuit, n'admettant que l'innovation du *free trade*. Ils méprisent souverainement le continent; ils refusent de s'identifier à lui autrement que par le *free trade*. Et ce mépris insolent, cette rage pour la propagation du libre échange ne guériront-ils pas enfin les peuples continentaux d'une anglo-manie aussi ridicule que préjudiciable? Pas encore, du moins en France. Voici ce que le correspondant parisien du *Manchester Guardian* disait, le 19 juillet 1877, à propos de l'ajournement de la signature du traité de commerce que demandait à M. de Meaux, ministre du commerce français, une députation de manufacturiers du département du Nord :

Pour me servir d'une expression triviale, le ministère français se trouve dans un pétrin (*fix*). Il a subordonné les questions commerciales aux questions politiques. Les dernières l'ont déjà emporté lors de la conclusion du traité franco-italien, et tel sera aussi le cas pour le traité anglo-français. Je répète ce que je vous ai déjà dit, que des promesses formelles (*formal promises*) ont été faites par le ministère actuel à l'Angleterre, et que le traité, à part quelques détails, est déjà prêt. On a fait des promesses aussi, mais dans un sens tout à fait contraire, à un grand nombre de manufacturiers du pays. Si je me trompe, le gouvernement français me contredira dans le journal officiel ou dans l'une de ses obséquieuses feuilles dont il dispose en masse (*host*). Mais il n'est pas probable qu'il parlera franchement et sincèrement (*it is not expected that a frank, full, and sincere rectification will be given*). L'Angleterre a cru prudent de consentir à la suspension des négociations, mais elle ne l'a fait qu'à la condition que le traité soit signé avant la fin de l'année. »

Ne rougit-il pas, le dernier des Français, devant cette attitude impérieuse de l'Angleterre? Et si le traité n'était pas tout en sa faveur, est-ce qu'elle insisterait tant? Quel malheur que M. Thiers soit mort! C'est lui qui a signalé les dilapidations de l'empire; c'est lui qui a dit, après Sadowa, à M. Rouher : « Vous n'avez plus de fautes à commettre, » et c'est encore lui qui répéterait aujourd'hui les mêmes mots célèbres à M. de Meaux.

Pour bien connaître la tendance secrète des Anglais, peuple dissimulé s'il en fut, il faut les surprendre chez eux, comme les femmes du demi-monde, quand elles n'ont pas encore mis de fard ni de poudre de riz. Ce sont les journaux britanniques qui les montrent en négligé, et cette anxiété qu'ils trahissent pour la conclusion du traité prouve, bien plus que toutes leurs simagrées commerciales, que, par suite d'une production monstrueuse, tout l'avenir de l'Angleterre dépend de l'adoption du *free trade* à l'étranger, et que, par conséquent, un traité de commerce lui est infiniment plus favorable qu'à toutes les autres nations réunies. C'est mathématique, croyez-moi, M. Engels à Berlin et M. Michel Chevalier à Paris. Vos bilans commerciaux, à vous, ne sont que d'affreux postiches à côté de ceux d'Angleterre.



CHAPITRE XVII.

MANCHESTER S'EN VA.

Comme la domination industrielle de Manchester est bien près de s'écrouler, nous croyons utile d'éclairer nos lecteurs sur ce qui se passe dans le Lancashire.

Au mois de juillet 1877, dix mille ouvriers se sont mis en grève à Bolton, parce que les filateurs, bourrés d'argent, réduisaient leur paye de 5 p. c., précisément au moment où les vivres étaient chers et les pommes de terre à un prix exorbitant. N'est-ce pas un pays d'enfer que l'Angleterre pour les pauvres gens? Parce que la moitié du peuple anglais, pour se donner des airs de gentleman, ne sait ou ne peut faire autre chose que filer du coton; parce qu'il pousse sa production jusqu'à la folie, ce sont ceux qui l'enrichissent qui doivent pâtir de l'énormité de son industrialisme. D'une pareille cruauté aucun pays du monde ne donne l'exemple. Aux États-Unis on réduit aussi les salaires, mais il y a une raison : en Amérique les prix des vivres baissent tous les ans, et en Angleterre ils augmentent. C'est cette situation épouvantable, et

non un principe honnête, qui explique la rage que les Anglais mettent à propager la doctrine du libre échange. Sans lui, les jours de la prospérité britannique sont comptés.

Complétons le tableau de ce désolant spectacle. Dans une lettre publiée par le *Guardian*, en date du 2 août 1877, il est dit, à propos de la réduction du travail :

« Le mouvement de la réduction du travail augmente lentement jusqu'à présent, mais il prendra de plus fortes dimensions. Dans beaucoup de districts on a la ferme conviction que les salaires des ouvriers doivent être réduits, et cela d'autant plus que dans les contrées manufacturières des États-Unis, nos plus formidables concurrents, ils ont énormément baissé depuis trois ou quatre ans, tandis que chez nous, dans le Lancashire, ils sont restés les mêmes. Il n'est pas douteux que c'est grâce à cette circonstance que les tissus américains ont déplacé si largement les nôtres sur ce marché (*that American cotton goods have for some time past so largely displaced those of English make*). »

Pauvre ouvrier anglais ! Vous qui n'avez déjà pas assez pour vous acheter un morceau de pain, que ferez-vous avec des salaires réduits ?

Dans une autre lettre, parue le 11 août 1877, on disait :

« Les gens qui suivent attentivement notre marché doivent voir bien clairement que l'industrie cotonnière souffre de l'excès de la production. Nous filons plus de filés et nous tissons plus de calicot qu'on n'en peut vendre (*than there is a market for*). Une fois le capital investi dans une entreprise, on ne peut pas l'en retirer quand la production

dépasse la consommation ; on ne peut non plus s'arrêter quand la demande s'arrête. On continue à travailler sans profits et même avec perte plutôt que de laisser se disperser les ouvriers en fermant les filatures. Cette continuité de l'*over-production* ne fait que déprimer le marché. Cela saute aux yeux, et aujourd'hui c'est une conviction générale, qu'on n'y trouvera soulagement qu'en réduisant le travail. Cela est inévitable. »

Ce n'est, Monsieur, qu'un dérivatif à votre profit et au détriment de la classe ouvrière, sans laquelle vous ne seriez rien. Mais que vous importe l'ouvrier mourant de faim, pourvu que vous puissiez vivre dans l'abondance. Vous devriez avoir le courage de couper le mal dans sa racine et non pas proposer un expédient qui ne vous coûte rien. Le mal vient de ce que votre organisation sociale est une honte pour l'esprit du siècle ; qu'elle vous a forcé d'embrasser en masse le métier de filateur, sans avoir prévu qu'il arrivera un jour où l'excès de votre production vous écrasera. Ne cachez donc pas la vérité avec cet air béat qui vous distingue et osez la dire à vos ouvriers : ce sont encore des machines ; demain peut-être ils changeront tout cela par une révolution.

Déjà le 30 juin 1877, « Nemo » disait dans le *Guardian* :

« Grandement étonné des stock énormes (*enormous*) de différentes sortes de tissus qui pèsent sur notre marché, je pense qu'on devrait les relever exactement à la fin du mois, afin de savoir non-seulement combien de balles de coton il y a à Liverpool, mais quelles sont les quantités de filés et de tissus qui existent dans les magasins de Manchester. Il est important de connaître les immenses provisions empi-

lées jusqu'au toit des maisons. A Liverpool on crie éternellement qu'il n'y aura pas assez de coton, mais je ne le crois pas. Au contraire, je suis d'avis que si l'on ne tissait pas une seule pièce de calicot cette année, il n'y aurait pas de difficulté à en obtenir à un prix raisonnable, pourvu qu'on en fit connaître les stock actuels. »

Bravo, Monsieur, vous touchez le mal du doigt, mais vos confrères se garderont bien de révéler leurs stocks. *Mundus vult esser decipi* : le monde veut être déçu. Les filateurs cachent la vérité et les marchands de coton aussi. Personne n'a donc le droit de se plaindre.



CHAPITRE XVIII.

LA RAGE DE MANCHESTER.

Le *Manchester Guardian* a publié, le 29 juin 1877, une lettre de son correspondant parisien qui mérite d'être connue de tous les gens de bonne foi. On y verra à quel paroxysme la fureur des Anglais peut monter quand ces bienfaiteurs de l'humanité sont contrariés dans leurs desseins perfides et égoïstes.

« Précisément au moment, y est-il dit, où un traité de commerce allait être signé entre l'Angleterre et la France, traité qui aurait enrichi les neuf dixièmes des commerçants, agriculteurs et manufacturiers français (*which would have enriched nine tenths of the commercial, agricultural and manufacturing classes of France*), une clique de protectionnistes, craignant que leurs profits ne fussent réduits de 50 à 25 p. c., ont trouvé moyen de s'emparer de l'esprit du maréchal Mac-Mahon pour mettre en péril les résultats déjà obtenus par les négociateurs. La conclusion du traité est ajournée indéfiniment, et au lieu de servir comme instrument du bien-être général, il va devenir l'agent électoral dans l'intérêt d'un parti politique. Les meneurs de ce mouvement réactionnaire sont les filateurs de coton de la Normandie, guidés par un chef astucieux et sans scrupules, le sénateur Pouyer-Quertier, qui s'est montré toujours le

plus grand adversaire du traité. Ces Normands ne reculent devant rien (*stop at nothing*). Il est avéré qu'ils ont offert aux imprimeurs de calicot de fournir le tissu à un tiers des prix actuels (*one third of its present price*) pour un certain nombre d'années, afin de les déterminer à se joindre à eux contre l'Angleterre, etc., etc. »

En lisant cette lettre saugrenue, on se demande involontairement : Mais pourquoi donc les Anglais se mettent-ils en si grande colère, puisque le traité serait de neuf dixièmes plus avantageux à la France qu'à la Grande-Bretagne ? Pourquoi s'obstinent-ils à vouloir répandre le bien-être en France quand les Français ne veulent pas de ce bien-être ? Est-ce que l'Angleterre connaîtrait mieux ce qu'il faut à la France que les Français eux-mêmes. Est-ce que les Anglais seuls ont reçu la mission de rendre les peuples heureux et prospères ? Aucun de ces derniers ne s'agite pour le libre échange ; au contraire, tous répudient plus ou moins énergiquement cette doctrine tant prônée par l'école de Manchester. Peut-on seulement concevoir que l'Angleterre, connue par son égoïsme, veuille sérieusement enrichir de neuf dixièmes les autres peuples, tandis qu'elle-même ne demande qu'un dixième ? A-t-on jamais vu un homme s'obstiner à faire gagner à son voisin plus d'argent qu'il n'en gagne lui-même ?

Tout cela n'est que de l'hypocrisie commerciale, dictée par une immense cupidité. Les Anglais n'ont reçu aucune mission d'éclairer le monde ; ils sont moins instruits que bien des peuples du continent, et quant aux sentiments généreux et désintéressés,

ce n'est pas chez un peuple marchand qu'il faut les chercher. Leur libre échange n'est qu'une trappe diabolique où ils font tomber les faibles et les ignorants, épris du mot magique de liberté commerciale et qui, pour les autres nations, n'est que servitude. Les Anglais ont 40 millions de broches pour filer du coton, vous, Français, vous n'en avez que 5 millions, et on vous appelle à une lutte! A quelle époque 5 millions d'hommes ont-ils pu résister à l'envahissement de 40 millions? Non-seulement une pareille provocation n'a rien de franc, mais elle est souverainement déloyale. Les Anglais, pour sauver le principe de la réciprocité, disent aux Français : Nous réduirons les droits d'entrée chez nous pour vos vins légers du Midi; c'est une perfidie de plus, car ils savent très-bien que cette concession est illusoire, attendu que les ivrognes de la Grande-Bretagne n'aiment à boire que des vins capiteux, et les vins du midi de la France ne le sont pas. Ils sont si peu capiteux qu'aux vins de Bordeaux, destinés à l'Angleterre, on ajoute de l'alcool. Que dire d'une école qui, par des procédés pareils, veut tromper un autre peuple, ruiner son industrie et le réduire à cultiver les vins légers? Le peuple en Angleterre ne boit que de la bière et les riches ne veulent que des vins forts. En revanche, les calicots sont consommés en France par la grande masse. Y a-t-il là compensation sérieuse, équitable?

Ou le libre échange est une doctrine absolue, franche et honnête, et dans ce cas, l'Angleterre n'a pas besoin de se donner à tous les diables pour la

voir adoptée par d'autres peuples ; elle n'a qu'à l'appliquer chez elle pour jouir de ses immenses avantages. Ou bien la doctrine du libre échange n'est qu'une frime pour duper le monde, et alors il est du devoir de tout homme sage et indépendant de la rejeter avec mépris. Une doctrine qui ne se soutient pas par elle-même, mais qui demande des victimes, une telle doctrine n'est pas celle des honnêtes gens, mais des flibustiers. On va jusqu'à insulter ceux qui ne veulent pas l'adopter. Quand donc une doctrine précise, franche et honnête eut-elle besoin de telles armes pour triompher?



CHAPITRE XIX.

EXPORTATIONS DE FILS ET DE TISSUS ANGLAIS POUR LE CONTINENT.

Voici les exportations anglaises de fils et de tissus de toutes sortes pendant trois périodes bien instructives. Nous les extrayons du *Manchester Guardian* du 3 avril 1877. Elles sont compilées par un homme qui s'y connaît bien, car il base son raisonnement sur la quantité et non sur la valeur, qui, par la baisse du coton, a grandement varié.

EXPORTATIONS DE FILÉS ANGLAIS EN LIVRES, POUR

	1875	1860	1845
Allemagne. . .	40,137,917	55,555,806	43,627,645
Hollande . . .	36,008,420	36,891,041	21,818,927
Belgique . . .	6,426,021	566,993	3,486,061
France . . .	3,458,486	533,931	69,283
Portugal . . .	908,270	312,675	796,313
Espagne . . .	243,500	149,030	744
Italie . . .	25,965,052	20,783,937	12,989,651
Autriche . . .	2,738,220	4,347,491	—
Russie . . .	3,973,760	3,154,304	18,243,624
Suède . . .	3,760,748	1,015,817	1,269,670
Norvège . . .	616,480	83,736	941,178
Danemark . . .	3,781,731	2,095,543	707,209

189.010.855

Il s'ensuit que l'exportation des filés anglais, sous le régime des traités ou à l'aide de la contrebande, a augmenté partout, excepté en Allemagne.

EXPORTATIONS DE TISSUS ANGLAIS EN YARDS.

	1875	1860	1845
Allemagne. . .	58,659,560	71,689,219	43,626,025
Hollande . . .	57,265,580	36,305,288	26,181,515
Belgique . . .	23,169,723	3,395,471	3,543,043
France . . .	87,748,043	10,871,407	2,506,441
Portugal . . .	65,958,700	57,752,514	42,578,846
Espagne . . .	9,587,080	3,237,018	599,790
Italie . . .	87,338,660	79,065,130	} 52,423,520
Autriche . . .	14,322,470	22,176,525	
Russie . . .	10,604,700	3,823,895	1,320,775
Suède . . .	6,147,230	1,124,758	180,448
Norvège . . .	9,507,010	2,307,978	1,538,392
Danemark . . .	12,782,780	3,731,710	773,677

L'écrivain du *Manchester Guardian* ajoute :

« La diminution pour l'Allemagne est très-forte, mais elle est largement compensée par l'augmentation pour la Hollande. Le résultat le plus curieux de ces statistiques est l'énorme augmentation pour la France, le pays que M. Hugh Mason représente comme notre plus formidable compétiteur. Le fait est cependant que, les années dernières, les manufacturiers français se sont amèrement plaints de la concurrence anglaise. Les mêmes plaintes ont été reproduites en Allemagne, en Suisse et en Italie. Il est difficile de concilier le développement de notre industrie avec les lugubres prédictions de M. Hugh Mason (M. Mason prédisait la chute de l'industrie anglaise). En définitive, je crois que nous devons avoir plus peur de la concurrence indienne que de celle du continent. La consommation des filatures de l'Inde, montées à l'européenne, est à présent



de 5,000 balles par semaine. Ce chiffre n'est dépassé que par trois pays du continent : l'Allemagne prend 12,300, la France 10,000 et la Russie 7,200 balles par semaine. L'Autriche ne prend que 5,000, l'Espagne 3,870, la Suisse 2,220, l'Italie 2,150, la Belgique 1,970, la Suède et la Norvège 950 et la Hollande 700 balles par semaine. »

Si la Hollande ne prend que 700 balles par semaine (sa population n'étant que de 4 millions d'âmes), où donc sont passées les importations énormes de l'Angleterre de 36 millions de livres de filés et de 57 millions de yards de tissus en 1875? Elles sont passées, en partie, par contrebande, en Allemagne. Voilà de quelle monnaie les libre-échangistes anglais payent les condescendances et les visions des libre-échangistes allemands. D'après les statistiques officielles, les manufacturiers allemands n'ont pas à se plaindre, puisqu'il y a diminution sur les importations; mais derrière le dos ils sont affreusement rasés.

Que résulte-t-il encore de ces statistiques? C'est que, malgré le système prohibitif qui règne sagement en Russie, les importations des tissus anglais y ont augmenté en quinze ans de 3 à 10 millions de yards. Cela prouve que, même en imposant fortement les produits de l'industrie anglaise, on a encore à craindre sa concurrence. Les Anglais sont donc plus forts, d'abord parce qu'ils sont plus nombreux et, ensuite, parce qu'ils sont forcés de vendre à tout prix leurs productions monstrueuses.

CHAPITRE XX.

LE FREE TRADE SE MEURT EN ANGLETERRE.

En octobre 1877, le ministre, chancelier de l'échiquier d'Angleterre (quel drôle de titre!) sir Stafford Northcote, a prononcé le discours suivant à Exeter :

« Mais pendant que je vous parle de cette guerre horrible (la guerre d'Orient), je ne puis non plus oublier qu'il existe une autre guerre, moins horrible, mais d'un caractère tout aussi dangereux, et une guerre que nous menons nous-mêmes ou dont nous sommes menacés. Je veux parler de la guerre douanière. On ne peut jeter un regard sur l'état actuel du commerce et sur les actes des différentes nations européennes, sans éprouver une grande déception de la manière dont plusieurs pays veulent régler leur législation économique. Autrefois, on a cherché de nous persuader qu'il suffisait que l'Angleterre acceptât le système du libre échange pour que toutes les autres nations nous suivissent immédiatement. Ce serait pure affectation que de nier la surprise que nous éprouvons. Nonobstant que l'Angleterre ait accepté, et non sans un succès remarquable, les principes du libre échange, et bien que ce système dans ses effets ne profite pas seulement à elle, mais qu'il est aussi susceptible d'étendre ses bienfaits sur le monde entier, il n'est pas douteux que l'attachement au système protecteur, les vieilles

jalousies, les fausses représentations et les vieilles déceptions, que nous avons crus bannis depuis des années, n'ont point encore été écartés. C'est un grand souci pour nous que de voir comment cette confusion d'idées va se terminer, et, nous-mêmes, nous ne sommes pas sans craintes relativement aux effets que les discussions vont produire.

« Pour ce qui me concerne, je crois que l'Angleterre n'a qu'un seul chemin à suivre. Je crois, et là-dessus aucun doute n'est possible, qu'il est de notre devoir et DE NOTRE INTÉRÊT de nous attacher fermement à la doctrine que nous avons fait naître. Si les enseignements qui en découlent étaient vrais lorsque nous les avons conçus, ils doivent être vrais aussi à l'heure qu'il est. Si les principes du libre échange étaient ceux de la raison, ainsi que sir James Graham l'a soutenu, il y a une trentaine d'années, dans ce cas, ils sont encore aujourd'hui ceux de la raison humaine. Si nous nous sommes trompés dans nos espérances, en voyant que les autres nations n'adoptent pas nos principes, alors employons tous les arguments et tous les moyens en notre pouvoir pour les persuader de donner une meilleure direction à leur économie politique. S'il est désirable, s'il est profitable d'agir par des traités de commerce en accordant à d'autres nations des avantages, afin qu'elles nous en accordent elles-mêmes, eh bien ! qu'on le fasse. Mais gardons-nous bien de fournir le moindre motif de faire croire que l'Angleterre regrette les pas qu'elle a faits, qu'elle doute de la solidité de sa politique commerciale.

« On m'a dit que si d'autres pays nous refusent des concessions contre celles que nous leur accordons, de les retirer complètement pour les contraindre à nous en faire. Cette doctrine serait très-périlleuse, à mon avis, car elle ferait supposer que les concessions comportent des pertes. Or, la théorie du libre échange soutient que tout État qui restreint la liberté commerciale nuit en même temps à toute la nation. Tout le monde connaît ce chef-d'œuvre « Pilgrims Progress », où M. Grandcœur (Greatheart) et M. Honnêteté

(Honesty) racontent : Qu'il y avait un jour un homme considéré fou, qui, plus il jetait, plus il possédait. C'est, je crois, l'exacte vérité applicable à l'économie politique. »

Que le right honorable baronnet nous permette de commenter quelques-unes des superbes tirades par lesquelles il se distingue à la Chambre des communes, où, d'après cette dénomination gothique, il paraît qu'il n'y a que des gens communs.

Tout d'abord, nous dirons qu'il commet une grande imprudence de plaider ainsi en faveur d'une cause qui n'a, jusqu'ici, profité qu'aux Anglais et qui menace de sombrer en Angleterre même. La confiance dans les immenses bienfaits du libre échange y doit donc être bien ébranlée. Il n'a été autre chose qu'un chantage inventé par un esprit mercantile, avide et envahissant. Sir Stafford Northcote le trahit lui-même par plusieurs passages de son discours.

« Si les enseignements (du libre échange), dit-il, étaient vrais lorsque nous les avons fait naître, ils le sont encore aujourd'hui. » En effet, toute la question est là. Mais s'ils étaient faux, sir Stafford Northcote, que feriez-vous alors? Qu'ils soient faux, la réaction qui se forme en Angleterre le prouve déjà. Ou bien, vous croiriez-vous plus apte à juger les nécessités de l'industrie anglaise que les industriels eux-mêmes? Vous donnez de votre perspicacité commerciale un bien triste exemple lorsque vous conseillez de faire des concessions pour en obtenir d'autres de l'étranger. Quelles concessions peut faire l'Angleterre? Aucune. En manufactures, ses concessions sont nulles,

puisque, pour les grands articles, elle domine déjà les marchés du monde, et en produits agricoles, ses concessions ne sont pas des concessions du tout, puisqu'elle ne peut se passer de l'étranger, sans s'exposer à mourir de faim. Avant les réformes de Robert Peel, l'aristocratie anglaise, le seul propriétaire foncier, exploitait la nation par la cherté des produits agricoles, et c'est de là aussi que datent ses immenses richesses. Robert Peel, fils d'un simple manufacturier, a fait abolir les droits d'entrée sur les grains et sur les autres marchandises, pour se venger de l'incapacité et des extorsions de l'oligarchie britannique. C'était là son but principal, et c'est pour cela que les tories l'ont appelé traître. L'action du libre échange sur les manufactures anglaises n'était qu'une question secondaire pour lui; il n'en a jamais bien étudié les derniers résultats. Qu'il ne les ait jamais bien étudiés, la position actuelle de l'Angleterre le prouve à toute évidence. Par le libre échange, il a abattu le monopole de l'aristocratie en fait de produits agricoles, et les vivres en Angleterre sont, aujourd'hui, aussi chers qu'avant ses réformes. Les principes du libre échange, prêchant le bon marché, sont donc faux, et sir Robert Peel ne savait pas ce qu'il faisait. Vous m'objecterez que les objets de première nécessité ont augmenté partout dans ces derniers temps. Certainement ils ont augmenté, mais pourquoi? Parce que l'aristocratie anglaise, étant restée le seul propriétaire foncier, personne, pour ainsi dire, ne veut cultiver la terre en Angleterre, et tout le monde,

pour garder son indépendance individuelle, se jette dans l'industrie. De là le débordement alarmant pour l'Angleterre même; de là aussi le conseil obligé de sir Stafford Northcote, à savoir qu'il faut s'attacher quand même au libre échange, seul capable de retarder la chute de la domination industrielle des Anglais. Et après, le déluge! Si donc l'Angleterre ne produit qu'un quart de ce qu'il faut à son alimentation, et si, d'un autre côté, elle ne peut produire ni vin, ni oranges, ni figues, je me demande quelle est la concession réelle qu'elle peut faire à d'autres nations, à moins qu'elle ne veuille se suicider? C'est pour cela aussi que vous dites que les mesures de représailles seraient funestes à l'Angleterre. N'est-ce pas jouer sur les mots que de parler de concessions, quand elles sont dictées par une nécessité impérieuse que sir Robert Peel n'a pas prévue ou qu'il ne voulait pas prévoir, parce qu'il n'a pas osé porter la main sur les privilèges de l'aristocratie britannique dont il était le chef? N'est-ce pas vrai, sir Stafford Northcote? Vous ne me donnerez jamais raison, la fierté et les intérêts de la Grande-Bretagne vous le défendent; mais, dans votre for intérieur, vous conviendrez que le libre échange n'était pour l'Angleterre qu'une doctrine de circonstance, parée d'une enseigne brillante pour tromper les autres nations.

Le chancelier de l'échiquier, par l'absurde anecdote de Greatheart ou de Honesty, ne prouve donc qu'une chose, c'est que l'État qui restreint la liberté commerciale nuit en même temps à toute la nation,

et son argumentation est aussi pauvre que sa fable de ma mère l'oie. Une telle fable peut plaire aux Anglais ; elle ne plaira jamais au continent. En fait de saillies, nous sommes plus exigeants que cela.

Résumons, au point de vue philosophique, la théorie du libre échange. C'est une idylle, pour ne pas la qualifier comme elle le mérite, mais une idylle qui est exploitée par l'esprit sordide de Manchester, car il ne faut jamais oublier que Manchester seul, avec son immense production, s'y cramponne avec tant d'acharnement. L'idylle d'Adam Smith présuppose une complète harmonie dans les relations nationales. Or, cette harmonie n'y peut pas plus exister qu'elle n'existe dans la nature. La création vous fait voir des êtres forts et des êtres faibles, des arbres énormes et des broussailles, des contrées arides couvertes de neige et des contrées fécondes toujours illuminées par les beaux rayons du soleil. En réalité, rien n'est donc harmonieux dans la nature, excepté ce que la fantaisie de l'homme y trouve comme tel. Est-ce que la faible intelligence humaine saurait créer une harmonie quand la nature elle-même s'y oppose ? Répétons-le donc : la doctrine d'Adam Smith est une poésie que l'Angleterre jettera loin d'elle aussitôt que les autres nations diront résolûment : *Paulo minora canamus.*



CHAPITRE XXI.

LA THÉORIE DE LA BALANCE COMMERCIALE.

Jusqu'ici les libre-échangistes anglais se sont moqués de la balance commerciale des nations, ils disaient qu'elle n'a aucune importance, que les soldes n'enrichissent ni n'appauvrissent les peuples, que ce n'est pas en espèces qu'on les paye, mais en marchandises, et, pour donner plus de force à ces ridicules allégations, ils ont déterré une avalanche de lieux communs que des utopistes ou charlatans tels qu'Adam Smith et J.-B. Say ont débités emphatiquement pour fabriquer là-dessus une théorie absurde, inconsistante, renversée par l'expérience. Oh! *quantum mutatus ab illis* est aujourd'hui l'Anglais. Adam Smith n'est plus pour lui qu'un rêveur; il l'a trompé quant aux résultats de bilans commerciaux défavorables. Les périls existent dans toute leur affreuse réalité, et la ridicule théorie du libre échange est sur le point de s'écrouler totalement. Que les faibles différences dans le bilan commercial d'une puissante nation, laissant converger chez elle toute l'activité humaine, ne sont pas d'un grand poids, nous l'avons déjà dit maintes fois; elles

se rattrapent, au milieu d'une production forcée, sur d'autres postes, qui ne cessent d'augmenter la richesse du pays. Mais il n'en est pas de même pour un autre peuple, celui par exemple qui ne déborde pas par la multiplicité d'une industrie monstrueuse et qui doit nécessairement perdre, si les bilans tournent constamment contre lui. C'est ce qu'avouent présentement les Anglais eux-mêmes, acculés qu'ils sont dans une impasse terrible. Le bilan commercial leur devient trop défavorable; ils virent de bord et de libre-échangistes ils deviennent protectionnistes. S'ils renient un des principes fondamentaux du *free trade*, qu'en reste-t-il alors? Rien, rien, qu'un échafaudage artificiel. Le système protecteur avait donc un principe vrai, et l'*Economist* de Londres le confirme aujourd'hui d'une manière éclatante. Voici comment les bilans commerciaux de l'Angleterre s'empirent tous les ans, grâce au *free trade*. Les chiffres expriment des millions de livres sterling.

	Impor- tations.	Export. de prod. ang.	Export. de prod. étrang.	Excédant des import.
1854 . .	152	97	18	37
1855 . .	143	95	21	27
1856 . .	172	115	23	34
1857 . .	187	122	24	41
1858 . .	164	116	23	25
1859 . .	179	130	25	24
1860 . .	210	135	28	47
1861 . .	217	125	34	58
1862 . .	225	123	42	60
1863 . .	248	146	50	52
1864 . .	274	160	52	62

	Impor- tations.	Export. de prod. ang.	Export. de prod. étrang.	Excédant des import.
1865 . .	271	165	52	54
1866 . .	295	188	49	58
1867 . .	275	180	44	51
1868 . .	295	179	48	68
1869 . .	295	189	47	59
1870 . .	303	199	44	60
1871 . .	331	223	60	48
1872 . .	354	256	58	40
1873 . .	371	255	55	61
1874 . .	370	239	58	73
1875 . .	373	223	58	92
1876 . .	375	200	56	119
1877 . .	393	198	41	154

Les Anglais, qui ne doutent de rien, commencent bien maintenant à douter de l'infaillibilité du libre échange. Sapristi ! disent-ils, avant 1870, l'excédant de nos importations ne dépassait jamais 70 millions de livres sterling, et en augmentant tous les ans rapidement, il est arrivé, l'an dernier, à la somme énorme de 154 millions. Serrons la bourse ! Ce serait bien le diable si l'on volait un Anglais, même par le *free trade*. En effet, un don Quichotte du *Guardian* de Manchester, très-ferré sur les questions insolubles, remarque, avec cet air grave et hautain qui distingue ces fiers insulaires : Mon Dieu ! c'est tout simple ; le monde entier nous doit de l'argent, et voilà pourquoi nous importons plus que nous n'exportons. (*We receive more than we send out, simply because more is due to us than we owe.*) J'admire cette logique ! En attendant, les moutons

de Manchester même secouent la tête et répondent au right honorable don Quichotte : Vous avez beau nous dire que le monde entier nous doit de l'argent, mais, quand nous achetons pour 393 livres sterling et ne vendons que pour 198, il nous semble bien que c'est nous qui devons un solde au monde et non le monde à nous.

C'est à peu près ce que disait aussi M. W. Rathbone, de Liverpool, juge compétent, dans l'*Economist anglais* :

« Durant les quinze dernières années, de 1860 à 1874, l'excédant de nos importations a fluctué entre 49 et 72 millions de livres sterling; mais, pendant cette période, le pays a prêté beaucoup d'argent à l'étranger, et ces chiffres devaient, par conséquent, montrer les énormes richesses de l'Angleterre. Toutefois, l'excédant des importations est monté soudainement à 92 millions en 1874, à 118 millions en 1876, et cette année-ci il montera probablement à 142 millions de livres sterling. » Et là-dessus M. Rathbone demande, en termes assez réservés, si les dépenses du pays ne sont pas excessives (*wether our expenditure may not be excessive*).

Mais de quoi vous inquiétez-vous, M. Rathbone? Est-ce que, selon le libre échange, les importations n'enrichissent pas un pays tout autant que les exportations? De deux choses l'une : ou bien le *free trade* est une science exacte et honnête, et dans ce cas l'excédant des importations n'a aucune signification; ou bien elle est fautive et déloyale, et alors le système protecteur avait parfaitement bien apprécié l'immense valeur des bilans commerciaux. Vous ne

pouvez pas sortir de là, M. Rathbone, à moins que vous ne preniez tout système pour un guet-apens.

M. Rathbone admet, suivant M. Bourne, que ni le fret gagné par les armateurs anglais sur les exportations et importations, ni les revenus que l'Angleterre tire des prêts d'argent faits à l'étranger, ni les bénéfices que les négociants anglais font sur les marchandises, ne sont compris dans les bilans. Ridicules échappatoires qui ne changent rien aux pertes du bilan. Les armateurs ne gagnent pas toujours de l'argent, les négociants non plus, et les prêteurs, au lieu de gagner en revenus, perdent souvent leur capital. M. Rathbone en est à peu près convaincu, car il finit son article comme suit :

« 1° Le pays a fait des choses extravagantes et a dépensé trop, à tel point qu'il a réduit son capital et qu'il mange de ses épargnes (*is reducing its capital and eating into its savings*);

« 2° Que ces extravagances imposeront bientôt au pays de grandes économies, accompagnées de pénibles souffrances et de la restriction du crédit;

« 3° Que la restriction du crédit fera découvrir des plaies cachées (*hidden sores*) et créera une période de discrédit général. »

Tout cela, M. Rathbone, est du système protecteur; donc votre libre échange n'a jamais été qu'une blague, pardonnez-moi l'expression. Mais, puisque vous en êtes à ce chapitre, vous n'auriez pas dû nous cacher ce que vous n'osiez dire ouvertement, c'est que les extravagances de votre pays sont en grande partie dues à son industrialisme monstrueux, qui ne

trouve plus de débouchés suffisants, industrialisme issu de vos abominables institutions du moyen âge. Vous auriez dû dire cela honnêtement et franchement, ainsi que M. Bright, membre de votre Parlement, n'a pas hésité à le dire en ces termes, à l'occasion d'un banquet donné à l'ouverture du nouvel hôtel de ville de Manchester :

« Il arrivera un jour où les grands magasins et usines du Lancashire crouleront (*might become a wreck*). De grandes villes sont tombées, bien avant que Manchester et Liverpool fussent connus — Phénicie, Carthage, Gênes et Venise — et ne nous imaginons pas que notre avenir soit plus solidement établi, ou que nous soyons exempts des dangers qui ont renversé les industries prospères des villes et des pays d'une autre époque. »

Après cela, ce ne sont pas seulement M. Bourne, M. Rathbone, M. Bright, tous hommes éminents et sages, qui, par le *free trade* et par ses extravagantes productions, voient l'avenir de l'Angleterre assombri; il en est d'autres, également très-distingués, qui ont déserté la cause du libre échange. M. le professeur Fawcett, par exemple, de l'université de Cambridge, et membre du Parlement, disait dernièrement :

« L'objet qui nous préoccupe demande un sérieux examen. Nous avons à constater ce fait que, bien que l'Angleterre ait, depuis trente ans, retiré de grands avantages du libre échange, néanmoins la plupart des pays étrangers ne veulent pas renoncer au système protecteur. La forte position que ce système a reconquise dans plusieurs pays a surpris et DÉSILLUSIONNÉ les défenseurs du *free trade* en Angleterre. Rien n'égalait leur sécurité en préconisant qu'aussitôt que l'Angleterre aurait joui des

avantages de la liberté commerciale, les autres pays devront la suivre. »

Eh bien, Monsieur le professeur, ils ne l'ont pas suivie, parce que vous en avez exploité les bénéfices d'avance, depuis trente ans, et c'est précisément parce que votre science n'était qu'une science éphémère de dupes, que les autres peuples sages et bien gouvernés y ont résisté. Ils n'en auraient cueilli que la mie. Et puis, quelle prétention que le monde suive toujours l'Angleterre, alors même qu'elle le traîne à la boucherie ! Croyez-vous donc, Monsieur le professeur, que par vos airs hautains, par vos subtilités commerciales, vous imposerez toujours à l'univers ? Vous avez imposé aux badauds ; l'homme intelligent rit des leçons d'un peuple purement marchand, ne connaissant que l'argent. Vos colonies mêmes, le Canada et l'Australie tout d'abord, répudient votre doctrine spoliatrice.

Citons enfin lord Bateman qui, dans une lettre adressée dernièrement au *Times* de Londres, doutait des bienfaits du libre échange ; car n'oubliez pas, cher lecteur, qu'aujourd'hui toute l'Angleterre ne s'occupe que de sa mauvaise position économique et quelque peu de ses amis, les Turcs, qu'elle a abandonnés après les avoir excités. C'est exactement l'histoire de leur libre échange. Lord Bateman dit, dans ce langage pâteux, propre aux Anglais, et qui fait dormir debout un homme d'esprit :

« En face de ces faits (la répudiation du libre échange par différentes nations) et du quasi-échec de la politique

commerciale suivie jusqu'à présent par l'Angleterre, politique qui n'a été adoptée que par nécessité, à une époque où les vivres nous manquaient et lorsque les plus ardents protectionnistes n'osaient résister à l'impérieuse nécessité de nous sauver de la faim (allusion aux *Corn-Laws*, introduits par sir Robert Peel), en face de ces faits, ne faut-il pas se demander si le moment suprême d'un examen consciencieux n'est arrivé, afin de changer la voie suivie jusqu'ici, que plusieurs croient mauvaise. »

Trop tard, mylord; et puis vous devriez aussi toucher à une question qui vous concerne, c'est celle qui prive le peuple de posséder des biens ruraux. Tout le mal, toute l'expansion démesurée de l'industrialisme anglais et l'amour du *free trade* viennent de là. Mais le peuple est trop asservi chez vous pour revendiquer ses droits, et vous, mylord, vous êtes trop monopolistes pour les lui accorder de bon gré. Vous cédez, en daignant accueillir dans vos rangs quelques négociants enrichis, et vous refusez au peuple de s'élever jusqu'à vous.

Nous ne parlerons point des thèses hyperboliques et cruelles que soutiennent les fabricants anglais. Pour eux, le mal n'est pas dû au *free trade*, mais tout simplement aux hauts salaires que les ouvriers exigent. Oh! les bourreaux! Les vivres augmentent ou restent chers depuis des années, et on veut que l'ouvrier travaille toujours pour le même prix et, en cas de crise, même pour moins. C'est lui qui devrait se sacrifier le premier pour ne pas amoindrir les bénéfices du riche.

CHAPITRE XXII.

LA CRISE ACTUELLE.

Les libre-échangistes, se voyant perdus par la crise actuelle, se donnent au diable pour en expliquer les causes. Rien n'est plus amusant que de lire ce tohu-bohu de raisons et d'arguments, enveloppés dans des phrases vides, qu'ils administrent d'un air doctoral, et quelquefois même avec une pointe d'impertinence, au public aveuglé de grands mots.

M. George de Lavelaye, dans le *Moniteur des Intérêts matériels*, attribuait la stagnation des affaires à l'accumulation des capitaux sans emploi lucratif, comme si l'activité humaine ne trouvait plus rien à faire. M. Juglar, dans le *Journal des Économistes*, en cherchait la cause dans la guerre d'Orient et les perturbations politiques de la France. Voici maintenant M. Courcelle-Seneuil, qui, dans l'*Économiste français*, monte sur son dada favori en s'exclamant gravement : Vous ne voyez donc pas, tas d'imbéciles, que tout le mal vient des États-Unis ! On a pris trop au sérieux les divagations économiques de M. Courcelle ; tout le monde sait qu'il y a une masse d'écrivains qui bavardent de tout sans rien connaître à fond. Il s'agit bien pour eux de faire des études impartiales et exactes ! Leur unique but est de gagner

l'honoraire de l'écrivain, quelques fadaïses, quelques inepties qu'ils débitent. De ces sauciers *free tradistes*, il y en a partout pour arranger des fricassées au gré d'un journal, plus ou moins asservi à la grande et généreuse école de Manchester. Trop superficiels, ils ne demandent même pas qu'on les réfute, pièces à la main; cela les embarrasserait trop. Nous allons donc montrer les côtés ridicules de l'argumentation de M. Courcelle-Seneuil, et nous croyons encore lui faire grand honneur.

A l'hôpital de ... arrivait dernièrement le médecin, grave et compassé.

— Combien avons-nous de morts, ce matin? demanda-t-il à l'infirmier.

— Neuf, Monsieur,

— Diable! J'avais écrit dix ordonnances hier, n'est-ce pas?

— Oui, Monsieur; mais il y en a un qui n'a pas voulu prendre votre médecine.

Ce survivant, M. Courcelle-Seneuil, sont les États-Unis, et les neuf moribonds sont d'abord l'Allemagne, ensuite la Belgique, la Suisse, la France, la Turquie, les Indes, etc. Voilà l'hécatombe de vos remèdes cosmopolites. Ils sont pires que l'onguent de Holloway.

M. Courcelle dit que le mal vient principalement du système protecteur adopté par les États-Unis. Vous n'y êtes pas, Monsieur, et je le prouverai, non pas à vous, c'est inutile, mais à mes lecteurs. Amené par des nécessités financières, fruit de la guerre de sécession, mais richement couvert par l'industrie

nationale, le système protecteur aux États-Unis date de 1860, et vous croyez qu'il a fallu dix-sept ans pour que ses conséquences réagissent sur le monde entier? Mais depuis 1860, l'Europe assistait à de grands mouvements commerciaux, notamment en 1871, après la guerre franco-allemande, et la meilleure preuve en est qu'en Angleterre l'industrie n'a pas cessé de se développer. Pour ne citer qu'un exemple, nous dirons que depuis 1860 on a augmenté, dans le Lancashire, de 8 à 10 millions le nombre de broches filant du coton. De plus, il est impossible que l'absence d'une seule nation, quelque grande qu'elle soit, puisse, sur les marchés libre-échangistes, jeter la perturbation dans les rapports commerciaux du monde entier, perturbation qui existe cependant aujourd'hui. En 1859 (je prends le plus grand article de l'exportation britannique), l'Angleterre a exporté pour les États-Unis 225 millions de yards de tissus, et l'année dernière elle n'y a exporté que 61 millions de yards. Différence : 164 millions de yards, et pour cette faible quantité de chiffons, on prétend que le commerce du monde soit bouleversé! Il l'est d'autant moins, que la plus grande industrie de la Grande-Bretagne, celle du coton, est en constante marche d'accroissement, ainsi que le tableau suivant de M. Ellison l'atteste :

EXPORTATIONS DE FILÉS ET DE TISSUS ANGLAIS :

En millions de yards et de livres.

		<i>Filés.</i>	<i>Tissus.</i>
1872-73	. livres	219.2	yards 3,526
1873-74	.	218.5	3,530

En millions de yards et de livres.

		<i>Filés.</i>		<i>Tissus.</i>
1874-75	. livres	218.1	yards	3,546
1875-76	. livres	223.2		3,635
1876-77	. livres	229.9		3,803

C'est la production monstrueuse de l'Angleterre qui a provoqué la crise ; cette opinion commence à se répandre en Angleterre même. Tous les Anglais ne sont et ne peuvent être que des fabricants, à moins qu'ils ne veulent perdre leur indépendance personnelle dans un pays entouré encore, à la honte de l'esprit du XIX^e siècle, des abominables institutions du moyen âge, et comme ils produisent beaucoup plus que le genre humain ne peut absorber, ils ont été forcés d'inonder tout l'univers de leurs marchandises. Voilà une des bonnes raisons de la crise actuelle ; la guerre d'Orient en est la seconde ; mais celle-ci a cela de bon, qu'elle nous a révélé le fait que, sans le libre échange, l'Angleterre ne peut plus exister, et que ce libre échange repose sur de faux principes, puisqu'il ne la sauve pas des excès de son *over-production*.

Sans doute, les États-Unis, par contre-coup, souffrent aussi, et comment pourrait-il en être autrement ? L'Amérique est, avant tout, un pays agricole ; elle nourrit l'Angleterre de blé, de coton, etc., cette Angleterre qui méprise la plus sainte et la plus noble vocation de l'homme, celle de la culture du sol, et si chez elle les affaires ne marchent pas, croyez-vous que cela n'ait aucune influence sur la position économique des États-Unis ?

CHAPITRE XXIII.

LA SUISSE ET MANCHESTER.

La crise actuelle, qui dure depuis bientôt trois ans, a cela de bon qu'elle fait voir aux peuples d'où vient le mal. C'est la production écrasante de Manchester, jointe aux faux principes du libre échange, qui tient toutes les industries du continent dans un état de complète prostration. Plus une crise est intense et longue, plus Manchester envahit les marchés étrangers, ainsi qu'on a pu le voir par les chiffres déjà fournis. Si Manchester ne produisait pas plus que le genre humain ne peut absorber, les crises industrielles ne surgiraient pas si souvent, ou tout au moins, elles ne se prolongeraient pas durant des années. Manchester, imprudemment engagé dans une production monstrueuse, ne veut pas voir l'abîme auquel ses folies et la nécessité le poussent; il compte toujours sur le hasard et sur l'action plus ou moins honnête du libre échange. Il n'en est pas de même en ce qui concerne les peuples du continent. A ceux-ci les embarras et les débordements du Lancashire ont enfin ouvert les

yeux et une révolution économique se prépare, ouvertement dirigée contre l'expansion déraisonnable de Manchester et de sa perfide école. La Suisse elle-même revient de ses erreurs. Libre-échangiste par nécessité et non pour détrousser les autres, elle commence à s'apercevoir qu'il n'est pas possible de soutenir une concurrence deux contre quarante, bien qu'elle soit le seul pays où l'industrie cotonnière ait fait assez de progrès pour tenir tête aux Anglais partout. Mais comment tenir tête quand deux millions de broches suisses doivent lutter contre quarante millions de broches anglaises? Vous conviendrez qu'un duel dans des conditions pareilles est insensé. La Suisse est essentiellement manufacturière, parce que son sol n'est pas fertile; l'activité industrielle y est donc une nécessité prescrite par la nature. En Angleterre, au contraire, le sol est très-fertile, et ce ne sont que les institutions du moyen âge qui y forcent les hommes, aimant l'indépendance, à se jeter en masse dans l'industrie. La Suisse, avec deux millions de broches, n'a aucun intérêt à soutenir le principe du libre échange. Suivant les statistiques publiées par le *Schweizerisches Centralblatt*, qui ne rabâche pas, comme les autres journaux suisses, les insipides litanies du libre échange, mais qui a le courage et le patriotisme de déployer la bannière d'une concurrence loyale; selon lui, l'importation en Suisse des tissus étrangers a triplé dans l'espace de dix années, et l'exportation de la Suisse n'en a augmenté que d'un tiers. D'où vient cette triple importation? De l'Angleterre. A l'heure qu'il est, on ne vend pour

ainsi dire rien à la bourse de Zurich, et Manchester continue ses expéditions pour la Suisse. N'est-ce pas un cas qui fait réfléchir? Et pourquoi Manchester envoie-t-il ses tissus en Suisse? C'est d'abord pour se débarrasser de son immense production et, ensuite, pour tuer l'industrie suisse. Que fait le négociant s'il est encombré de marchandises et si les affaires ne marchent pas? Il lâche la main à perte et nuit à ceux qui ne sont pas encombrés. N'est-ce pas un crime national que de tolérer une pareille concurrence meurtrière chez soi? La préservation individuelle est le premier devoir de l'homme et des nations, et je vois avec grand plaisir que les Suisses, si pratiques, si sages, rejettent enfin ce qu'ils ont naguère adoré, en élevant leurs droits d'entrée et en réformant leur tarif douanier.

C'est un coup terrible pour l'Angleterre que la répudiation du libre échange absolu par ceux qui l'ont pratiqué les premiers; le *Manchester Guardian* du 16 août 1877 ne peut étouffer un long soupir en disant « qu'il est désolant que la Suisse elle-même, qui se vantait toujours d'un tarif libéral, se dispose à élever ses droits d'entrée ». Elle ne fait que ce que tout homme prudent doit faire s'il veut se garantir contre les déprédations d'une bande de flibustiers qui l'écrasent sous le nombre.

Aussi n'y a-t-il qu'un cri, un cri retentissant, à pousser sur le continent, c'est celui-ci : Défendez-vous contre les débordements insensés de l'industrie anglaise, qui vous tue, pour se sauver; élevez des barrières contre elle, et traitez avec les autres nations sur les bases de la réciprocité.

CHAPITRE XXIV.

UN SAGE LIBRE-ÉCHANGISTE DE LA SUISSE.

Nous trouvons dans le *Schweizerisches Centralblatt*, journal industriel récemment fondé à Zurich, deux articles sur le libre échange, qui méritent d'être médités, ne fût-ce que pour démontrer que même dans le pays où le libre échange est imposé par la nature du sol et par sa position géographique, on est loin d'approuver sans restriction la doctrine de l'école de Manchester. Nous aimons mieux les conclusions de l'article *La crise*, signé B..., que *La politique de compromis* de la rédaction qui nage un peu dans le vague. M. B... a le courage d'énoncer un principe, tandis que l'écrivain du *Compromis* ne veut, en somme, que des négociations. Mais quelles négociations pouvez-vous entamer, par exemple, avec l'Angleterre qui a 40 millions de broches filant du coton, et vous, Suisses, n'en ayant que 2 millions? Quels profits les Suisses peuvent-ils tirer du libre échange avec l'Angleterre quand ils ne se trouvent sur un marché quelconque, que deux contre quarante Anglais? Encore si l'Angleterre offrait à

la Suisse une compensation équivalente dans n'importe quel autre article? Mais quel est l'article que la Suisse peut vendre à l'Angleterre? Non, Messieurs, ce n'est pas ainsi qu'on garantira la prospérité de la Suisse. Il faut réformer tout son système douanier, établir un tarif général dans le sens d'une protection modérée et faire des concessions non pas à un géant, qui écrase sans rien prendre, mais à des pays qui sont en relations suivies et régulières, pour la vente et pour l'achat, et qui, tout en reconnaissant par là même sa suprématie industrielle, n'ont pas à craindre de voir disparaître toute réciprocité comme c'est le cas avec l'Angleterre.

« Notre amour pour les libertés politiques, dit l'auteur de *La crise*, trouve déjà dans la *liberté commerciale* un charme particulier, et avec raison, car le mouvement du commerce sans aucune entrave est un idéal digne des plus grands sacrifices. Mais pour l'atteindre il faudrait que le système du libre échange fût basé sur la réciprocité. Jetons un regard autour de la Suisse, et nous trouvons qu'elle est entourée de tous côtés d'un cercle qui est en flagrante opposition avec la théorie que nous chérissons et qu'il nous est impossible de traduire en fait. La Suisse se trouve par la politique commerciale des pays voisins dans un état de lutte forcée, et toute concession qu'elle ferait à Bâle, cherchant à empêcher l'élévation de notre tarif douanier, préjudicierait aux producteurs du pays. Les Bâlois (pour l'industrie de la soie et le commerce intermédiaire) le comprendront à la fin eux-mêmes.

« Il est vrai que le négociant et le consommateur partent d'un autre point de vue, mais cela n'empêche pas que les intérêts du producteur restent prépondérants, car là où l'on ne produit rien, on ne consomme rien, et pour produire il faut

que les conditions dans lesquelles la production est placée soient sûres et profitables. Que le Conseil fédéral, qui est appelé en ce moment suprême à décider de la promotion de l'industrie nationale et de la prospérité générale du pays, prenne donc une résolution sage et mûrement pesée, sans se laisser influencer par cette coterie qui fait tous ses efforts pour subordonner les intérêts industriels du Centre et de l'Est aux avantages particuliers de grandes maisons commerciales et d'intermédiaires. »



CHAPITRE XXV.

LA PROTECTION INDUSTRIELLE EN SUISSE.

On lisait dans le *Manchester Guardian* du 1^{er} octobre 1877 :

« Il y a peu de temps, nous avons fait connaître la décision du gouvernement espagnol à propos de son tarif douanier, si préjudiciable à l'industrie britannique. Son exemple est suivi de près par le gouvernement suisse, qui élabore en ce moment un nouveau tarif, à l'effet d'exclure nos manufactures de ses marchés. Les tissus élastiques, qui ne payaient jusqu'ici que 30 francs de droits d'entrée par 100 kilogrammes, seront grevés de 70 francs dans l'avenir, tandis que les fils de caoutchouc ne payeront que de 7 à 8 francs par 200 kilogrammes. »

Où est le mal? Pourquoi messieurs les Anglais, qui se procurent la matière brute à meilleur marché que les Suisses, veulent-ils que ces derniers n'égalisent pas cette différence au profit de leur propre industrie? Est-ce que les intérêts de l'ouvrier suisse ne sont pas aussi respectables que ceux de l'ouvrier anglais? Est-ce que les consommateurs suisses de tissus élastiques, en les achetant d'Angleterre à bon marché, ne perdent pas bien plus que la différence de

la production entre l'Angleterre et la Suisse, si, dans ce dernier pays, industriel par nécessité, les ouvriers n'ont pas assez de travail? Mais la restriction de la consommation de ces derniers, par suite du manque de travail, doit nécessairement amoindrir aussi leur pouvoir d'acheter, *purchasing power*, comme disent les Anglais, et, par conséquent, les intérêts des autres classes de la société, à tel point que le grand mot de « bon marché » n'aurait qu'une valeur relative. La Suisse n'agit donc que dans l'intérêt général; seulement, tout en élevant les droits sur les tissus élastiques, article de peu d'importance, elle ferait bien d'augmenter aussi ceux sur les filés et les tissus de coton, base essentielle de sa prospérité nationale. Son industrie cotonnière occupe plus de bras que n'importe quelle autre branche de l'activité de sa population, et, en raison de cette majorité, il est du devoir de l'État de protéger le travail indigène.

Les importations étrangères de cotonnades en Suisse augmentent annuellement dans des proportions effrayantes, tandis que les mêmes exportations suisses restent pour ainsi dire stationnaires. Les chiffres suivants en fournissent la preuve :

IMPORTATIONS EN SUISSE.

	1871	1876
Fils de coton écrus. quint.	11,733	15,698
— blanchis ou teints. —	7,411	12,368
Tissus de coton écrus. —	19,521	33,700
— blanchis ou teints. —	23,379	35,985

La grande masse de ces importations ne vient ni de la France ni de l'Allemagne, mais de l'Angle-

terre, et, comme la douane suisse ne constate le mouvement que par les frontières, elle range la plus grande partie des importations, les anglaises comprises, dans la colonne d'Allemagne. En effet, on ne peut guère concevoir qu'en 1876 la France n'y ait importé que 5,545 quintaux de tissus blanchis et teints, tandis que le chiffre de l'Allemagne s'élève à 28,762 quintaux, sur un total de 35,885 quintaux. Les frais de transport fluviaux étant moins chers que les frais par chemin de fer français, voilà pourquoi Manchester expédie ses produits en Suisse par la voie d'Allemagne.

EXPORTATIONS SUISSES.

	1871	1876
Fils de coton . . quintaux	110,262	107,747
Tissus — . . —	232,931	225,491

Entre ces deux années il y a diminution, mais en y comprenant les années intermédiaires, on arrive à une moyenne qui constate l'état stationnaire. C'est encore pour l'Allemagne que les exportations suisses présentent les plus gros chiffres; mais cette fois-ci, c'est bien pour la consommation allemande que l'exportation se fait en grande partie. Ainsi, en 1876, la Suisse n'a exporté en tissus que 48,326 quintaux pour la France, 11,208 pour l'Italie et 160,391 quintaux pour l'Allemagne, sans parler des pays secondaires.

Eh bien, malgré cet état stationnaire des exportations suisses, et malgré l'augmentation écrasante des importations étrangères, l'*Union des industriels et des*

négociants suisses ne pouvait se mettre d'accord pour présenter un rapport homogène au Conseil fédéral, tendant à prouver l'impérieuse nécessité d'une élévation des droits d'entrée. Le comité de l'Union s'est exprimé en ces termes vagues et incolores, qui dénotent une faiblesse d'études économiques ou un aveugle attachement à l'ancien système du laisser-faire :

« La lutte entre le système protecteur et le système du libre échange s'est engagée avec une nouvelle véhémence dans différents pays, à l'occasion du renouvellement des traités de commerce, et partout on exhume les arguments pour et contre déjà connus. En Suisse aussi, des voix se sont élevées ces derniers temps, demandant, d'une manière assez significative (*bedenklicher Weise*), des droits protecteurs modérés et des mesures de rétorsion. »

Mais voici un passage qui atténue singulièrement cet exorde :

« On ne peut assez accentuer, et cela est l'A B C d'une saine politique douanière pour la Suisse, qu'elle doit faciliter le commerce d'exportation en le laissant occuper la première place dans nos relations avec l'étranger. »

En vérité, ces messieurs n'ont pas la moindre notion du système protecteur. Où et quand celui-ci a-t-il empêché l'exportation? Au contraire, après la garantie des marchés intérieurs, c'est l'exportation qui est une de ses bases fondamentales. Veuillez, Messieurs, vous rappeler que le système protecteur n'a jamais imposé les fabrications nationales à la sortie;

il n'a imposé que l'introduction des marchandises fabriquées à l'étranger, et si tel est son caractère primordial, en quoi peut-il alors contrarier les exportations suisses? Avec un principe aussi faux et aussi creux, vous courez à la mort pour votre grande industrie cotonnière, car 40 millions de broches anglaises, qui ne peuvent pas s'arrêter, vont infailliblement arrêter, tôt ou tard, vos 2 millions de broches, d'autant plus que le coton, par le transport terrestre, vous coûte plus cher qu'aux Anglais, et, en second lieu, parce que les frais et la main-d'œuvre, en Suisse, sont, suivant le Dr Leo de Leeuw, aussi élevés qu'en Angleterre. C'est l'Angleterre qui écrase la petite Suisse; vous ne pouvez lui offrir que quelques rubans et des broderies qu'elle dédaigne de fabriquer, et c'est elle que vous ménagez bien plus que n'importe quelle autre nation.

Je comprendrais certaines réserves si la Suisse avait beaucoup de produits agricoles à exporter, mais elle n'en a point. Alors, pourquoi ne pas assurer les marchés intérieurs à l'industrie du pays, quand ils absorbent 70,000 quintaux de tissus de coton contre une exportation de 220,000 quintaux, exportation dont le développement ne serait nullement gêné par le système protecteur. Il n'a jamais imposé à la sortie des marchandises fabriquées à l'intérieur. Les Anglais, au plus fort de la protection, ont défendu la sortie des laines, mais n'ont point imposé, eux non plus, la sortie des étoffes qu'ils en fabriquaient. Le principe, radicalement faux, que le rapport énonce, pouvait être digne des anciens Helvètes, qui ne com-

prenaient la liberté commerciale autrement que les Indiens primitifs ; mais aujourd'hui, ce principe n'a plus le sens commun. Les rapporteurs me font l'effet de ces politiciens acharnés de Paris, qui, lors des dernières élections, lisaient, après minuit, sur les boulevards, dans les dernières éditions des journaux du soir, ce qu'ils avaient déjà lu dans les premières.

Le rapport finit par cette tirade amphigourique, que nous regrettons amèrement pour l'honneur de la Suisse :

« Si nous tenons encore haut le drapeau de la liberté commerciale, nous convenons, d'un autre côté, que le moment est critique et que les idées libre-échangistes, à la veille du renouvellement des traités, paraissent arrivées au point où ses progrès ultérieurs lui seront victorieusement disputés. »

Si le moment est suprême, ce n'est pas ainsi qu'on rédige un rapport impliquant l'avenir industriel de la patrie. Il faut avoir une opinion, l'émettre courageusement et ne pas nager entre deux eaux. L'expérience, Messieurs, ne vous a-t-elle pas déjà démontré jusqu'à la dernière évidence, que la lutte avec la monstrueuse industrie de l'Angleterre n'est pas possible pour une petite nation ? Vous croyez encore que le hasard apportera un changement ? N'y comptez pas. Le libre échange a fait son temps ; il n'a jamais profité qu'à l'Angleterre, où l'industrie est représentée par la grande masse de la nation, et le nombre a toujours écrasé les petits, quelque habiles qu'ils fussent.

Et cependant, en Angleterre même, où, à partir

du premier lord jusqu'au dernier prolétaire, tout le monde est marchand, la conviction se fait de plus en plus jour que le libre échange n'est qu'une science de circonstance et qu'elle tombe en poussière du moment que les autres peuples, en ouvrant les yeux, s'opposent à ses conséquences funestes et perfides. Déjà le ministre sir Stafford Northcote, dont le but était de relever le courage des Anglais pour tuer, par le libre échange, l'industrie des autres nations, a cru devoir réagir contre la confiance ébranlée, en disant dernièrement, à Exeter, « que rien ne serait plus fatal aux intérêts du libre échange (lisez intérêts britanniques) que de faire supposer aux autres nations que certaines restrictions auraient notre sympathie ». Cet aveu, à mots couverts, d'un diplomate, en dit plus qu'on ne pense.

Voici maintenant le résumé de ce qu'écrit un Anglais possédant son sujet dans le *Manchester Guardian*, du 12 octobre 1877, et que je livre à la méditation du Conseil fédéral suisse, pendant qu'il en est temps encore :

« Peut-être jamais, à aucune époque de notre histoire, dit-il, on n'a vu nos industries manufacturières aussi déprimées qu'aujourd'hui, dépression qui peut devenir encore plus intense si l'on ne découvre pas un remède. Elle peut dégénérer à tel point qu'on sera forcé de jeter sur le pavé la grande masse de nos ouvriers. On s'est bercé de la fausse sécurité (*false security*) que, grâce au *free trade*, nous aurons toujours un approvisionnement abondant de pain à bon marché, et nous oublions que le *free trade* n'apportera du pain en Angleterre que si nous avons quelque chose à donner en échange. Cet état de choses peut-il continuer

toujours? Il n'y a pas de doute que pendant les trente dernières années nous avons troqué des calicots et autres textiles avec les pays qui nous fournissaient des denrées alimentaires; mais n'est-il pas devenu clair que cet échange est menacé d'une forte diminution qui nous conduira peut-être un jour, qui n'est pas très-éloigné (*at no far distant day*), à un désastre (*which may lead us to serious disaster*), faute d'un approvisionnement suffisant de céréales. »

Ces sages réflexions montrent mieux que toutes les fausses conclusions libre-échangistes que l'agonie de l'Angleterre commence, et qu'elle ne compte plus sur les effets merveilleux de la liberté du commerce qui conduit la plus puissante nation industrielle à l'abîme. Aussi l'écrivain conclut-il à ce que l'Anglais cultive plus la terre et s'adonne moins à l'industrie. En effet, c'est le seul moyen d'éviter un terrible cataclysme en Grande-Bretagne et de consolider l'existence de l'industrie des autres nations. Mais avec ses institutions du moyen âge peut-elle arriver à cette solution humanitaire sans une révolution sociale? Nous ne le pensons pas.

En attendant, que la Suisse profite des tristes leçons d'une grande rivale condamnant elle-même, mais un peu tard, les égarements du *free trade*, malgré sa supériorité numérique.



CHAPITRE XXVI.

LA SUISSE ET LA PROTECTION.

A la bonne heure! Je disais toujours qu'un peuple, aussi sage et aussi pratique que les Suisses, ne resterait pas longtemps engagé dans une voie qui convenait parfaitement à ses ancêtres, mais qui mènerait leurs descendants tout droit à la ruine. Autres temps, autres mœurs. Lorsque la Suisse n'avait pas encore à lutter contre les débordements effrénés de la monstrueuse industrie anglaise, elle fit peut-être bien d'ouvrir ses portes à deux battants pour mieux s'approvisionner des denrées alimentaires qui lui manquaient; mais, depuis que l'exportation des grains et des farines n'est plus prohibée nulle part, grâce aux intérêts vitaux mêmes des pays producteurs, la Suisse ne doit plus songer qu'à garantir l'existence de son industrie, à elle, en abolissant tous droits d'entrée sur les matières premières et en élevant ceux qui protègent le travail industriel, seule ressource du pays. La législation douanière, telle qu'elle existait jusqu'à présent en Suisse, jurait tout à la fois avec les principes du libre échange et

avec ceux de la protection. Le fisc y percevait, à l'entrée, sur des matières premières, des taxes qui auraient dû disparaître depuis longtemps, car, quelque minime que soit un droit sur les vivres, c'est non-seulement une anomalie, mais c'est un crime. Si le gouvernement fédéral a besoin de revenus réguliers pour couvrir ses dépenses, qu'il grève plus fortement à l'entrée les manufactures étrangères; de cette façon, et tout en protégeant le travail national, il obtiendra ce qu'il lui faut, sans imposer l'alimentation de la classe pauvre et travailleuse.

Honneur donc aux filateurs suisses qui ont si bien compris les sains principes d'une économie politique destinée à enrichir l'État tout autant que la nation. Ils ont adressé dernièrement au Conseil fédéral un rapport, où il est dit, entre autres choses :

« Il sera utile d'élever certains chiffres du nouveau tarif en cours d'élaboration, d'une part pour augmenter les revenus fédéraux, et de l'autre pour ménager la position des principales branches industrielles du pays.

« Pendant que Bâle, appuyée de Genève, place, comme ville frontière, ses intérêts en première ligne et ne voit d'autre remède que le libre échange extrême, nous soussignés filateurs suisses, nous croyons, au contraire, qu'une élévation modérée du tarif renforcera la position précaire de nos industries textiles, mesure qui nous paraît très-nécessaire. Nous espérons que le Conseil fédéral ne manquera pas de placer notre industrie, qui est incomparablement la plus importante, par rapport aux bras qu'elle occupe, aussi haut que l'intérêt du petit nombre de négociants et d'expéditeurs de la ville de Bâle.

« Il est évident que l'augmentation des broches, dans les pays circonvoisins protégés par un tarif douanier, a déjà restreint nos exportations en filés. Pour l'Italie, elles n'existent plus du tout. Il est non moins évident que la concurrence étrangère chez nous annihile notre prétendue supériorité. Ainsi les Belges importent en Suisse des milliers de quintaux de gros numéros ; leur force consiste en ce qu'ils ont le coton brut à meilleur marché que nous, et que les ouvriers, non protégés en Belgique par une loi sur le travail, n'y jouissent que de salaires réduits. Là, les heures de travail ne sont pas réglées par la législation, et on peut y employer des femmes et des enfants. On peut déplorer cet état de choses, mais pour le moment il faut en tenir compte. »

Encore dans ce rapport, les signataires devaient protester contre une fausse idée régnant en Suisse et qui tend à faire croire que la protection intérieure entrave l'exportation. En quoi et comment, je vous prie, Messieurs les libre-échangistes de Bâle, peut-elle l'entraver? Parce que vous avez pratiqué jusqu'ici un libre échange plus ou moins absolu, avez-vous jamais obtenu un traité de commerce plus avantageux pour vous que pour les autres nations? Nullement. Dans les rapports internationaux cela ne vous a procuré aucun privilège. Comment venez-vous alors affirmer qu'une légère augmentation des droits d'entrée sur les fils, augmentation qui touche à peine à votre libre échange, puisse amoindrir vos exportations? Est-ce que les États-Unis d'Amérique font un cas quelconque de votre libre échange? Pas le moindre, et pourtant vous y prenez les cotons bruts dont vous avez besoin. Est-ce que l'Autriche

Hongrie, d'où vous tirez les grains pour votre alimentation, fait le moindre cas de votre libre échange? Non, elle ne tient aucun compte de la masse de blé que vous lui achetez annuellement pour des millions. Elle n'en tient pas compte, parce qu'elle sait que vous ne pouvez pas l'acheter ailleurs à meilleur marché, et sous ce rapport elle a parfaitement raison. La réciprocité n'est qu'un leurre dans le libre échange, et pour la rendre sérieuse et réelle, il faut recourir au moyen indiqué dans le susdit rapport, et qui consiste à élever vos droits d'entrée sur les fabricats au point que vos marchés intérieurs soient assurés à vos industries nationales. L'Autriche-Hongrie sait que vous ne pouvez pas vous passer d'elle pour votre alimentation, et elle ne vous fera d'autres concessions que celles exigées pour l'introduction chez elle de vos fabricats, tout en se moquant de vos parades libre-échangistes. En vous protégeant contre la concurrence étrangère, vos exportations diminueront peut-être; mais, en revanche, votre consommation intérieure de tissus nationaux augmentera, et vous gagnerez plus que vous ne perdez. Un Suisse qui ne reconnaît pas la justesse de ces conclusions est un mauvais patriote; il place ses intérêts particuliers au-dessus des intérêts généraux, attendu que le bon marché anglais, loin d'être le véritable bon marché, n'est qu'un gaspillage déguisé. En admettant même que les tissus suisses coûtent un peu plus cher que ceux d'Angleterre, que gagne la grande masse de la population en achetant des chemises anglaises quelques cen-

times moins cher que les chemises suisses, si, d'un autre côté, elle perd sur le travail national et sur les salaires? Le bon marché anglais est une duperie, et le Suisse qui l'invoque, au nom des intérêts généraux, ne vise autre chose qu'à tuer la poule pour avoir l'œuf.

Après l'adoption du nouveau tarif par le Conseil fédéral suisse, le *Guardian* de Manchester disait :

« Le nouveau tarif suisse, élevant les droits d'entrée sur la plupart des cotonnades, a été approuvé par le Conseil fédéral. Ces changements affecteront bien plus les manufacturiers d'Alsace que ceux de notre pays ; néanmoins, il sera intéressant pour les lecteurs anglais de connaître l'extension du mouvement rétrograde de la part d'une nation qui aurait pu faire mieux. Le tableau suivant fait voir l'ancien et le nouveau tarif :

	PAR 100 KILOG.	
	<i>Ancien tarif.</i>	<i>Nouv. tarif.</i>
	Francs.	Francs.
Fils de coton écrus.	4 à 7	6
— blanchis.	4 à 7	8
— écrus doublés	7	8
— teints	7	10
Tissus de 40 fils	4 à 16	10
— au-dessus	16	15
Mousselines.	4 à 16	15 à 20
Imprimés	16	35
Velours, damassés et piqués.	4 à 16	20

Voilà les Méphistos du libre échange qui déclarent nettement que l'augmentation des droits d'entrée suisses n'atteindra point les intérêts toujours sacrés de la Grande-Bretagne. Je le crois sans peine. Les

filateurs anglais sont quarante contre deux suisses, et le nombre, à prix égaux, l'a toujours emporté. Ce n'est pas tout. Les Suisses payent les frais de transport de Liverpool ou du Havre, même pour les déchets, qui sont de 10 p. c. sur coton d'Amérique et 20 p. c. sur coton de l'Inde, sans parler des frais énormes que les réexpéditeurs de Liverpool et du Havre prélèvent, en changeant quelquefois les balles sous prétexte d'effacement des marques. De tout cela, le filateur anglais ne connaît rien, pas plus que d'une commission d'achat à payer à Liverpool. Il achète par l'entremise d'un courtier, lequel ne lui demande que 1/4 p. c., et pour le déchet il n'en paye le transport que de Liverpool à Manchester, tandis que les filateurs continentaux les plus favorisés payent 1 1/2 p. c. de commission d'achat et 1/4 p. c. de courtage. Comptez tout cela, et vous verrez que les Suisses ont fait des prodiges jusqu'à présent, en luttant contre la concurrence anglaise. Or, faire des prodiges en matière commerciale, c'est tout simplement une folie. On ne travaille pas, on ne paye pas des contributions et des ministres pour s'épuiser en prouesses, et cela au point de vue d'un faux principe économique, à l'avantage des Anglais, qui vont bien en Suisse pour rétablir leur santé délabrée par les excès de boissons, mais qui ne payent ni le Conseil fédéral, ni les contributions du pays.

Il s'ensuit qu'un gouvernement qui sacrifie les intérêts de ses contribuables à un système qui a fait son temps et ne peut plus profiter qu'à un rival redoutable, ce gouvernement-là ne fait autre chose que trahir son pays.

CHAPITRE XXVII.

LE BILAN COMMERCIAL DE LA FRANCE EN 1876.

Suivant le *Journal officiel*, voici quel était le mouvement du commerce extérieur de la France durant l'année 1876 :

	1875	1876
Importations . . Fr.	3,536,654,000	3,950,174,000
Exportations . . »	3,872,632,000	3,509,391,000
Mouvement total. Fr.	<u>7,409,286,000</u>	<u>7,520,065,000</u>

Les éperviers et les serins du libre échange n'en croient pas leurs yeux et recommencent, à qui mieux mieux, à chanter sur l'air *des Lampions* : Notre commerce extérieur a donc augmenté de 110,779,000 francs, vive la liberté commerciale ! M. Jules Siegfried, négociant au Havre, un des plus ardents partisans de l'école de Manchester, fait même, dans un moment de délire, non, je me trompe, en guise d'une réclame pour les élections, un livre portant le titre philanthropique : *Quelques mots sur la misère*. Quelle ironie ! Voilà un homme qui, en très-peu de temps, a fait une grande fortune ; elle devait nécessairement augmenter quelque part la misère, et il

donne des conseils pour remédier au mal. Mais, Monsieur, c'est bien simple : cessez de ramasser tant d'argent et vous ferez moins de pauvres. Tel, nageant dans l'abondance, est mal venu à prêcher ceux qui meurent de faim. Avec un peu de pudeur, vous auriez choisi un autre thème pour capter la bienveillance des électeurs.

Et quels sont les remèdes de M. Siegfried? En économie politique : laisser faire et laisser aller. En économie sociale : l'instruction obligatoire.

C'est vous acquitter à bon marché de la mission que vous assumez. Pourvu qu'on vous laisse encore gagner quelques millions par le libre échange, au détriment de ceux qui sont dans la misère, et vous serez bon prince, en donnant quelques milliers de francs par an pour soulager l'infortune et contribuer à l'instruction publique. *Cesar, morituri te salutant!* Cependant, ils ont tort de vous saluer.

Les importations en France se sont accrues, en 1876, de 413,520,000 francs et les exportations ont diminué de 302,741,000 francs. Les ouvriers ont donc travaillé pour 300 millions de moins et vous, comme négociant, vous aviez votre part dans l'augmentation des importations. Les ouvriers ont perdu et vous avez gagné, malgré la mauvaise marche des affaires. Dans ces conditions, est-il bien loyal de prôner la liberté du commerce? Vous hausserez les épaules, sans doute, et vous me donnerez de nouveau une de ces épithètes qui marquent votre propre origine.

Les exportations des tissus de laine sont descen-

dues de 346,392,000 francs à 317,621,000 et celles de soie de 376,000,000 à 296,818,000 francs. Qui est-ce qui supporte le poids de ces diminutions? Pas vous, Monsieur, mais l'ouvrier, et vous affectez d'être son ami en affichant les couleurs les plus écarlates. Ce n'est pas sincère du tout, c'est plutôt de la comédie. On a conclu un traité de commerce avec l'Angleterre pour écouler les soieries de Lyon et les vins de France, et voilà que les riches Anglais n'en achètent plus; cela ne les empêche pas d'importer en France pour 20,000,000 de francs plus de filés de coton que l'année dernière.

Et on appelle cela de la réciprocité! Il y a en ce moment, Monsieur Siegfried, 50,000 ouvriers à Lyon qui manquent de pain. Ils sont les victimes de votre théorie. Vous êtes assez riche, soulagez-les au lieu d'écrire des livres platoniques.



CHAPITRE XXVIII.

ENCORE LE BILAN DE LA FRANCE.

La douane française accuse comme suit le mouvement général du pays pour les sept premiers mois de 1877 :

IMPORTATIONS.		
	1877	1876
Denrées alimentaires.	514,453,000	496,889,000
Matières brutes, etc.	1,231,740,000	1,269,187,000
Manufactures	263,895,000	275,546,000
Autres marchandises.	111,779,000	156,793,000
Fr.	<u>2,121,867,000</u>	<u>2,188,415,000</u>
EXPORTATIONS.		
Manufactures	1,042,443,000	1,108,328,000
Matières premières, produits agricoles et alimentaires	824,510,000	836,601,000
Autres marchandises.	101,345,000	112,539,000
Fr.	<u>1,968,298,000</u>	<u>2,057,468,000</u>

A en juger par cette statistique, tout va au mieux dans le meilleur des mondes en France. Au milieu d'une crise générale qui se prolonge des années, le bilan de ce pays ne présente que de faibles diffé-

rences. L'importation n'a diminué, sur l'année 1876, que de 66 millions et le chiffre des exportations ne diffère que de 89 millions. Enfin, la valeur des importations dépasse cette année de 153 millions celle des exportations. Si ces chiffres démontraient l'exacte situation commerciale de la France, on pourrait dire que c'est un pays privilégié. Malheureusement, les douanes françaises sont peuplées de gens qui jettent pêle-mêle toutes les libertés dans le même moule, et qui obéissent encore aveuglément aux ordonnances de ce grand réformateur auquel la France doit en partie son amoindrissement. Pour complaire aux Anglais, c'est M. Rouher qui a inventé ces tableaux sommaires au moyen desquels il tâchait de prouver que le libre échange doublerait les richesses du pays. Or, ces tableaux, avec leurs chiffres globaux, ne sont faits que pour éblouir les badauds. Un économiste sérieux ne peut en déduire aucun résultat probant, excepté celui qui a déjà grisé la foule. Pour examiner loyalement dans quelles proportions ces chiffres agissent et réagissent les uns sur les autres, il faut connaître le mouvement de chaque article et de chaque pays, et pouvoir établir, par des rapprochements et des comparaisons, l'effet réciproque d'un système économique. Le *Board of Trade* anglais publie d'abord les chiffres globaux du mouvement général, et ensuite il entre franchement dans tous les détails, article par article; si le gouvernement britannique n'agissait pas ainsi, on ne saurait même pas, d'après les statistiques françaises, quel est le pays de l'Europe qui jouit le plus du traité de com-

merce et qui fait souffrir le plus l'industrie française.

D'après les chiffres ci-dessus, le bilan commercial de la France se solde par 153 millions à son débit, c'est-à-dire que ce pays importe plus qu'il n'exporte. Qui fait pencher la balance à son désavantage? C'est l'Angleterre; et si la balance n'est pas plus défavorable encore, c'est que la France regagne sur d'autres pays ce qu'elle perd avec l'Angleterre. L'industrie britannique importe en France annuellement (je cite le *Board of Trade*) environ 5 millions de livres de fils de coton et 84 millions de yards de tissus de coton. Calculez, et vous verrez pourquoi le bilan tourne contre la France.

Pour savoir si la viticulture mérite bien qu'on lui sacrifie l'industrie manufacturière, il faudrait connaître les exportations de vins français pour l'Angleterre. Prenons la moitié de l'exportation de tous les produits agricoles français, c'est-à-dire la somme de 400 millions; est-ce agir dans l'intérêt du pays que de subordonner l'industrie, représentée par plus d'un milliard, aux producteurs et marchands de vin?

Les gouvernements anglais et allemand, en rendant compte du mouvement de chaque article pour chaque pays, donnent les chiffres, non de la valeur, mais de la quantité. Il en est de même en Suisse, et c'est, je crois, le meilleur système pour apprécier sûrement la situation commerciale d'un pays. Avec la baisse des prix d'une marchandise quelconque, on peut introduire dans un pays deux fois plus de manufactures qu'en temps ordinaire, et tout en se trouvant écrasé, on ne sait jamais par qui on l'est.

CHAPITRE XXIX.

TOUJOURS LE BILAN DE LA FRANCE.

Voici les statistiques du mouvement général du commerce de la France pendant les neuf premiers mois de l'année 1877 :

IMPORTATIONS.

	1877	1876
Objets alimentaires. . Fr.	690,693,000	671,066,000
Produits naturels et ma- tières nécessaires à l'in- dustrie.	1,578,597,000	2,682,922,000
Objets fabriqués	337,185,000	355,219,000
Autres marchandises . .	139,175,000	196,533,000
	<hr/>	<hr/>
Fr.	2,745,650,000	2,905,740,000

EXPORTATIONS.

	1877	1876
Objets fabriqués . . Fr.	1,369,645,000	1,459,393,000
Produits naturels, objets d'alimentation et ma- tières nécessaires à l'in- dustrie.	1,063,958,000	1,082,573,000
Autres marchandises . .	142,197,000	147,831,000
	<hr/>	<hr/>
Fr.	2,575,800,000	2,689,797,000

Cette manière de présenter le bilan commercial, nous l'avons déjà dit, date de l'époque des réformes libre-échangistes introduites en France. Son but principal est d'éblouir le public par de gros chiffres globaux, en masquant les conséquences funestes du nouveau régime. Nous allons le prouver.

On a déjà remarqué, par les bilans de l'Angleterre, où le libre échange domine, que plus le travail national est déprimé, plus les importations des denrées alimentaires augmentent. Cela se conçoit. L'homme doit se nourrir lors même qu'il ne travaille pas, et tandis que les prix des vivres montent tous les jours, ceux des articles de l'industrie nationale baissent. Cette cherté et les importations forcées des denrées alimentaires permettent donc aux libre-échangistes de présenter des bilans du mouvement général comme favorables au pays.

Mais cette fois-ci le mal est si grand, que leurs supercheries arithmétiques étaient impuissantes à escamoter un solde de 169 millions de francs dû à l'étranger pour les importations. La nation française ne l'ayant pas payé en marchandises, elle l'a payé en écus. Elle est donc moins riche de 169 millions de francs.

Cependant la perte du travail national est bien plus grande. Les importations des produits naturels et des matières nécessaires à l'industrie montaient à :

	Fr. 1,578,597,000
et les exportations d'objets fab-	
riqués ne montaient qu'à . . .	<u>1,360,645,000</u>
Perte nette. . .	Fr. 217,952,000

sur la fabrication qui, par l'addition de la main-d'œuvre, aurait dû rapporter autant de bénéfice, sinon plus. Il est vrai que dans le tableau du gouvernement français figure encore à l'exportation la somme de Fr. 1,063,958,000 dont il faut déduire l'importa-
 tion des denrées alimentaires. 690,693,000
 Solde en faveur de la France. Fr. 373,265,000

L'agriculture française aurait donc gagné cette somme si la présentation du compte n'était pas entachée de vices, qu'on ne cesse de découvrir tous les jours dans les statistiques du libre échange. Dans les exportations formant la somme de 1,063,958,000 fr., que nous venons d'aligner, se trouvent aussi comprises des matières nécessaires à l'industrie, telles que coton, laine, etc., grands articles dont la valeur peut s'évaluer, au moins, à 100 millions de francs et qui n'ont laissé qu'une faible commission aux négociants entremetteurs. L'agriculture française n'a donc gagné qu'environ 250, et l'industrie nationale a perdu 217 millions de francs. Les deux comptes se balançant à peu près l'un par l'autre, la France n'a donc rien gagné par la réduction de son tarif douanier, et dans l'ensemble elle a perdu 169 millions de francs, ce qui prouve que sa perte n'est pas exclusivement due à la stagnation des affaires, ainsi que le prétendent perfidement les libre-échangistes. Elle est inhérente au système actuel.

La nation française ne verra jamais clair aussi longtemps que le gouvernement présentera ses sta-

tistiques en valeur d'argent plutôt qu'en poids, et cela pour chaque grand article. Ce n'est qu'en ayant le poids sous les yeux qu'on peut exactement apprécier ce qu'un pays a gagné par son travail, qui seul augmente la richesse nationale.

Pour ne citer qu'un exemple, mais un grand exemple démocratique, je dirai que le peuple des États-Unis est bien plus pratique que le peuple français, non-seulement au point de vue de la comptabilité, mais encore pour ce qui concerne son système économique. Voici comment en Amérique le gouvernement a présenté les statistiques du mouvement général du commerce pour les huit mois finissant au 31 août 1877 (voyez le *Chronicle* de New-York, du 6 octobre) :

Exportations nationales.	. Dollars	367,877,248
— étrangères	.	7,573,637
		<hr/>
		375,450,885
Importations		336,508,163
		<hr/>
Solde créditeur. Dollars	38,942,722

Le peuple américain a donc gagné, pendant les huit mois, la somme de 38 millions de dollars, et ce bénéfice, même en chiffres globaux, est parfaitement établi. Pourquoi? Par la simple raison qu'on sépare bien distinctement ses exportations nationales (*domestic*) des exportations étrangères, qui ne font que transiter, ne profitant qu'à quelques négociants. La France, avec ses vastes côtes maritimes baignant deux mers, est un pays transitaire par excellence, et le gouvernement ferait bien de préciser plus nette-

ment le mouvement intermédiaire, au lieu de jeter pêle-mêle tout ensemble pour tromper les yeux du vulgaire par de gros chiffres, selon les préceptes du libre échange.

Et quelle est la cause qui a fait gagner aux États-Unis, pendant huit mois, 38 millions de dollars contre 64 millions en 1876? C'est le système protecteur, n'en déplaise à M. Rouher, un des champions français de la liberté commerciale, mais non des libertés politiques. Comme on le voit, les États-Unis étaient également atteints, cette année, de la stagnation des affaires, puisque le bilan en sa faveur n'était, pour les huit mois, que de 38 millions, contre 64 millions de dollars de l'année dernière; mais, enfin, ils n'ont rien perdu, au contraire. L'argument des libre-échangistes, qui prétendent que le mauvais bilan de la France est exclusivement dû à la stagnation générale des affaires, est donc radicalement faux, et il n'y a pas de mots assez sévères pour stigmatiser une pareille supercherie pouvant conduire une nation à la ruine, sans qu'elle s'en aperçoive.

Ajoutons encore quelques mots pour bien mettre en évidence ce que l'essai du libre échange a coûté à la France. Nos adversaires, aussi superficiels que perfides, n'ont garde d'entrer dans les détails, où l'on voit précisément les suites désastreuses de l'œuvre de l'homme à trois tronçons. Voyons s'ils ne ressemblent pas à ceux qui se félicitent de n'avoir pas été volés davantage. D'après le *Bulletin statistique* du ministère des finances, le mouvement général du commerce de France était en millions de francs :

<i>Sous le régime protecteur.</i>	<i>Sous le régime du traité.</i>
1829 . . . 957	1869 . . . 6,227
1839 . . . 1,327	1870 . . . 5,669
1849 . . . 1,661	1871 . . . 6,440
1859 . . . 3,906	1872 . . . 7,332
	1873 . . . 7,342
	1874 . . . 7,209
	1875 . . . 7,410

Il en résulte que, sous le système protecteur, le commerce général de la France a constamment augmenté; que de 1849 à 1859, par conséquent en dix ans, il a doublé, tandis que, sous le régime du traité avec l'Angleterre, il est resté presque stationnaire. Si de 1849 à 1859 il a doublé, bien certainement une augmentation analogue aurait continué; ce n'est donc pas le mérite du traité qui, de 1859 à 1869, a poussé le mouvement général de 3,906 à 6,227 millions. Le système protecteur développait, sans interruption, le commerce général de la France, tandis que le traité avec l'Angleterre, depuis 1869, ne le développe plus du tout. On ne peut invoquer un meilleur argument contre les libre-échangistes français qu'en les battant avec leurs propres armes. Oui, on peut encore en invoquer un, beaucoup plus puissant. L'Allemagne a perdu avec son libre échange, depuis 1872, l'énorme somme de 6,382 millions de marks (voyez plus loin), et c'est le libre échange qui la tue financièrement.



CHAPITRE XXX.

LES AVANTAGES ET LES DÉSAVANTAGES DE LA FILATURE ANGLAISE ET FRANÇAISE.

Nous donnons les chiffres suivants d'après une lettre publiée par le *Manchester Guardian*, du 26 avril 1877 :

	<i>Les désavantages en France.</i>	<i>Les avantages en Angleterre.</i>
Coût de la filature et de machines	39 schell.	26 schell. par broc.
Du charbon à Rouen. .	250 den.	125 den. par livre.
Différence d'impositions.	5 den.	

Savez-vous comment cet honnête libre-échangiste veut équilibrer les désavantages de la filature française? Je vous le donne en mille et vous ne le devinerez pas. Il dit : Les ouvriers français travaillent soixante-huit heures, et les Anglais ne travaillent que cinquante-six heures et demie par semaine; les désavantages sont donc compensés, et les droits d'entrée pour les Anglais doivent être abolis. A la bonne heure! L'ouvrier français est donc né pour s'échiner, et la race anglo-saxonne pour ménager sa précieuse santé. Et vive l'humanité! vive le libre échange!

Ce n'est pas l'opinion d'un ouvrier anglais, M. William Leigh, qui dit, dans le même journal et le même jour, que si notre travail est réduit d'une demi-heure par jour, nous ne travaillons pas moins qu'avant l'entrée en vigueur du *Factory-Bill*. Et pour prouver que la réduction du travail n'a pas renchéri le coût dans le tissage et dans les filatures, il dit qu'en Suède et Norvège on se plaint du bon marché de Manchester (*of cheap Manchester goods*), qu'en Prusse on se plaint de la compétition des Anglais à des prix ridicules (*ridiculously low prices*), qu'en Saxe on vend de stissus anglais à des prix inconnus jusqu'à présent, qu'en Autriche, en Belgique et en Italie, on s'est déclaré contre la concurrence anglaise, qu'en France on ne croit pas pouvoir marcher sans restreindre la concurrence anglaise et, enfin, que les Suisses regardent la compétition anglaise comme ruineuse.



CHAPITRE XXXI.

LE BILAN COMMERCIAL DE L'ALLEMAGNE EN 1876.

Voici, d'après le *Merkur*, de Berlin, du 1^{er} décembre, le mouvement comparé du commerce général de l'Allemagne :

	1875	1876
Importations. . .	3,530,700,000	3,802,100,000
Exportations. . .	2,511,700,000	2,676,000,000
Perte, marks.	1,019,000,000	1,126,000,000

En Allemagne, au moins, les libre-échangistes n'ont pas le jeu aussi facile qu'en France ou en Belgique pour donner le change. Il y règne bien quelques incertitudes quant à l'estimation des prix ; mais, comme les statistiques d'outre-Rhin se bornent à indiquer les quantités (elles devraient rapporter les quantités et la valeur, comme celle du *Board of Trade* anglais), il en résulte que, quelle que soit l'évaluation de la valeur des marchandises échangées, les quantités à elles seules dénotent déjà que le bilan est désastreux. M. le professeur Laspeyres de Giessen suppose que la valeur des exportations ne montait, en 1876, qu'à 2,395 millions de marks, et M. le Dr Stöpel les évalue à 2,676 millions, en ajoutant que cette évaluation même peut rester grandement au-dessous de la réalité (*auch dieser dürfte noch weit hinter der Wirklichkeit zurückbleiben*).

S'il en est ainsi, c'est fort heureux pour l'Allemagne; mais on n'en n'est pas moins autorisé à demander pourquoi les affaires économiques d'un grand pays, gouverné par un homme de génie, tel que M. de Bismarck, sont gérées de cette façon négligente et irrégulière? Est-ce pour cacher les résultats funestes du libre échange, ou bien pour conserver la routine de la toute-puissante bureaucratie allemande, qu'on donne des comptes rendus aussi défectueux du mouvement de la fortune publique? Voici un pays qui court tout droit à sa ruine, et on ne fait rien pour l'éclairer, pour scruter et élucider à quelles circonstances les pertes énormes et annuelles sont attribuables; au contraire, on cherche à faire rejeter par le Reichstag l'enquête demandée par les industriels et qui tend à examiner si les causes de l'appauvrissement du pays ne proviennent pas du libre échange. Non, un pareil gaspillage, un pareil aveuglement n'existe nulle part au monde. On dirait, au point de vue économique, que l'Allemagne est une dépendance de l'Angleterre, à l'instar des Indes. L'Allemagne a importé, en

	1875	1876
Des tissus pour	621,400,000	623,000,000
— filés —	192,000,000	170,500,000
— céréales —	417,500,000	595,000,000
de marks, et elle n'a exporté, pour nous borner à ces trois articles, que		
Des tissus pour	233,300,000	212,500,000
— filés —	49,900,000	46,700,000
— céréales —	260,900,000	222,870,000 de m.

et ce grand pays, rempli d'hommes intelligents, érudits, qui ne produit pas assez pour se nourrir, est fanatiquement attaché au libre échange! Mais, grand Dieu! qu'ont donc fait les Anglais pour ensorceler à tel point le peuple le plus instruit et le plus jaloux de son indépendance?

Est-ce que l'économie politique des gouvernants de Berlin consiste à faire tous les dix ans une guerre profitable et à combler ainsi, par la vie des soldats et les indemnités qu'ils obtiennent, les lacunes du bilan commercial creusées par le libre échange? Qu'on y prenne garde, la déesse Bellona est très-capricieuse et quitte souvent les drapeaux.

Ce qui est certain, incontestable, quelle que soit l'évaluation des valeurs, c'est que le mouvement général du commerce d'Allemagne présente les énormités suivantes en quintaux :

	1875	1876
Importations . .	271,872,000	298,146,000
Exportations . .	232,602,000	253,753,000



Comprenez-vous maintenant, Messieurs les économistes français et belges, pourquoi j'ai insisté pour que vos gouvernants donnassent non-seulement la valeur du mouvement général, mais encore les quantités et la nature des marchandises? Sans les quantités et la nature des marchandises, formant la contre-épreuve, je n'aurais osé, à cette occasion, crier à mes amis d'Allemagne : Vous êtes perdus si vous ne remédiez pas à votre situation économique amenée par le libre échange. C'est un suicide et un homicide tout à la fois.

CHAPITRE XXXII.

MOUVEMENT GÉNÉRAL DU COMMERCE ALLEMAND EN 1876 ET 1877.

Voici, d'après les statistiques officielles, quel a été le mouvement commercial de l'Allemagne pour les principaux articles, pendant les deux dernières années :

	IMPORTATIONS.		EXPORTATIONS.	
	1876	1877	1876	1877
Blé. . . quintaux.	13,851,748	19,153,793	7,916,624	14,311,457
Seigle	22,272,978	23,948,247	2,038,339	3,454,849
Coton brut.	3,517,551	3,262,410	705,446	831,740
Fils de coton.	465,495	362,691	193,888	208,013
Tissus	46,582	45,226	252,788	253,357
Fer brut	11,422,674	10,534,166	5,788,347	6,880,382
Machines	574,941	779,302	750,202	834,277
Lin.	665,260	1,394,677	474,920	1,018,499
Chanvre	599,712	806,811	367,981	472,079
Fils de lin.	264,642	218,795	38,022	47,352
Toiles —	73,700	69,676	79,103	68,556
Cuirs bruts	763,885	643,593	225,586	202,497
— ouvragés	111,636	95,659	123,002	119,460
Soie brute.	82,465	73,198	45,986	29,951
Tissus de soie	14,590	12,604	32,204	42,196
Laines.	1,362,065	1,427,323	414,259	463,831
Fils de laine	336,116	290,461	76,600	94,054
Tissus —	134,598	114,726	251,101	272,509

Il résulte de ce tableau que l'Allemagne est un des pays les plus pauvres de la terre. Elle n'a rien à exporter. Du blé, du seigle, du fer, du lin, du chanvre, des cuirs, de la laine, elle importe plus qu'elle n'exporte, et l'exportation de ses fabricats est si minime, que l'importation des matières brutes, servant à l'industrie, est presque totalement absorbée dans le pays. Je ne m'étonne plus que les hommes d'État allemands tiennent tant au libre échange. En effet, il n'est applicable que dans des conditions tout à fait exceptionnelles, à savoir, quand un pays n'a aucun surplus à donner et qu'il doit tout acheter. La Russie, l'Italie, l'Espagne, la France, les États-Unis, les Indes, la Chine offrent leurs produits agricoles en échange; l'Allemagne n'a rien à offrir en grandes quantités, et sans ses fertiles contrées du Midi, sa situation commerciale serait pire encore. C'est cette pauvreté qui a forcé la Prusse à se jeter dans les bras du libre échange, et en présence de ces faits, il est presque impossible d'élever la voix pour la protection de l'industrie nationale. Il n'y a que la Suisse et la Belgique qui se trouvent dans une position analogue. Mais l'industrie y est très-développée depuis longtemps, de manière que ces deux pays payent les importations des denrées alimentaires par leurs produits manufacturiers, ce que l'on ne peut pas dire de l'Allemagne. Je ne connais pas de pays dont la position économique soit aussi difficile que celle de l'empire germanique. L'industrie y aurait droit à une protection, et les lois sacrées de l'alimentation s'y opposent. De tels pays doivent nécessaire-

ment s'appauvrir, si les autres nations, riches en produits agricoles, adoptent le système protecteur pour leurs industries. Elles peuvent hardiment dire à la Prusse : Nous pouvons nous passer de vous, mais vous ne pouvez pas vous passer de nous. Voilà aussi pourquoi l'Angleterre remue ciel et terre pour la généralisation du libre échange. C'est pour elle une question *to be or not to be*. Seulement, il y a cette différence que l'Angleterre, toute-puissante dans l'industrie, peut payer par celle-ci ses importations des denrées alimentaires, tandis que l'empire germanique, comment les paye-t-il? Par des soldes débiteurs, payables en numéraire. En voici les effrayants chiffres. C'est le professeur Wagner qui les a donnés cette année, dans le n° 121 du *National Zeitung*, de Berlin, tirés des statistiques officielles de l'empire. Les soldes débiteurs (*the balance of trade has been against Germany*) du mouvement général du commerce montaient pour l'Allemagne :

En 1872. . .	942 millions de marks.		
— 1873. . .	1,455	—	—
— 1874. . .	1,289	—	—
— 1875. . .	1,267	—	—
— 1876. . .	1,429	—	—
Total. . .	<u>6,382</u>	millions de marks.	

Je ne m'étonne plus que les Allemands aient toujours besoin d'argent, et que le taux de l'escompte y soit toujours très-élevé. Mais ce qui m'étonne au plus haut degré, c'est que le prince de Bismarck ne change pas cet état de choses épouvantable, lui qui

disait naguère au Reichstag, à propos de l'imposition du tabac : « Vous savez que je suis opposé aux impôts directs et partisan des impôts indirects, et que j'aspire, sur ce point, à une réforme complète qui changera en richesse *la pauvreté actuelle de l'empire.* » Et pourquoi l'Allemagne est-elle si pauvre, mon prince? C'est par le libre échange. Le premier devoir d'un pays qui n'a rien à échanger est de stimuler la production, et la stimulation du libre échange n'est qu'un purgatif de plus. Ce n'est pas le tabac qu'il faut imposer pour vous créer des ressources financières, mais les produits d'une concurrence écrasante.



CHAPITRE XXXIII.

IMPORTATIONS ANGLAISES EN ALLEMAGNE.

Les paratonnerres de la monstrueuse industrie cotonnière de Manchester sont positivement, du moins en Europe, l'Allemagne et la France, deux pays enivrés de toutes les libertés, même de celle qui les ruine. Pendant que toute l'industrie continentale est frappée de torpeur, l'Angleterre marche toujours en avant, et pour se décharger de sa production outrée, elle augmente les embarras déjà assez grands des industriels allemands et français, en inondant leurs pays de produits du Lancashire. Tout ce que la concurrence anglaise enlève est donc indubitablement perdu non-seulement pour ces nations, mais encore pour leurs industriels et leurs ouvriers.

Arrivons aux chiffres pour le prouver. Rien n'est plus éloquent que l'arithmétique. L'économie politique, comme les livres d'un négociant, ne se base pas sur de belles phrases théoriques, sur l'ergotisme à perte de vue de quelques hommes égarés ou stipendiés, mais sur des chiffres.

IMPORTATIONS ANGLAISES EN ALLEMAGNE D'APRÈS
LE BOARD OF TRADE.

<i>En juillet.</i>	1876	1877
Fils de coton. . livres	2,877,700	3,704,400
Tissus — . . yards	4,247,300	5,960,000
<i>En août.</i>		
Fils de coton. . livres	2,820,400	3,636,800
Tissus — . . yards	3,610,100	6,336,100
<i>En septembre.</i>		
Fils de coton. . livres	3,900,600	4,058,500
Tissus — . . yards	4,057,900	7,568,300

Voyez ces effrayantes importations au milieu de la stagnation générale; mais ce n'est pas tout. Réduisez les livres anglaises des fils de coton en quintaux, et dites-moi si le chiffre de 107,924 quintaux des importations allemandes donné par la feuille officielle de Berlin (*Monatshefte zur Statistik*) pour les quatre premiers mois de l'année 1877, peut être exact. Voilà comment les libre-échangistes prussiens trompent officiellement, et le gouvernement, et le peuple. Qu'avez-vous à dire, Monsieur le conseiller intime Engel, directeur du bureau royal des statistiques prussiennes? Mais rappelez-vous, je vous prie, que je suis un ancien négociant, que je ne compte que par chiffres et que, par conséquent, je ne me contente pas de ces tirades amphigouriques.

Je ne m'étonne plus que l'illustre prince de Bismarck se soit égaré sur ces questions vitales pour l'Allemagne. Les libertés matérielles et politiques sont cependant corrolaires. L'une ne peut exister sans l'autre, et en lisant dans le *Merkur*, de Berlin, la profession de foi, en matière politico-économique,

du grand chancelier, je me suis demandé comment un homme aussi clairvoyant, aussi pratique, aussi conséquent avec lui-même et aussi grand patriote, peut se laisser enguirlander par l'enseigne décevante du libre échange. Auriez-vous vaincu les Français, mon prince, si vous n'aviez pas eu plus de soldats et plus de canons qu'eux? Vous aimez trop la vérité pour ne pas dire : non. Eh bien! comment voulez-vous alors que 5 millions d'Allemands triomphent de 40 millions d'Anglais, car tel est le chiffre respectif de leurs broches filant du coton. Vous me répondrez que les Allemands trouvent la réciprocité ailleurs. Où? je vous prie, en toute humilité, de me l'indiquer. La compensation se trouverait-elle dans les velours mêlés de coton qu'on fabrique à Crefeld, et dont on a exporté pour l'Angleterre, en 1876, pour 25 millions de marks contre 24 millions, en 1875. Mais cette industrie créfeldienne n'occupait, en 1876, que 15,898 métiers et n'offre qu'une réciprocité illusoire en comparaison de la perte que font, par suite du libre échange, les 5 millions de broches allemandes filant du coton. Vous voulez que les filateurs allemands se mesurent avec ceux de l'Angleterre. Est-ce que la Prusse pouvait se mesurer avec la France, avant que vous n'eussiez réuni tous les Allemands? Pourquoi voulez-vous donc que les filateurs allemands fassent plus que vos prédécesseurs ne pouvaient faire. Laissez-les grandir et se multiplier par la protection, ouvrez ensuite les écluses, et vous verrez, ils vaincront les Anglais comme vous avez vaincu les Français.

CHAPITRE XXXIV.

EXPORTATIONS ANGLAISES POUR L'ALLEMAGNE.

Voici les chiffres des exportations de l'industrie cotonnière anglaise, pendant le mois d'octobre 1877, pour les pays suivants :

FILS DE COTON.	1875	1876	1877
Allemagne, en livres,	3,547,300	3,615,100	6,103,200
Hollande —	3,367,900	3,340,600	3,171,300
France —	342,000	834,400	477,700
Italie —	2,278,400	2,255,100	2,169,600
Autriche —	115,000	293,600	311,100
TISSUS DE COTON.			
Allemagne, en yards,	4,121,400	4,762,100	9,147,300
Hollande —	3,764,800	3,160,200	2,863,200
France —	8,254,000	7,228,100	4,872,000
Italie —	7,530,700	8,441,200	6,613,000
Autriche —	1,052,900	1,245,400	913,000

L'Allemagne importe des filés et des tissus anglais au grandissime galop, absolument comme si la crise commerciale n'y existait pas, que dis-je? comme si tout allait au mieux dans le meilleur des mondes. Et, cependant, on y souffre plus que partout ailleurs. Pourquoi voit-on les importations anglaises aug-

menter dans des proportions aussi formidables pour l'Allemagne, en dépit de la stagnation des affaires ! C'est que les droits d'entrée y sont moins élevés que partout ailleurs ; c'est que Manchester profite de la crise pour tuer l'industrie cotonnière allemande. L'Anglais procède toujours systématiquement ; c'est pour cela qu'il a inventé le système du libre échange, qui est tout ce que vous voudrez, excepté un système honnête et loyalement établi.

Et pourquoi les Allemands supportent-ils un état de choses aussi désastreux ? Parce qu'ils sont passionnés pour toutes sortes de sciences, même pour celle qui n'est qu'une science de duperie ; parce qu'ils sont des rêveurs, des chercheurs de la pierre philosophale et peu rompus à la vie pratique. M. Bueck, par exemple, qui représente la protection, puisqu'il est secrétaire de l'Union des industriels allemands, disait naguère, au Congrès de Francfort, que la doctrine d'Adam Smith régénère la situation économique d'un pays. Un autre personnage très en vue, M. de Steinbeis, émettait dernièrement dans le *Gewerbeblatt aus Württemberg*, le principe que voici :

« Rien n'est plus erroné que de combattre l'importation en principe. Un bénéfice sur les achats enrichit aussi bien qu'un bénéfice sur la vente, qu'il soit question de matières brutes ou de marchandises fabriquées. Du moment qu'on les emploie d'une manière lucrative, on contribue à la prospérité du pays. Chacun peut s'en rendre compte en jetant un regard sur ce qu'il possède ; il n'augmente pas seulement par l'argent gagné, mais il augmente aussi par l'achat des choses utiles. »

En théorie, la thèse est bien posée, mais en pratique elle est radicalement fautive. Il est indubitable, et c'est l'essence même du système protecteur, que les importations des matières brutes profitent à la nation, mais conclure de là que, quel que soit l'achat fait à l'étranger, il augmente toujours dans la même proportion la richesse nationale, c'est une maxime qui généralise bien une idée, mais dont l'application conduit à la misère. J'importe des filés ou du fer brut anglais, je gagne de l'argent, mais je ruine toutes les filatures et tous les maîtres de forge de mon pays; croyez-vous, Monsieur von Steinbeis, que je fasse une œuvre méritoire pour la patrie? A ce compte, il faudrait se passer de la première transformation de la matière brute et en charger les Anglais. Et croyez-vous aussi que ceux-ci s'en chargeraient s'ils n'y trouvaient pas leur compte? Allons, avec des savants de cabinet (*Stubengelehrte*) d'Allemagne on ne discute que des questions transcendentes!

Le gouvernement autrichien, bien plus perspicace et plus dévoué aux intérêts du pays que celui d'Allemagne, ne voulait renouveler le traité de commerce avec cette dernière qu'en élevant partiellement ses droits d'entrée, non pas parce qu'il craignait l'industrie allemande, mais parce qu'il craignait de devoir, plus tard, accorder les mêmes avantages aux Anglais par la clause « des nations les plus favorisées », et voilà presque toute la presse berlinoise de jeter feu et flamme contre l'Autriche! Je me demande quel intérêt ont les journaux, les législateurs et les hommes

d'État allemands de soutenir plutôt l'Angleterre, par le libre échange, que leurs nationaux, par la protection? Qu'est-ce que cela me fait, en bon compatriote, si tel ou tel industriel allemand s'enrichit, pourvu que ses richesses répandent le bien-être dans le milieu des classes ouvrières? Est-ce que les intérêts de l'Angleterre sont plus sacrés que les intérêts de la grande masse de la population de mon propre pays? Ou bien n'est-ce qu'une aberration mentale que cet engouement pour le libre échange, lequel, ainsi que nous l'avons démontré dernièrement, rend les vivres plus chers et ne vend que des chiffons à bon marché?

Voici un royaume, la Prusse, le plus pauvre de tous les pays de l'Europe, qui n'a presque rien à exporter en fait de produits agricoles, qui n'a pas de fabriques, excepté celles des provinces rhénanes, trop jeunes encore et pas assez nombreuses pour lutter contre la monstrueuse suprématie de l'Angleterre (on a vu cela à l'exposition de Philadelphie), et les Prussiens s'entichent du libre échange! C'est le cas d'invoquer le verset de l'Évangile : Pardonnez-leur, ils ne savent pas ce qu'ils font.

Mais, grand Dieu! avec des bilans aussi désastreux que ceux donnés au précédent chapitre, est-il permis à un Allemand de songer à d'autres intérêts qu'à ceux de son pays? Ou bien la Prusse serait-elle tellement inféodée à l'Angleterre qu'elle ne voit pas l'origine de sa pauvreté, malgré les six milliards payés par la France? Si elle veut rattraper sur d'autres nations ce qu'elle perd annuellement avec l'Angleterre, alors les Autrichiens doivent bénir leurs

hommes d'État d'avoir résisté aux folies du gouvernement de Berlin, je dis de Berlin, car ceux du Sud sont loin de vouloir s'offrir en holocauste à l'industrialisme débordant des Anglais. Le cosmopolitisme britannique est une impérieuse nécessité, celui d'Allemagne est une folie. Ou bien serait-ce vrai ce que Luther disait déjà au xv^e siècle : « Dieu a jeté là les Allemands pour qu'ils dissipent leur or et leur argent à l'étranger et qu'ils restent toujours des mendiants après avoir enrichi le monde. L'Angleterre serait moins riche si l'Allemagne lui laissait ses draps. »

En ce temps-là il en était déjà ainsi? Si l'Allemagne avait eu à payer cinq milliards, dit le sénateur Godefroy de Hambourg, je ne pense pas qu'elle eût pu s'en acquitter.



CHAPITRE XXXV.

L'ITALIE ET LES TRAITÉS DE COMMERCE.

Décidément, les hommes d'État italiens, même les plus avancés, ont plus de patriotisme, plus d'expérience et plus de grandeur de vue, que ceux des autres pays du continent européen. Ils ne vivent pas d'illusions, comme en France, par exemple, et en Allemagne, et si dans un moment suprême ils sacrifient les intérêts matériels de leur patrie dans un but national, ce sacrifice n'est que temporaire, et ils reviennent bientôt aux sains principes d'une économie politique, rationnelle et indépendante, dépouillée de toutes déclamations salariées et de grands mots ronflants.

Déjà le ministère Minghetti s'était montré disposé à protéger davantage certaines branches de l'industrie italienne au prochain renouvellement des traités, et M. Depretis, le chef du dernier cabinet, qu'on croyait un instant plus ébloui que tout autre du mirage des libertés sans contrôle et de bon marché imaginaire, semble vouloir suivre les judicieuses tendances de son prédécesseur. C'est que M. Depretis, aussi bon patriote qu'habile financier, est ennemi du lyrisme ; ne comptant qu'avec la réalité des faits, il a

parfaitement compris que les libertés politiques ne peuvent être confondues avec les libertés commerciales, que toutes les libertés doivent être limitées d'après les capacités et le caractère de chaque pays, si l'on ne veut s'exposer à retomber dans le cercle vicieux des sauvages, qui étouffent les faibles à l'aide d'une liberté brutale. Est-ce de la liberté, par exemple, quand un Anglais vient chez moi et me dit : Il ne me convient pas que vous fabriquiez des chemises; je m'en charge, moi; allez cultiver les champs et, en échange de mes chemises, je prendrai vos produits agricoles, s'ils sont à bon marché, bien entendu. Je lui répondrais : Mais pourquoi tenez-vous tant à fabriquer des chemises? C'est parce qu'elles rapportent plus que les travaux des champs. Je ferai chez moi ce qu'il me plaît, et si la classe pauvre paye un peu plus cher ma fabrication, en revanche, je donne à mes ouvriers un salaire supérieur à celui qu'ils obtiendraient à la campagne. Voilà l'attitude qu'un homme libre doit prendre vis-à-vis d'un Anglais du moyen âge, qui ne fait briller le mot de liberté que pour opprimer et duper les autres.

Il paraît que M. Depretis, en perspicace Italien, a vu le dessous des cartes des Anglais, et il leur dit : Vous nous avez soutenus par des paroles qui ne vous coûtaient rien, lors de notre guerre d'indépendance, pour nous arracher un traité de commerce exorbitant qui nous coûte très-cher. Assez de sacrifices pour votre appui platonique! Établissons maintenant nos rapports sur des bases plus sérieuses. Nous

ne voulons plus être écorchés. *L'Italia farà da se.*

La première condition que les négociateurs italiens posèrent à Paris fut le remplacement des droits *ad valorem* par des droits spécifiques. Le gouvernement français accepta cette proposition en principe, et il n'a fait que son devoir. Un organe inféodé aux Anglais, *l'Économiste français*, dit ironiquement à ce sujet « qu'il faudrait être bien ignorant des choses de ce monde (ouf!) pour croire que ce sont les Italiens qui, en 1876, en ont fait la découverte ». Non, messieurs les tartufes du libre échange, les Italiens n'ont pas inventé les droits spécifiques; le vrai et le beau sont absolus et éternels, ils n'ont pas besoin d'être inventés. Mais ce que les Italiens ont inventé, et c'est une preuve de leur habileté, c'est l'art d'avoir constitué leur unité nationale aux frais d'une nation qui se perd dans des élucubrations théoriques.

Quant aux droits *ad valorem*, c'est une question à peu près du même genre que celle que l'empereur Badinguet proclamait jadis emphatiquement, à savoir « que la France seule est capable de faire la guerre pour une idée ». Les droits *ad valorem* sont également une idée de dupes, et si ce n'était pas le cas, les Anglais, qui savent mieux calculer que les idéologues, n'y attacheraient pas autant d'importance. Il n'y a pas de fumée sans feu.

Nous faisons suivre ces réflexions par le compte rendu de la séance de l'assemblée générale des fabricants de coton italiens, qui a eu lieu, à Turin, en 1877. M. le commandeur Paul Mazzonis, après avoir invité l'illustre sénateur Alexandre Rossi à la

présidence, a prononcé le discours dont voici la substance :

« Ce jour, disait-il, est solennel pour nous, car nous avons le bonheur de nous constituer en association à l'effet de promouvoir les intérêts de notre industrie cotonnière et de notre pays.

« Les discussions qui ont eu lieu, au sein de notre comité, ont fait de plus en plus ressortir cette vérité incontestable, reconnue par vous tous, Messieurs, que l'industrie cotonnière italienne se trouve dans des conditions très-mesquines, comparativement à celle des autres pays. Il est douloureux de dire que l'Italie, dans le travail du coton, est inférieure à tous les pays de l'Europe ; l'Angleterre possède 39 millions de broches et l'Espagne même, qui n'a que la moitié de notre population, fait tourner 2 millions de broches, tandis que nous, Italiens, nous en avons à peine 700 milles. C'est une vérité humiliante pour nous. Notre comité a examiné sans passion quelle en pouvait être la cause, et il a acquis la certitude que cette infériorité ne dépendait ni de la bonne volonté ni de l'attitude des Italiens. A force de recherches, il en a trouvé la cause dans les traités de commerce actuellement en vigueur ; il s'ensuit donc, Messieurs, que quelques efforts que fasse notre association pour faire progresser notre industrie, elle ne réussira guère, si nous ne sommes pas mis dans des conditions telles que nous puissions lutter avec l'étranger.

« Pas même l'eau, continuait M. Mazzonis, comme force motrice, ne nous coûte moins cher que le charbon aux Anglais, et si l'eau nous manque, nous sommes obligés d'acheter le charbon quatre fois plus cher que les Anglais (*quattro volte di piu di quanto è pagato dalli Inglesi*).

« Il s'agit donc de savoir si l'Italie doit rester dans les conditions qui permettent aux Anglais d'importer chaque année pour 120 millions de cotons travaillés, dont 50 millions sont représentés par la main-d'œuvre ; il s'agit de

savoir si nous devons laisser émigrer un grand nombre d'Italiens faute de travail; il s'agit de savoir si nous devons persister dans ce malheureux système depuis si longtemps pratiqué, et qui nous force d'importer toujours plus que nous n'exportons, système qui a amené la ruine économique de notre pays.

« Ceux qui voudraient voir notre industrie détruite, sous prétexte que les fabricants de coton réalisent de trop grands bénéfices, sont complètement dans l'erreur. Si c'était vrai, et c'est un argument invincible, il ne nous serait pas fourni par l'étranger plus que $\frac{2}{3}$ du coton travaillé qu'on consomme en Italie, attendu que pour gagner le plus possible, les producteurs italiens se seraient déjà mis en mesure de pourvoir à tout ce que demandait la consommation italienne.

« Nous ne demandons pas une grande protection, nous demandons seulement que, dans la lutte industrielle avec l'Angleterre, il nous soit accordé une trêve, afin de grouper et de développer nos forces. »



CHAPITRE XXXVI.

LE BILAN COMMERCIAL DE L'ITALIE.

Le mouvement général du commerce italien a été, pour les neuf premiers mois de 1877, comme suit :

IMPORTATIONS.	1876	1877
Denrées alimentaires .	147,008,000	170,263,000
Matières brutes. . .	327,226,000	342,961,000
— fabriquées .	413,949,000	363,389,000
Autres marchandises .	34,321,000	24,447,000
Lires.	<u>922,504,000</u>	<u>901,060,000</u>
EXPORTATIONS.		
Denrées alimentaires .	294,870,000	273,213,000
Matières brutes. . .	160,547,000	151,394,000
— fabriquées .	358,128,000	324,179,000
Autres marchandises .	14,035,000	13,079,000
Lires.	<u>827,589,000</u>	<u>761,865,000</u>

Voilà encore un bilan dressé par les adeptes du libre échange. Il ne donne que la valeur, et qui est-ce qui en a déterminé l'importance? On le sait bien dans les bureaux de l'administration italienne, mais le public n'y voit que du bleu. On a cependant vu,

par le bilan commercial de l'Allemagne, combien la valeur peut différer d'une estimation à l'autre, et combien il est difficile de la contrôler sans connaître les quantités qui lui servent de base.

Il est vrai que, cette fois encore, nous n'avons pas besoin de connaître les quantités; tel qu'il est, le bilan présente déjà des résultats assez désastreux, surtout pour un pays qui commence à peine à exister de sa propre vie.

L'Italie importe toujours plus qu'elle n'exporte, et cette année, pendant les neuf mois, ses importations excèdent de 140 millions de liras les exportations. Je demande comment elle règle ces soldes annuels? Absolument comme un simple mortel. Il n'y a pas, il ne peut pas y avoir, deux manières de balancer les comptes. J'ai acheté pour 901 millions de marchandises à tel ou tel individu, à qui je ne puis en offrir ou qui ne veut en prendre que pour 761 millions; comment dois-je régler la différence? Car, en définitive, si ce n'est pas aujourd'hui, ce sera demain, et si mon créancier est très-coulant, ce sera en dix ans que je serai forcé de la régler; mais, enfin, elle doit être réglée tôt ou tard, à moins que je ne fasse faillite; et si je produis chaque année moins que je n'importe (et c'est le cas pour l'Italie); en quoi voulez-vous que je règle mon compte sinon en espèces? Mon capital diminue donc; mais, comme je suis très-riche, je puis supporter ces pertes pendant de longues années; et en les supportant frivolement, je m'achemine vers une banqueroute. Impossible de sortir de là. Il n'y a aucune différence entre la situa-

tion d'un individu et celle d'une nation, à l'exception que cette dernière vit et souffre plus longtemps.

Écoutez maintenant comment le libre échange explique le règlement des comptes entre nations, et dites-moi, je vous prie, si ce n'est pas une duperie déguisée. Il dit que les comptes ne se balancent pas en espèces, mais en marchandises, et qu'ils ne se balancent pas tout de suite, mais en plusieurs années. Ne voyez-vous pas d'ici l'affreux usurier d'un système perfide?

Je reste débiteur des soldes annuels à mon correspondant, supposons, pendant dix ans, m'imaginant de pouvoir m'en acquitter en marchandises; pour m'exploiter le plus longtemps possible, c'est-à-dire tant que je possède quelque chose, il est très-accommodant. Les soldes augmentent d'une manière effrayante par le cumul des intérêts; je suis obligé d'user et d'abuser du crédit, et comme je produis annuellement moins que je ne consomme, je me trouve, un beau jour, forcé de déposer le bilan. Alors mon créancier libre-échangiste devient d'emblée protectionniste et saisit le reste de ma fortune si stupidement dilapidée à son profit. Nous avons vu cela pour la Turquie et l'Égypte, qui, ruinées par les soldes qu'elles ont dû payer en guise d'emprunts à l'Angleterre, furent abandonnées par elle à leur misérable sort, après avoir été pillées par le libre échange. Et alors *la comedia è finita*.

Tenez, Messieurs, les libre-échangistes anglais ressemblent aux marchands de comestibles de Bruxelles. Vous savez que la Belgique, adorant les

Anglais, est son fidèle satellite en matière commerciale. On dirait qu'elle est au comble de la prospérité. En effet, il y a des gens immensément riches, mais en petite minorité, et d'autres immensément pauvres, et ceux-ci forment la majorité. Suivant les principes du libre échange, le plus grand nombre des Belges achètent tout à crédit, même les denrées alimentaires. Vous me direz que ce n'est pas un mal, et moi je dis que c'est un très-grand mal. Voici pourquoi. D'abord, le pauvre n'en jouit pas, on ne lui fait crédit que du jour au lendemain, tandis qu'à ceux qui habitent une belle maison ou qui possèdent un équipage, le crédit ne manque pas chez les bouchers, chez les boulangers, chez les poissonniers, mais c'est un crédit chèrement payé.

Il y a quelques années, en achetant une sole, argent comptant, à mon poissonnier, je le vis en grande fureur. Je lui en demandai la raison. « Figurez-vous, me dit-il, qu'il y a des gens qui ont voitures, qui vont à l'exposition de Vienne, et qui ne peuvent me payer un à-compte sur une note de huit cents francs qu'ils me doivent, depuis six mois, pour des homards vendus à bon marché. »

Voilà l'effet du libre échange, l'abus du crédit, offert par une concurrence désordonnée, par une guerre sauvage de bon marché. Il arrive un moment où l'acheteur, épuisé par le crédit et l'excès de sa consommation, ne peut plus régler ses comptes.

Il en est de même des nations, et le peuple belge, si épris de libertés, s'apercevra, lui aussi, mais un peu tard, que la liberté commerciale n'a pas plus de

rappports avec les libertés politiques que les dogmes de Confucius avec ceux de la chrétienté.

Revenons à l'Italie. En témoignant un amour platonique à son indépendance, les Anglais lui ont arraché, par surprise, un traité de commerce désastreux pour elle. Ce n'était pas *fair*, je me sers d'une expression anglaise, mais, enfin, ils sont habitués à agir ainsi. L'indépendance italienne a été conquise et raffermie par les Français et les Allemands, et c'est l'Angleterre qui en tire le plus grand profit, l'Angleterre avec laquelle la lutte industrielle est une mort certaine. Est-ce juste, est-ce rationnel? Pourvu que l'Italie ne se trouve pas un jour dans la même position que ce monsieur qui ne pouvait pas payer son marchand de poisson. Ce n'est qu'alors que le *Diritto*, journal de Rome, saura qu'il est dangereux, pour ménager ses abonnés dans tous les camps, d'étourdir ses lecteurs de ces grandes phrases vides comme celle-ci : « *Per quanto amici del libero scambio, noi siamo però decisi a non consentire alle altre nazioni alcun favore di trattamento daziario, senza compenso equivalente.* »



CHAPITRE XXXVII.

UNE TARTINE DU LIBRE ÉCHANGE BELGE.

On lisait dans le *Précurseur*, d'Anvers, du 30 septembre 1877 :

« A l'occasion des grèves récentes, plusieurs journaux ont recommandé, comme les moyens les plus efficaces d'en prévenir la fréquence, la diffusion de l'instruction et l'épargne. L'ouvrier a profité, dans une mesure assez large, de la prospérité de nos industries; son salaire a été très-élevé, plus élevé que le traitement de l'immense majorité des employés de l'État. Maintenant, les charbonnages belges ont à lutter contre la concurrence des charbonnages anglais, rendue d'autant plus redoutable que la consommation des usines est plus restreinte. A moins de cesser tout travail ou de travailler à perte, ils sont obligés de réduire les salaires. L'ouvrier ne gagne plus assez pour vivre, comme il vivait pendant les bonnes années. S'il a une famille nombreuse, il doit s'imposer de dures privations, Et, naturellement, la gêne l'irrite et le rend accessible aux excitations mauvaises dont le résultat est d'aggraver encore sa position. Évidemment, l'épargne est une amie aussi sûre que la grève est une ennemie dangereuse quand l'abaissement du salaire est un fait dépendant, non de la volonté du patron, mais d'une loi économique inévitable. »

Quelle est donc cette loi économique inévitable, oh! grands hommes du *Précurseur*? Vous êtes bien embarrassés de me le dire. Votre loi inévitable est celle du libre échange anglais, dont vous n'avez jamais étudié sérieusement les principes et les conséquences funestes, et, pour donner le change, vous enfourchez le dada de l'époque, celui de l'instruction, un dada, sans doute, fort respectable, mais insuffisant pour de longues années à venir. Et tant que l'instruction ne se répandra pas dans les masses, vous croyez que l'État, qui l'a négligée jusqu'ici, n'est pas tenu de couvrir les défauts de l'éducation de l'ouvrier en lui garantissant au moins les marchés intérieurs? Mais alors le gouvernement manque à son premier devoir, qui consiste à protéger la majorité des contribuables jusqu'à ce qu'elle soit suffisamment instruite, ce qui ne se fait pas du jour au lendemain. Et pendant ce long intervalle, vous voudriez laisser écraser l'ouvrier belge par le *free trade* anglais, qui ne favorise que le commerce d'Anvers? Vous convenez vous-mêmes que les souffrances des houilleurs du pays proviennent de la concurrence anglaise; les Anglais vendent donc les charbons à meilleur marché que les Belges, et malgré cela, vous ne trouvez d'autre moyen pour soulager leur misère qu'une loi économique inévitable, une phrase ronflante, usée jusqu'à la corde, et qui n'a pas le sens commun. Ah! je me trompe. Vous parlez aussi de l'épargne. Il est facile d'économiser quand on gagne beaucoup; mais quand, par suite de la réduction du salaire, on ne gagne pas assez pour vivre, comment

économiser? L'Anglais ne veut pas cultiver la terre, ce serait indigne d'un gentleman; et, après avoir fait renchérir les vivres à l'ouvrier belge même, il lui fait encore une concurrence désastreuse sur un terrain où l'on a cru, jusqu'ici, le Belge invincible et où il puise une grande partie de sa richesse. Est-ce juste, est-ce équitable cela? Si l'on approuve un pareil système, alors il faut désespérer de l'honnêteté des sentiments et déclarer sans ambages que les Anglais ont rendu fous bien des gouvernants par le libre échange. Abaisser les salaires et parler d'épargne, c'est de l'amère ironie!

Examinons maintenant le bilan général du commerce belge, et voyons si les raisonnements du *Précurseur* ne sont pas des phrases creuses que les libre-échangistes copient les uns des autres, sans en peser la portée.

M. le ministre des finances disait, dans son dernier rapport adressé à S. M. le roi :

« Nonobstant la continuation de stagnation du commerce et de l'industrie, le mouvement de notre commerce international de 1876 présente dans son ensemble une augmentation sur les résultats de l'année antérieure. »

C'est une tirade du libre échange pur, n'en déplaise à M. Malou. C'est par ces tirades et par ces fausses conclusions qu'on induit en erreur délibérément le public sur ses véritables intérêts.

« Les importations et les exportations générales réunies, continue le ministre, sont de 4,543,800,000 francs, et ce chiffre dépasse de 117,600,000 francs, ou 3 p. c., celui de l'année antérieure. »

Jusqu'ici, nous n'avons rien à redire, excepté que c'est bien ainsi qu'on vante les bienfaits du libre échange. Mais voici l'accroc.

Les importations arrivées en Belgique pour la consommation intérieure, pour le *transit* et pour l'*entrepôt*, représentent 2,460,400,000 francs, et le commerce général à l'exportation (marchandises belges et *étrangères réunies*) ne s'élève, d'après le rapport de M. Malou, qu'à 2,083,400,000. Différence en moins, 24,200,000 francs, ou 1 p. c., comparative-ment à 1875. Qui est-ce qui a payé cette différence en argent? C'est le pays. Le calcul en est fort simple; il n'y a pas de contorsions arithmétiques qui tiennent.

Suivant les errements decevants du *free trade*, M. le ministre ne manque pas de constater :

« Que les produits *étrangers*, que la Belgique a reçus pour sa propre consommation et les produits provenant de son sol et de son industrie qu'elle a envoyés à l'étranger pendant l'année 1876, représentent une valeur de 2,512,400,000 francs, soit une augmentation de 103,500,000 francs, ou 4 p. c., sur les résultats de l'année 1875. »

C'est présenter les comptes toujours sous un aspect favorable, et c'est par des mirages pareils qu'on entretient les illusions de la foule, qui ne prend pas le temps de traduire les chiffres en faits. M. le ministre en apporte lui-même la preuve la plus convaincante, puisque, après avoir fait ressortir les brillants résultats du libre échange, il finit son rapport par cet alinéa qui, à nos yeux et aux yeux de tout homme sage, est d'une force capitale, détrui-

sant de fond en comble tous les avantages de son rapport. Cet alinéa, le voici :

« La valeur des produits belges exportés s'élève à 1,063,800,000 francs, soit une différence en moins de 38,000,000 de francs, ou 3 p. c., avec les résultats de 1875. »

La Belgique est un pays industriel; elle a donc perdu, en 1876, 38,000,000 de francs, c'est constant; et, d'après les prémisses libre-échangistes du rapport, on dirait qu'elle nage dans la prospérité. Ce n'est pas le peuple qui nage dans la prospérité, Monsieur le ministre, mais seulement les négociants d'Anvers et d'autres lieux, qui introduisent des fabriqués étrangers pour gagner de l'argent à n'importe quel prix, et qui par là font une concurrence désastreuse à l'industrie du pays. La grande masse du peuple belge, composée d'ouvriers, ne gagne donc rien au libre échange; au contraire, elle a fait, conjointement avec les industriels, une perte de 38,000,000 de francs, en 1876. Le bilan général du commerce, présenté sous des couleurs si brillantes, ne lui a donc guère profité. A la nation (à part les négociants qui n'augmentent point la richesse nationale) il n'a pas profité non plus, puisque l'exportation générale des marchandises belges et *étrangères* réunies présentait une différence en moins de 24,000,000 de francs, comparativement à 1875. Et si l'on en défalque les exportations des marchandises étrangères, la perte pour l'industrie belge est plus forte encore.

Cette différence de 24 millions a dû être réglée d'une manière ou de l'autre; M. le ministre des

finances le sait mieux que personne. Comment la Belgique l'a-t-elle réglée? C'est en écus dont l'exportation a appauvri d'autant le pays. Il n'y a pas à sortir de là, messieurs les libre-échangistes. Vous pouvez transférer un solde débiteur d'une année à l'autre (c'est là où gît le lièvre), mais il doit être payé tôt ou tard, soit en argent, soit en marchandises, et si vous ne parvenez à le régler en marchandises qu'au bout de dix ans, le pays perdra toujours jusque-là. Il perdra son capital, avant d'arriver à un règlement de compte définitif, absolument comme un négociant qui est au-dessous de ses affaires. Il n'y a de distinction entre les agissements individuels et une nation que celle d'une résistance plus ou moins longue.

Voilà le revers de la médaille du libre échange. Que M. le ministre, qui est un habile financier, me prouve le contraire, par des chiffres justement alignés, et je courberai la tête très-humblement. Mais jusque-là, je persisterai à soutenir que le brillant rapport qu'il a présenté à S. M. le roi est un rapport désastreux pour la Belgique.

Les brillantes réflexions que fait sur le même rapport le correspondant berlinois du *Précurseur*, dans son numéro du 16 octobre, ne sont que les émanations d'un esprit, sans doute patriotique, mais peu versé dans l'économie politique. Il confond l'immense transit qui se fait par la Belgique, et qui ne rapporte qu'une faible commission à un petit nombre de négociants, avec le commerce et l'industrie indigènes, lesquels profitent à toute la nation.

CHAPITRE XXXVIII.

LE MOUVEMENT COMMERCIAL DE LA BELGIQUE.

Étant donné qu'il n'y a pas de lièvre, comment faire un civet? Qu'à cela ne tienne, répond le correspondant berlinois du *Précurseur* d'Anvers, j'en arrangerai un avec les abatis d'un chat. Lui, il connaît tous les secrets, ceux de M. de Bismarck, de la plus haute politique allemande, les solutions des savants, les intrigues du théâtre, les trucs des usuriers et les sympathies extraordinaires que les Berlinoises ont témoignées à un gorille décédé. C'est un homme omniscient et surtout un rare économiste.

Le 16 octobre 1877, il s'extasiait dans le *Précurseur* sur les splendides résultats du bilan commercial de la Belgique, bilan qui accusait, pour les neuf mois révolus, des chiffres stationnaires à l'importation et 1 p. c. d'augmentation à l'exportation. Il disait, entre autres : « Somme toute, la Belgique, comparativement à sa population, est incontestablement à la tête de toutes les nations du globe pour le commerce. » J'aime le patriotisme, c'est une belle qualité, mais je ne suis nullement friand de ses

exagérations. Elles mènent ordinairement les peuples aux plus grandes déceptions. Toute l'Europe souffre de la crise actuelle, que dis-je? le monde entier en souffre, et suivant le correspondant du *Précurseur*, tout va au mieux dans le meilleur des mondes en Belgique. Est-ce possible, est-ce logique? La Belgique serait donc la terre promise, et les plaintes du commerce et de l'industrie belges ne seraient que des mensonges? Qu'à cela ne tienne, le correspondant du *Précurseur* est un libre échangiste à tous crins, et comme tel, les affaires de sa patrie doivent marcher quand même. Cependant, il convient lui-même « qu'à l'exportation la Grande-Bretagne a perdu 2 milliards, la France un demi-milliard, l'Allemagne plus de 625 millions, la Belgique en a été quitte pour 81 millions ». Nous allons voir tout à l'heure si les bases, sur lesquelles le correspondant du *Précurseur* établit ses calculs, sont aussi incontestables qu'il le suppose. En attendant, qu'il nous permette de lui dire que, eu égard à la population, aux immenses possessions de l'Angleterre et à son gigantesque mouvement commercial, la perte de la Belgique, à l'exportation, était bien plus forte que celle de la Grande-Bretagne.

Passons à un autre cuisinier de civet libre-échangiste. C'est M. Émile Lefèvre, également ami du *Précurseur* d'Anvers, où il a publié, le 4 décembre, une lettre remplie des merveilles du *free trade*. Qu'un négociant y tienne, c'est de commande. Quel que soit l'effet de la liberté commerciale sur la fortune publique, pourvu qu'il gagne, lui, de

l'argent, toute la question est là. Comme simple transitaire de marchandises étrangères, il gagne à peine de quoi vivre, et il veut se mettre sur le même rang qu'un industriel qui occupe mille ouvriers. N'est-ce pas absurde? Dans son inventaire on ne trouverait quelquefois « qu'un petit bon Dieu pendu à la cheminée ne valant pas le diable », ainsi qu'un bon carliste accusait dernièrement son avoir aux autorités espagnoles.

Mais revenons à M. Lefèvre, qui proclame M. Richard Cobden son illustre maître. Mauvaise recommandation, Monsieur. Cobden n'a jamais été qu'un commis voyageur de l'école de Manchester, et comme tel, il n'a pas laissé les meilleurs souvenirs, même en Bourgogne, où on l'a fêté en 1860, croyant pouvoir vendre plus de vins aux Anglais et à des prix plus élevés que par le passé. Or, l'exportation française de ce liquide n'a pas augmenté par le libre échange dans la même proportion qu'on s'y attendait, tandis que l'importation en France des manufactures britanniques s'est accrue prodigieusement. Si Cobden revenait à la vie et qu'il retournât à Meursault, je ne pense pas qu'on lui ferait un meilleur accueil qu'on n'en fait à un simple voyageur de commerce.

Cobden disait naguère à M. Lefèvre que le commerce est le mariage des nations. C'est une image bien séduisante, mais ce n'est pas avec des images qu'on se marie. On veut avoir une dot et une existence assurées. Cette dot et cette existence ne sont pas garanties pour longtemps aux Anglais par le

libre échange, et le mariage de la Belgique avec lui ressemble furieusement à celui dont le *Précurseur* nous a donné dernièrement un si triste tableau sous le titre de : *Civilisation de la Belgique septentrionale*. Un mari, en plein jour et en pleine rue, battait sa femme, sans qu'aucun assistant intervînt. « Les hommes, dit le journal d'Anvers, étaient comme pétrifiés dans leur admiration. » La phrase est textuelle.

Eh bien, M. Lefèvre, souffrez que nous vous disions que vous aussi vous êtes pétrifié d'admiration pour le libre échange. Et cette admiration est d'autant plus grotesque que vous dites vous-même « qu'en ce moment l'Angleterre est travaillée par un courant d'idées anti-libre-échangistes très-prononcé ». Ce sont les Anglais qui, par nécessité, ont inventé le libre échange, et un Belge, qui ne l'a pas inventé, en veut mieux connaître les effets que les Anglais. Il appelle la réaction une déraison. Ce n'est pas par la modestie que pêche M. Lefèvre.

Et afin que le correspondant berlinois du *Précurseur*, aussi bien que M. Lefèvre, ne puissent pas dire que nous leur faisons une guerre de mots, nous allons aborder le tableau du mouvement commercial de la Belgique pendant les dix premiers mois de 1877. Nous suivons l'imprimé du gouvernement que nous avons sous les yeux. Il dit pompeusement, à la page 29, que les importations ont diminué de 1 p. c. et les exportations augmenté de 2 p. c. D'après ces chiffres, on dirait que la crise n'existe pas du tout pour la Belgique et que celle-ci nage dans la prospérité. Rien moins prouvé que cela.

Les tableaux du gouvernement, à quelques exceptions près, ne donnent que le poids, et je me permets de lui demander : Qui est-ce qui fait l'évaluation des prix et de la réduction du poids en francs pour déterminer les augmentations et les diminutions à l'importation et à l'exportation? Suit-on la hausse et la baisse des marchandises, ou bien fait-on les calculs d'après un prix convenu depuis des années? Dans ce dernier cas, je ne m'étonne plus que le bilan soit si favorable à la Belgique; mais il peut arriver un jour où l'on verra, mais un peu tard, que ce bilan ressemblait aux bilans fictifs d'un négociant se trouvant au-dessous de ses affaires, et qui, cependant, pour conserver son crédit, continue à mener une grande maison.

La Belgique n'est pas complètement libre-échangiste, puisqu'elle prélève à l'entrée des droits fiscaux sur la plupart des marchandises; le gouvernement sait, par expérience, qu'à l'importation les négociants diminuent ordinairement la valeur de la marchandise pour payer moins de droits; son évaluation globale des importations peut donc reposer sur une base fautive, et cela explique peut-être la diminution de 1 p. c. à l'importation. Si l'évaluation en est erronée, alors les importations ont probablement augmenté au lieu de diminuer. D'un autre côté, si le gouvernement a un prix fixe pour évaluer la valeur des exportations, s'il ne suit pas la baisse des articles exportés de la Belgique, baisse que personne n'osera contredire, alors, au lieu d'une augmentation de 2 p. c., il doit y avoir diminution.

Ce n'est que lorsque le gouvernement aura éclairé le public sur ces points, que celui-ci pourra accepter le bilan commercial du pays pour sérieux. Jusque-là, nous le considérons aussi peu exact que celui de l'Allemagne, où les évaluations des valeurs en marks différaient, en 1876, de 300 millions sur une exportation de 2,676,000,000 de marks. Seulement, en Allemagne, le gouvernement n'évalue pas lui-même les prix; il n'en veut pas assumer la responsabilité et la laisse aux hommes spéciaux, mieux renseignés que lui sur la moyenne des prix. C'est plus franc et c'est plus sûr.

Ce qui m'a surtout amusé, c'est que les cléricaux et les libéraux voulaient revendiquer, chacun pour soi, l'honneur de ce brillant bilan commercial de la Belgique. C'était vraiment se disputer pour un civet de chat.



CHAPITRE XXXIX.

LE BILAN COMMERCIAL DE LA BELGIQUE EN 1877.

Stupete gentes et risum tenetis!

Il existe au monde un pays qui se noie dans la richesse, et ce pays, c'est la Belgique. D'après les tableaux officiels pour 1876, les importations, comparées à l'année dernière, ont diminué de 4 p. c., et les exportations ont augmenté de 5 p. c. Le gouvernement ajoute que les valeurs sont calculées d'après le taux admis en 1876. Cette seule indication suffit pour renverser tout l'échafaudage de ce brillant bilan de la liberté commerciale. Depuis le 1^{er} janvier 1876, les prix de tous les fabricats, du fer, du charbon, ont diminué de 10 à 15 p. c.; les vivres (importations) ont, en revanche, augmenté d'au moins 5 à 10 p. c.; les recettes des chemins de fer accusent de fortes diminutions; une grande partie des ouvriers est sans travail; les cours des valeurs industrielles belges ont baissé de 15 à 25 p. c.; les loyers et la valeur des maisons ont perdu de 15 à 25 p. c.; la Banque nationale accuse, dans son dernier rapport, « un ralentissement successif dans

le mouvement général des affaires depuis 1873 »; tout le monde perd et souffre, excepté ceux qui nous gouvernent. Je demande à n'importe quel enragé libre-échangiste s'il est possible, qu'au beau milieu d'une crise générale et épouvantable, datant de quatre ans, crise dont la toute-puissante Angleterre elle-même n'est pas épargnée, je demande s'il est possible que seule la Belgique en soit exempte et qu'elle nage dans la prospérité? Personne n'osera l'affirmer. Bien au contraire, les ouvriers, qui constituent plus que la moitié de la population, vous répondront par des gémissements et des larmes.

D'où vient donc que, dans un moment si critique, le gouvernement ne dresse pas le bilan commercial au prix du jour? Tout simplement par amour de la liberté. Avec la liberté commerciale et tous les faux comptes qui s'ensuivent, le cabinet peut dresser des bilans splendides, au beau milieu d'un paupérisme effrayant, et avec les autres libertés il dresse un autre bilan politique, non moins splendide, pour faire croire au peuple belge qu'il est le plus libre et le plus éclairé de la terre. C'est absolument comme en Angleterre, moins le féodalisme. Ceux qui en douteraient n'ont qu'à lire l'organisation militaire de la Belgique dans l'excellent ouvrage de M. le général baron Goethals : *le Pays et l'Armée*. On y verra de quelles libertés jouit le peuple.

CHAPITRE XL.

LE SYSTÈME PROTECTEUR AUX ÉTATS-UNIS.

L'Angleterre, fondée par une bande de corsaires, n'a jamais démenti son origine. Telle qu'elle était il y a dix siècles, telle elle est encore aujourd'hui. Tyrannique, fière, hardie, rusée, méprisant les dangers, sans pitié pour les autres, elle n'a cherché et elle ne cherche qu'à satisfaire son immense cupidité par des pillages plus ou moins avoués. Anciennement, elle s'en faisait gloire; aujourd'hui, pour donner le change, elle porte sur ses lèvres hypocrites le grand mot d'humanité, quand, en réalité, elle n'a en vue que ses propres intérêts véreux. Son hymne national *Rule Britannia*, que la Grande-Bretagne règne, dénote assez cette tendance invétérée de domination et d'extorsions. L'égoïsme et l'amour des richesses sont poussées chez elle au plus haut degré, et ce sont non-seulement les races d'origine différente qu'elle pille et saccage, mais aussi ses propres enfants, aussitôt que ceux-ci n'habitent plus le sol privilégié de la mère patrie. Jamais, au grand jamais, un mobile noble et généreux n'a dirigé ses pas; c'est toujours la passion de l'ar-

gent et l'esprit mercantile qui les guidaient. Pour s'en convaincre, on n'a qu'à parcourir l'histoire de ses grandes colonies, et notamment de celle qui forme aujourd'hui la glorieuse république des États-Unis d'Amérique.

En 1717, la compagnie française d'Occident fonda la Nouvelle-Orléans; en 1736, elle éleva la ville de Vincennes dans l'État Indiana. Tout l'intérieur des États-Unis actuels, depuis le golfe du Mexique jusqu'au Canada, appartenait aux Français. L'Angleterre ne possédait qu'une bande de terre formant le littoral atlantique. Un territoire ainsi partagé entre des nations rivales ne pouvait tarder à devenir le théâtre de guerres sanglantes. En 1754 la guerre éclata entre les Français et les Anglais; elle dura sept ans. Les Français y perdirent le Canada, l'Acadie, l'île du Cap-Breton. C'est à la suite de cette guerre que commença la mésintelligence entre le gouvernement anglais et les colonies d'Amérique. Ces dernières ayant voulu fonder de l'industrie chez elles, le gouvernement britannique les empêcha par toutes sortes de mesures prohibitives, et, après l'agrandissement des colonies par la guerre, il se crut autorisé à les charger de nouveaux impôts, malgré des représentations réitérées. Des droits onéreux furent établis, sans le consentement des colons, sur le timbre, le papier, le verre, le thé, etc. La fermentation fut bientôt générale, et, en 1773, Boston donna le signal de la révolte.

Quel était le premier pas que les colons firent dans la voie de la résistance? C'était une mesure

d'économie politique. N'est-ce pas une preuve que c'est par le commerce et l'industrie que l'Angleterre cherche à spolier et à ruiner les autres nations? Sortis de la même souche que les Anglais et versés dans l'art de la fabrication, les colons d'Amérique avaient implanté chez eux plusieurs industries que les Anglais regardaient de mauvais œil. Lorsque les dissensions éclatèrent, en 1764-1767, la première résolution que prirent les colons, fut de ne plus importer des produits manufacturiers d'Angleterre. Ces ligues formées s'appelaient : *Non-Importation-Associations*, et aussitôt on augmenta le nombre des fabriques dans le pays. C'est avec enthousiasme que les colons s'associèrent à cet acte de représailles, et lorsque la guerre éclata entre eux et l'Angleterre, en 1773, guerre soutenue par la France, ils ont porté une loi qui défendait tous rapports commerciaux avec l'Angleterre. La guerre ne s'est terminée qu'en 1783; l'indépendance des États-Unis fut reconnue par la mère patrie, et, pendant les dix-neuf ans que les dissensions durèrent, l'industrie américaine, débarrassée de la concurrence écrasante des Anglais, a pris un tel ressort qu'elle suffisait presque à tous les besoins du pays.

Voilà donc un nouvel État formé par un peuple qui descendait en droite ligne de la fière race anglo-saxonne, et qui détestait celle-ci, à cause de ses exactions, à tel point qu'il lui voua une haine éternelle, aussi forte aujourd'hui qu'il y a un siècle. Vous voyez que l'immense cupidité des Anglais fut répudiée par leurs descendants bien avant que les autres

peuples, d'une souche différente, y songeassent. N'est-ce pas une terrible leçon pour l'Angleterre? N'est-ce pas un enseignement salutaire pour ceux qui se fient de nos jours à ses perfides invitations au libre échange?

Vaincue sur les champs de bataille, l'Angleterre prit encore sa revanche sur le terrain industriel. Les colons, pour acquérir l'indépendance, ont dû passer par certaines exigences de l'ancienne patrie en matières de douane. Madison déclarait au premier congrès, en 1789 « qu'il était nécessaire, pour couvrir les frais du gouvernement, d'amortir les dettes contractées, et pour protéger l'industrie nationale, d'établir des droits d'entrée sur différents articles, » et depuis lors ce principe fondamental, à savoir de créer des ressources à l'État et de protéger en même temps l'industrie, a été toujours, plus ou moins fidèlement, observé. Qu'en disent les démocrates de l'Europe qui font constamment allusion aux libertés pratiquées aux États-Unis? Ceux-ci n'ont jamais confondu les libertés politiques avec la liberté commerciale, ce dont les grands rhéteurs de l'Europe devraient bien se pénétrer.

Malheureusement pour l'industrie américaine, le Congrès, en faisant des concessions à l'Angleterre pour prix de l'indépendance, n'a imposé les articles à l'entrée que de 5 à 10 p. c. Aussitôt l'Angleterre avait inondé le pays des produits de toutes sortes, ce qui amena la ruine complète des fabricants américains. En 1790, Hamilton éleva le tarif jusqu'à 15 p. c., mais cela n'a point encore suffi à faire

revenir l'industrie nationale de son dernier échec. Il fallait qu'un homme de génie, ennemi mortel des marchands anglais, vînt en aide aux manufacturiers américains. Comme le continent de l'Europe, l'industrie des États-Unis doit sa nouvelle fondation à l'empereur Napoléon I^{er}, et cette fois elle fut tellement solide qu'elle résista à tous les changements du temps et des gouvernements. Pendant la guerre que les États-Unis firent à l'Angleterre, en 1812, on doubla les droits d'entrée, et comme depuis 1808 jusqu'à 1815 la navigation des mers était devenue périlleuse, les fabriques poussaient comme des champignons aux États-Unis, et prirent une extension telle que tout le monde en fut étonné, excepté Napoléon I^{er} qui connaissait parfaitement la puissance d'un tarif protecteur.

Toutefois, à partir de 1816, la législation douanière en Amérique est devenue une question politique. Le Sud, purement agricole, penchait pour la liberté commerciale, et le Nord, manufacturier, pour la protection. C'est le Nord qui l'emporta, grâce à Calhoun, qui fit adopter le tarif de 1816, frappant les importations de 30 p. c. *ad valorem* et plusieurs articles des droits spécifiques. Les tissus de coton furent imposés de 25 p. c. et les fabricats de fer de 30 à 20 p. c. La première filature de coton a été fondée en 1790, dans l'État de Rhode-Island; en 1810 il y en avait 62, avec 31,000 broches; en 1811, il y en avait 87 de 80,000 broches, et sous bénéfiques du tarif Calhoun, leur nombre ne cessa d'augmenter, à quelques interruptions près.

Inutile de nous étendre ici sur les changements que les hommes du Sud, arrivés au pouvoir, apportèrent au tarif. Bien que libre-échangistes, ils ne purent presque jamais le réduire au-dessous de 20 p. c. *ad valorem*, à cause des ressources financières qu'ils en tiraient pour balancer les budgets de l'État. Chaque fois qu'on avait abaissé les droits, le développement manufacturier du pays s'arrêta. Même 30 p. c. *ad valorem*, et les cotons à la porte, ne suffisaient pas aux filateurs pour lutter victorieusement contre l'Angleterre, qui faisait des sacrifices inouïs pour tuer l'industrie américaine dans son germe.

Enfin une troisième guerre, et cette fois-ci une guerre civile, suscitée principalement par la toujours philanthropique Angleterre, assura à tout jamais l'avenir et la puissance industrielle aux États-Unis. Si les Anglais avaient prévu que l'abolition de l'esclavage tournerait contre eux, ils se seraient bien gardés d'afficher tant de sentiments d'humanité pour les nègres. Ainsi le plus rusé tombe quelquefois dans la fosse qu'il creuse pour un autre.

Le bas tarif de 20 p. c., de 1857, et la sécession de sept États du Sud, ont laissé un déficit de 24 millions de dollars par an dans les revenus de l'État. Il était donc indispensable de pourvoir aux besoins du Trésor. On avait commencé d'abord par rétablir le tarif de 1846, fixant les droits d'entrée à 25 et 30 p. c., et successivement, grâce à d'autres augmentations, on en est arrivé au tarif de 1870. Ce tarif a fort sagement abaissé les droits sur le thé, café,

cacao, sucre, épices, vins, esprit de vin, fruits et les fers en barre; par contre, pour ne citer que les principaux articles, il éleva ceux du calicot à 51 et 71 p. c., ceux des fils de coton à 58, ceux des vitres à 54, ceux des étoffes de soie à 60, ceux des étoffes de laine à 61 et 81, ceux des tapis à 96, et ceux des draps à 68 p. c. *ad valorem*. Nous allons voir plus bas l'effet prodigieux qu'a produit cette savante législation sur le développement de l'industrie américaine, tout en créant à l'État non-seulement de quoi défrayer ses dépenses, mais encore de quoi créer un fonds d'amortissement de 35 millions de dollars par an, destiné à racheter graduellement ses dettes contractées pendant la guerre civile.

Voici en pour cent ce que les différents États retirent aujourd'hui des revenus de leurs douanes : la Belgique 1.50 p. c., l'Autriche 3.77, l'Allemagne 4.41, la Grande-Bretagne 5.22, la France 6.37, l'Italie 7.77, la Russie 12.51, l'Espagne 13.84 et les États-Unis 28.25 p. c.¹.

Voulez-vous maintenant avoir des preuves arithmétiques que l'élévation des droits, loin de restreindre le commerce général des États-Unis, n'a fait que l'étendre? Voyez le tableau suivant, et notez, je vous prie, que, jusqu'en 1860, c'est le régime de la pro-

¹ L'*Économiste français* publie les revenus douaniers suivants des différents États de l'Europe :

Pour la Suisse	fr. 13,300,000
— la France	59,057,767
— l'Italie	42,780,320
— l'Allemagne	55,440,000
— l'Angleterre	141,189,272

tection partielle ou fiscale, qui était en vigueur et que la vraie protection ne commençait qu'à partir de 1870. D'après le *Financial Review*, le mouvement général du commerce des États-Unis se chiffrait comme suit :

	<i>Importations.</i>	<i>Exportations.</i>
1830 . . .	56,489,441	59,462,029
1840 . . .	88,951,207	113,895,634
1850 . . .	163,186,510	136,946,912
1860 . . .	353,616,119	333,576,057
1870 . . .	435,958,408	392,771,768
1871 . . .	520,223,684	442,820,178
1872 . . .	526,595,077	444,177,586
1873 . . .	642,136,210	522,479,317
1874 . . .	567,406,342	586,283,040
1875 . . .	533,005,436	513,441,711
1876 . . .	460,741,191	540,384,671
1877 . . .	451,323,126	602,475,220

Qu'est-ce que nous apprennent ces statistiques? Elles nous apprennent que, contrairement aux fausses allégations du libre échange, le commerce d'importation, comparé à celui de 1860, a presque doublé en quatre ans, malgré le système protecteur, tandis que, avant 1860, il n'a doublé que tous les dix ans; il en était de même pour les exportations, en laissant, depuis 1874, des forts soldes au crédit des États-Unis, ce que l'on ne voyait pas souvent aux époques précédentes. Il n'est donc pas vrai qu'une protection efficace restreigne les affaires; au contraire. Non-seulement elle ne les restreint pas, mais elle tourne le bilan en faveur du pays qui

l'adopte, du moment que l'industrie s'y est solidement établie.

Les partisans ou plutôt les exploiters du libre échange, à bout de moyens pour défendre une doctrine mille fois condamnée par l'expérience et la loyauté, s'emparent audacieusement du ralentissement des affaires aux États-Unis, et crient à tue-tête : Voyez la grande république, elle a adopté le système protecteur, et les affaires n'y marchent pas mieux qu'en Europe. Cette insinuation pêche par la sincérité et par la base. Sans doute, quand toute une partie du monde, comme l'Europe, essentiellement consommatrice, souffre de l'indigestion, le dernier écolier sait qu'un grand pays producteur, tel que les États-Unis, ne laisse pas d'en être affecté quelque peu. Si la demande d'un grand article, comme le coton, par exemple, n'est pas vive, et si on ne le vend qu'à prix baissants, comme c'est le cas depuis quatre ans, il va de soi que tout le commerce du pays producteur en est plus ou moins atteint¹. Mais induire de là que les affaires marchent aussi mal aux États-Unis qu'en Europe ou en Asie, c'est là une assertion que les statistiques démentent formellement. On m'objectera que l'industrie métallurgique y est incontestablement très-souffrante. Oui, elle souffre, mais elle souffre par la simple raison qu'elle n'est pas assez protégée. D'ailleurs, le système

¹ En 1870, sur une population de 28,228,945 âmes, il y avait, aux États-Unis, 5,922,471 agriculteurs et 2,707,421 manufacturiers et mineurs. L'équilibre n'y est donc pas rompu comme en Angleterre. (Voyez : *American Almanac* de Spofford, publié en 1878 à Washington.)

protecteur n'a pas pour mission de conjurer des crises commerciales, surtout celles qui viennent du dehors, mais de garantir au pays les marchés intérieurs, afin d'éviter les crises, naissant, la plupart du temps, d'une concurrence désordonnée de l'étranger.

Outre la question industrielle, il y avait pour les États-Unis celle de créer des ressources financières pour subvenir aux besoins du gouvernement, de payer les intérêts de la dette publique et de les amortir successivement. C'est dans ce triple but que les législateurs de Washington ont élevé les droits d'entrée sur la fabrication étrangère jusqu'à 80 p. c., sans se préoccuper le moins du monde des criaileries de Manchester, et sans déroger aux principes démocratiques qui interdisent précisément l'inégalité dans la distribution des impôts et l'écrasement du faible par le fort.

Les impôts directs sont lourds aux États-Unis depuis la guerre civile, et vous voudriez que l'étranger, qui ne les supporte pas, vînt faire concurrence aux travailleurs indigènes sous l'enseigne décevante du bon marché? Mais quel profit pour l'ouvrier américain d'acheter à bas prix de mauvaises chemises, faites des cotons de l'Inde en Angleterre, s'il lui faut perdre autant et même plus par la réduction du travail intérieur et de son salaire, lequel a déjà grandement diminué par le fait que le *Far-West* augmente tous les ans sa production des céréales, au point que l'Angleterre, en temps ordinaire, ne peut l'absorber?

Et pour prouver que l'ouvrier des États-Unis comprend bien mieux que celui de l'Europe les devoirs démocratiques d'un gouvernement répu-

blicain, citons un trait de l'esprit pratique de ce peuple, qui ne se perd pas dans les divagations théoriques, mais s'attache uniquement aux faits. A la dernière assemblée de l'association des ouvriers américains solidement constituée sous le nom de *Rights of Labour*, droits au travail, M. West, candidat républicain au poste de gouverneur d'Ohio, s'était présenté comme un sans-culotte, en s'écriant : « Financièrement, je suis aussi impartial entre le capital et le travail qu'un homme sans le sou peut l'être (*without finances*). » Il déclarait ensuite qu'il était complètement d'accord avec les gens du droit au travail, en ce sens que le devoir du gouvernement est de protéger l'ouvrier non-seulement contre le capital, mais encore contre l'importation excessive des marchandises fabriquées à l'étranger (*to be protected against the excessive importation of foreign manufactured goods*). A la bonne heure ! Voilà des citoyens intelligents d'un grand pays libre qui ne veulent pas retourner à la campagne pour le bon plaisir des Anglais, et qui savent par expérience que l'industrie rapporte plus que l'agriculture. Ils savent aussi que la stagnation des affaires en Amérique n'est que relative et que le système protecteur, en dernière analyse, doit nécessairement produire de bons résultats pour la fortune publique, prise dans l'ensemble. Ils ne se sont pas trompés, car tandis qu'en Europe les bilans commerciaux des différentes nations présentent, pour 1877, de grands déficits, celui des États-Unis laisse un excédant, précisément parce que la protection y est appliquée vigoureusement, et non avec cette

coquetterie pour le libre échange, dont bien des gouvernants européens font un étalage ridicule.

Mais laissons la parole à l'habile correspondant new-yorkais du *Précurseur* d'Anvers qui publiait, le 28 août 1877, la lettre suivante :

« Il est certains faits qu'il est presque impossible d'expliquer. Comment se fait-il, par exemple, qu'en lisant les journaux on les trouve unanimes à constater que les affaires industrielles et commerciales sont dans une stagnation alarmante? Et cependant les chiffres de la statistique officielle semblent contredire en tous points les allégations des journaux, les plaintes des masses des travailleurs et les doléances des administrations de nos voies ferrées. J'ai là sous les yeux le tableau du commerce général et spécial des États-Unis pour l'année fiscale écoulée, c'est-à-dire du 1^{er} juillet 1876 au 30 juin 1877. Ce tableau, dressé par M. Edward Young, chef du bureau de la statistique commerciale, fournit les chiffres comparés des trois dernières années. Ils offrent un très-grand intérêt pour ce pays et pour l'Europe industrielle, en ce qu'ils semblent être l'indice d'un grand changement dans notre situation industrielle et dans nos relations d'échange avec l'Europe.

« Les importations ont atteint les chiffres suivants, valeurs calculées en or.

Articles bruts ou partiellement manufacturés.

1875	1876	1877
207,997,279	199,333,840	189,318,002

Produits complètement manufacturés.

1875	1876	1877
325,008,127	261,407,350	261,989,547

Ce qui donne un total pendant les 3 années de :

1875	1876	1877
533,005,157	460,741,190	451,387,549

« Ce qui revient à dire que les États-Unis ont importé, en 1877, des pays étrangers dix-huit millions de produits bruts en moins que pendant l'année 1875, et dix millions en moins que pendant l'année 1876. Les diminutions principales ont porté sur : le riz et autres céréales, les fruits secs, le chanvre, les peaux, les graines industrielles, le thé, la laine.

« En produits manufacturés l'écart est bien plus considérable et bien plus significatif. La différence entre les deux dernières années fiscales, restées au même chiffre, et celle, finissant au 30 juin 1875, est de soixante-quatre millions de dollars, ou plus de TROIS CENT VINGT MILLIONS DE FRANCS. Les principales diminutions sont, en chiffres ronds :

	1877	1876
Produits chimiques .	2,500,000	1,500,000
Cotons manufacturés.	5,000,000	9,000,000
Articles de lin. . . .	2,200,000	5,100,000
Verreries	1,100,000	2,300,000
Fers, aciers, etc. . .	5,000,000	9,100,000
Soieries.	600,000	2,500,000
Lainages	11,400,000	19,100,000

« Si à ces chiffres éloquents on ajoute que l'importation des soies brutes a augmenté d'un million pour 1876 et de 2,300,000 pour 1877, on verra que les produits nationaux tendent de plus en plus à se substituer aux produits similaires étrangers. Et cette comparaison acquiert d'autant plus d'importance que la consommation générale a considérablement augmenté dans ces dernières années.

« Les exportations ne donnent pas des résultats moins remarquables :

Articles bruts ou partiellement manufacturés.

1875	1876	1877
492,996,479	522,139,920	554,744,111

Produits complètement manufacturés.

1875	1876	1877
66,241,159	72,677,051	78,235,969

Ce qui donne un total pendant les 3 années de :

1875	1876	1877
559,237,638	594,816,971	632,980,080

« Ainsi, tandis que les importations diminuent de soixante-treize millions en 1876, et de quatre-vingt-deux millions en 1877, les exportations augmentent respectivement pour ces deux années de trente-cinq et de soixante-treize millions de dollars. Les principales augmentations portent sur les huiles de pétrole, les viandes (dix et trente millions), le beurre, le fromage, le lard, le tabac, parmi les denrées; les cotons manufacturés (trois et six millions), les armes (quatre millions pour 1877).

« Ainsi, pour nous servir de l'expression technique, la balance du commerce entre les États-Unis et l'Europe n'a fait que s'accroître en faveur des premiers pendant ces trois dernières années : elle a été de trente-quatre millions en 1875, de soixante-cinq en 1876 et de cent trente-huit millions en 1877.

« Il me semble que cette situation est excellente et qu'elle est loin d'indiquer une situation économique déplorable. Si donc il y a, et il serait difficile de le nier, ce que l'on peut appeler une crise, ce n'est pas à la situation de notre commerce général que l'on peut équitablement en faire remonter la cause. »

On comprendra maintenant pourquoi les libre-échangistes veulent absolument faire accroire que la protection n'est pas favorable aux États-Unis. Les Américains, avec leur bon sens pratique, démocrates pour les institutions politiques et non moins démo-

crates pour les institutions économiques, sourient aux objurgations de leurs adversaires. Ils disent avec raison : Notre commerce intérieur et extérieur augmente ; ce serait donc une folie de renoncer à notre système, car la réciprocité que l'Angleterre nous offre n'en est pas une, puisque, malgré notre tarif élevé, elle est obligée de chercher chez nous les cotons, les céréales, le pétrole et tant d'autres articles. Chacun chez soi et pour soi, *every one for hymself*, ainsi que dit fort sagement le proverbe anglais.

Ne croyez pas pour cela que l'Angleterre soit complètement exclue des marchés des États-Unis. D'après le Bureau des statistiques de Washington, l'Angleterre y a importé en :

	1877	1876
Cotonnades. . . yards	33,892,200	31,461,000
Toiles de lin . . —	45,046,800	43,069,500
Tissus de jute. . —	19,214,930	24,260,600
— de laine . . —	15,817,500	22,269,000

Ces importations anglaises aux États-Unis ont donc augmenté l'année dernière, au milieu de la prétendue stagnation des affaires en Amérique. Que serait-il donc arrivé si les droits d'entrée ne les avaient pas entravées précisément dans un moment où l'Angleterre étouffe sous le poids de sa production extravagante ? Mais elle aurait ruiné, comme elle l'a déjà fait deux fois, toute l'industrie américaine. Voilà un des grands bienfaits de la protection.

L'industrie cotonnière aux États-Unis étant, avec

plus de raison qu'en Angleterre, l'industrie prédominante, quel a été l'effet du système protecteur sur elle? En 1865-66, les filatures américaines ne consumaient que 657,292 balles, et depuis lors la quantité a augmenté sans cesse avec une étonnante rapidité. Cette consommation montait, en 1875-76, à 1,362,389 balles et, en 1876-77, à 1,439,484 balles. Les produits de la filature ne représentaient, en 1850, que la valeur de 65 millions de dollars et, en 1870, ils représentaient 177 millions de dollars. Qui a profité de cet accroissement de la fortune publique? C'est d'abord la généralité des citoyens, et ensuite l'ouvrier, la seule classe qui, à mes yeux, représente la véritable démocratie; la classe bourgeoise et les campagnards ne la représentent qu'en seconde ligne. C'est à la classe ouvrière qu'il faut assurer le travail et les vivres à bon marché. Au campagnard l'alimentation ne coûte jamais trop et le bourgeois peut bien payer la chemise fabriquée à l'intérieur un peu plus cher que les camelottes anglaises. Voilà un vrai principe démocratique, appliqué à l'économie politique. C'est ainsi qu'on rétablit l'inégalité de la position et de la fortune. L'ouvrier des fabriques est un consommateur sûr pour les produits agricoles dans son pays, tandis que l'Angleterre ne l'est pas, puisqu'elle prend les céréales dont elle a besoin là où elle les trouve à meilleur compte.

Bien plus, lorsque les libre-échangistes disent que la protection n'enrichit que les patrons des fabriques, c'est un mensonge patent, du moins en ce qui con-

cerne les États-Unis. Les compagnies manufacturières ont donné, en 1870, de 10 à 30 p. c. de dividende, et descendant graduellement par la concurrence intérieure, elles ne donnent plus que 6 à 10 p. c. et plusieurs ne distribuent rien du tout. (Voyez : *American Almanac* de 1878.)

D'ailleurs, il n'est pas vrai que les tissus de coton coûtent plus cher en Amérique qu'en Angleterre. Les filateurs des États-Unis sont aussi bien montés en machines que ceux de la Grande-Bretagne; c'est précisément dans la mécanique qu'ils l'ont emporté, à l'exposition de Philadelphie, sur toutes les nations; de plus, ils ont la matière première à leur porte, et avec la baisse des vivres, résultat des productions toujours croissantes, la main-d'œuvre a fortement diminué, de manière qu'elle n'est pas plus chère qu'en Angleterre. Un *Manufacturer* écrivait, à ce sujet, au *Times* de Londres, en août 1877 :

« Je suis attentivement le progrès de l'industrie américaine, et je crois qu'elle deviendra un des plus dangereux compétiteurs que nous ayons jamais eus (*the most dangerous competitor we have ever known*). Durant les trois dernières années, la main-d'œuvre aux États-Unis a baissé de 40 p. c., et il est probable qu'elle baissera encore. En certaines spécialités elle n'est pas plus chère qu'en Angleterre. La concurrence intérieure (par conséquent en dehors du libre-échange) a forcé les fabricants à réduire le coût (*competition has compelled attention to the reduction of cost*), et c'est déjà un résultat très-important. Pour illustrer ce qui a été déjà fait, je citerai un article qui coûtait, il y a quelques années, 80 cents par yard et qui ne coûte plus que 40 cents. Le même article importé d'Angleterre coûterait 45 cents. La

nécessité de réduire les coûts de la production à force d'habileté et d'économie est un principe généralement reconnu par les Américains. La politique protectrice leur a coûté cher, mais ils sont devenus une grande nation manufacturière (*Her protective policy has been costly, but it has made her a great manufacturing nation*). »

Pourquoi la protection leur aurait-elle coûté cher, s'il vous plaît? Parce qu'ils payaient les chemises indigènes, pendant une dizaine d'années, plus cher que si elles étaient venues d'Angleterre? Mais ce n'était pas une perte, puisqu'ils ont, dans l'intervalle, développé leur industrie à tel point que leurs calicots sont aujourd'hui meilleur marché que ceux des Anglais. Cela prouve qu'il est faux de dire, d'après les libre-échangistes, que la protection renchérit les fabricats dans un pays. Elle les renchérit pour un moment, il est vrai, si l'on compte pour rien le travail qu'elle procure à la classe ouvrière; mais ce renchérissement n'est que relatif, et c'est ainsi qu'on place l'argent à gros intérêts. Si les Américains n'avaient pas adopté le système protecteur, ils ne produiraient pas aujourd'hui des tissus à si bon marché qu'ils en envoient déjà régulièrement à Manchester.

Les États-Unis ont exporté pour l'Angleterre, la Chine et l'Amérique méridionale :

	1876-77	1875-76	1871-72
Cotonnades teintes . yards	29,111,434	16,483,214	2,844,888
— écruës . —	76,720,260	59,319,267	8,859,191

L'augmentation depuis 1872 est phénoménale, et vous doutez encore de l'efficacité de la protection,

même en fait d'exportation? Cela vous paraîtra incroyable, parce que la doctrine du libre échange soutient le contraire. Les Anglais mêmes en sont revenus et un *Exporter* disait, le 29 décembre 1877, dans le *Manchester Guardian* :

« Les exportations totales des tissus de coton aux États-Unis montaient, en 1876, à 2,200,000 livres sterling, et celles de 1877 monteront probablement à 3,000,000 de livres sterling. Il est vrai qu'à première vue ces chiffres paraîtront peu considérables, comparés à ceux de notre pays; mais leur importance réelle n'échappera pas à ceux qui tiendront compte de l'immense puissance productive des États-Unis, de la merveilleuse perfection de leurs machines, de la beauté de leurs produits (*high character of goods which they produce*) et de leurs efforts bien déterminés à faire pénétrer ces produits dans tous les marchés du monde. Jusqu'à présent, l'Angleterre a exporté 85 p. c. de ces fabricats de coton et n'en a consommé à l'intérieur que 15 p. c.; les États-Unis, au contraire, en consomment 93 p. c., et n'en exportent que 7 p. c. Faire disparaître cette disproportion, voilà le but des manufacturiers américains (*this disparity it is the aim of American manufacturers greatly to reduce*). La puissance manufacturière des États-Unis, en fait de cotonnades, ressort clairement du tableau suivant :

	Nombre de broches.	Nombre de broc. par 1,000 habit.	Consommation annuelle en liv.
États-Unis . . .	9,600,000	218	600,000,000
Grande-Bretagne .	39,000,000	1,180	1,297,000,000
France	5,000,000	135	} 1,009,000,000
Allemagne	4,650,000	118	
Russie et Pologne .	2,500,000	31	
Suisse	1,850,000	675	
Espagne	1,750,000	103	
Autriche.	1,580,000	40	
Belgique.	800,000	148	
Italie.	800,000	29	
Suède et Norvège .	300,000	48	
Hollande.	230,000	57	
Totaux.	<u>68,060,000</u>		<u>2,906,000,000</u>

« Cette consommation de coton, poursuit l'écrivain, équivaut, au poids moyen, à un peu plus de 6,000,000 de balles par an, et on peut juger par ce chiffre s'il est sage de dédaigner un rival qui possède autant de broches que la France et l'Allemagne ensemble. »

Ajoutons quelques mots à ces considérations d'une si grande portée pour l'Angleterre, la Suisse et la Belgique, où le nombre de broches par mille habitants a dépassé l'état normal. En Angleterre, par exemple, on compte 1 1/4 de broche par habitant, tandis qu'en France on ne compte que 135 broches et en Allemagne 108 broches par 1,000 habitants. Comment voulez-vous que ces deux pays luttent contre le nombre écrasant de l'Angleterre?

Quant aux États-Unis, avec 9,600,000 broches, ils consomment 600,000,000 de livres de coton, et

l'Angleterre, avec 39,000,000 de broches, ne consomme que 1,297,000,000 de livres. Cela ne prouve-t-il pas que les produits américains sont supérieurs à ceux des Anglais? Si ceux-ci ne mêlaient pas toutes sortes de choses à leur fabrication, ils devraient consommer 2,400,000,000 de livres, et leur consommation ne s'élève qu'à la moitié. C'est la rapide consommation grandissante des États-Unis qui tuera la monstrueuse industrie cotonnière de l'Angleterre, laquelle dérange actuellement tout l'équilibre économique entre les différents pays du monde. La victoire aux États-Unis sera due au système protecteur, et la chute de Manchester au *free trade* et aux abominables institutions sociales de l'Angleterre.

Par tout ce qui précède, vous voyez, lecteur, qu'en matière économique les Américains ne sont pas des idéologues, mais des hommes pratiques. Tant de libertés politiques que vous voulez, disent-ils, mais pas de liberté commerciale pour le quart d'heure, excepté à l'intérieur. Ils répliquent aux libre-échangistes anglais : Vous êtes devenus riches par la protection et par les manufactures ; nous allons exactement imiter votre exemple. Vous n'avez aboli vos droits d'entrée que lorsque vous aviez déjà 20 millions de broches filant du coton ; nous allons procéder de la même manière. Nous sommes mieux placés que vous pour cette industrie, car nous n'avons pas besoin d'importer la matière brute et en payer deux fois les frais de transport. Et quand nous aurons 20 millions de broches, nous exporterons des tissus au lieu d'exporter du coton brut.

Parlez-nous alors de votre *free trade* si vous l'osez; jusque-là nous n'oublierons pas ce que disait jadis l'immortel auteur de l'*Esprit des lois*, à savoir que « l'Angleterre défendait de faire sortir ses laines, et les vaisseaux de ses colonies qui commerçaient en Europe devaient mouiller en Angleterre; elle gênait le négociant, mais c'était en faveur du commerce. » Montesquieu a passé deux ans de sa vie en Angleterre pour en étudier les mœurs et les institutions, et par les quelques lignes que nous venons de citer il a consacré, plus que tout autre, que la protection favorise l'extension du commerce. Quel énorme espace entre les maximes de ce grand homme et les insipides caquetages des libre-échangistes français de nos jours!

Avant de terminer ce long chapitre, examinons encore les effets de la protection au point de vue fiscal. Le 1^{er} juillet 1866 les dettes des États-Unis montaient à 2,800 millions de dollars. En 1870, elles n'étaient que de 2,060 millions. (Voyez : *American Almanac* de 1878.) Pour l'éteindre graduellement, on a créé un fonds d'amortissement provenant de toutes les contributions. Ce fonds d'amortissement de 35 millions de dollars par an dépassait déjà, en janvier dernier, de 225 millions la somme déterminée par la loi, et le budget pour 1878, présenté, en décembre 1877, au Congrès s'établissait comme suit :

Recettes.	265,000,000	de dollars.
Dépenses	232,000,000	—
Excédant.	<u>33,000,000</u>	de dollars,

bien que les douanes aient rendu 17,115,491 dollars moins qu'en 1876.

Mais, comme on a besoin de 35 millions pour fonds d'amortissement, il y a en réalité un déficit de 2 millions. L'exposition de Philadelphie a été un triomphe pour les Américains et un coup de foudre pour les Anglais. Elle a montré que l'industrie des États-Unis est arrivée à l'âge où elle peut supporter une concurrence raisonnable. Le comité des voies et moyens de la Chambre des représentants, présidé par M. Fernando Wood, a donc, pour augmenter les revenus de l'État, élaboré un nouveau tarif qui réduit la protection de 20 p. c. en moyenne sur tous les articles, à l'exception des vins, des eaux-de-vie, des tabacs et d'autres objets similaires. Il change en droits spécifiques les droits *ad valorem*, partout où il est possible. Il favorise les manufactures américaines par l'abolition de tout droit d'entrée sur les matières premières. L'introduction des machines étrangères et des matériaux pour construire des navires sera libre. La marque américaine sera garantie à l'étranger et les inventions étrangères libres de tout droit. Les droits différentiels seront maintenus contre les pays qui ne voudront pas accorder aux États-Unis le traitement de la nation la plus favorisée. Ce tarif, d'après le comité, rapportera à l'État 155 millions de dollars, c'est-à-dire 17 millions de plus que l'année dernière.

Comme on voit, c'est encore la protection, jointe aux intérêts fiscaux, qui guide le comité. Le tarif de 1870 était pour différents articles presque prohibitif ;

le projet tient compte de la condition actuelle de l'industrie du pays et des nécessités du Trésor. Il protège la première encore de 30 p. c. en moyenne, et les tissus de laine jusqu'à 50 p. c. *ad valorem*. Il ne satisfera pas les libre-échangistes, mais leur nombre est trop restreint aux États-Unis, ce qui surprendra sans doute les idéologues de la démocratie européenne. (*The indifference of West and South, where free trade was once supposed to be popular, is very remarkable.* Journal of Commerce de New-York, du 20 mars 1878.) Mais que voulez-vous? l'Américain ne sera jamais un homme de théorie; il ne compte qu'avec les faits, et ceux-ci lui ont toujours donné raison. Tout le monde sait ce que veut dire « avoir l'œil américain », et en tout ce qui touche les intérêts matériels, vous pouvez le prendre pour un guide infallible. Il ne se trompe jamais à son désavantage, soyez-en bien convaincu.



CHAPITRE XLI.

L'ANGLETERRE ET LES INDES.

On a vu dans le précédent chapitre que les exactions commerciales de l'Angleterre étaient la cause principale de la révolte de ses colons en Amérique. Quand il s'agit de *money*, l'Anglais renie ses propres enfants, et à plus forte raison ceux qui sont d'origine étrangère. Au moment où la plus grande de ses colonies lui échappait, parce qu'elle ne voulait plus se laisser piller par la mère-patrie, celle-ci étendit et consolida son empire de l'Inde pour avoir un autre vaste marché à offrir aux appétits dévorants des marchands britanniques. Nous allons voir ce qu'elle fit du peuple hindou, qui, malheureusement, ne possède pas la même énergie et les mêmes moyens de défense que les anciens colons anglais en Amérique. Incomparablement plus nombreux, mais d'un caractère plus doux, les Indiens ont été peu à peu subjugués par la force, la corruption, et à l'aide d'une politique toujours astucieuse, on peut dire infernale. L'Angleterre n'ose plus appliquer son ancien système spoliateur, appelé colonial,

à ses possessions d'outre-mer, peuplées de ses propres enfants; elle craint de les perdre, comme les États-Unis; mais elle l'applique, dans toute sa rigueur, à ces pauvres Indiens, dont le rusé lion britannique ne connaît que trop la mollesse et l'impuissance. Vis-à-vis de ceux-ci elle ne croit devoir garder aucun ménagement, et elle traite ses 250 millions de sujets hindous en véritable corsaire. On en acquerra la conviction en lisant les chapitres qui termineront ce volume.



CHAPITRE XLII.

BILAN COMMERCIAL DE L'INDE.

La statistique du commerce extérieur de l'Inde, pour les cinq années 1871 à 1876, a paru, soigneusement élaborée par M. O'Connor, secrétaire du Département des revenus d'agriculture et du commerce, à Calcutta. « Bien que ces chiffres, dit le rapporteur, soient trop arides et peu engageants à suivre en détail, ils offrent cependant un grand intérêt à ceux qui les veulent étudier avec patience et intelligence. » C'est ce que nous pensons aussi, et nous y allons apporter toute la patience et toute l'intelligence dont nous disposons.

Voici la valeur des importations et exportations des marchandises et des métaux précieux dans l'Inde pendant les cinq dernières années, en livres sterling :

	EXPORTATIONS.	IMPORTATIONS.
1871-72	L. S. 64,607,000	42,384,000
1872-73	— 56,510,000	35,029,000
1873-74	— 56,839,000	37,421,000
1874-75	— 57,904,000	42,786,000
1875-76	— 60,173,000	42,413,000

En dehors de ce mouvement, les importations du gouvernement britannique lui-même montaient à la somme de 1,750,000 livres sterling.

Les exportations de l'Inde pour l'Angleterre étant bien plus fortes que les importations, on dirait que le bilan est favorable à l'empire asiatique. Il n'en est rien. Il le serait, en réalité, si les Indes étaient un pays indépendant et si les Anglais ne leur reprenaient d'une main ce qu'ils avaient donné de l'autre. En voici la preuve. Le commentateur anglais de ces statistiques dit, dans le *Manchester Guardian*, aux Anglais, et il ne dirait pas la même chose aux Indiens :

« Le surplus des exportations représente le paiement annuel fait par l'Inde (*the annual payment made by India to this country*) à ce pays (la Grande-Bretagne) pour le coût du gouvernement anglais, pour l'intérêt des emprunts faits en Angleterre, pour les pensions civiles et militaires accordées aux Anglais, revenus de l'Inde, et pour les profits que les négociants et les armateurs anglais ont faits aux Indes. La position de ce pays est tout à fait l'inverse de celle qu'occupe le nôtre. L'Inde doit chercher de l'argent chez nous pour l'entretien de son gouvernement local, pour les entreprises commerciales et industrielles, enfin, pour l'exécution des travaux publics. Nous, au contraire, nous sommes capables d'étendre ces services sous différentes formes aux Indes et autres pays. De là vient que pendant que nous recevons une récompense bien méritée (*reward*) par l'importation de nos manufactures, l'Inde se trouve dans l'obligation de payer nos services par l'excédant de ses exportations. »

Ces déductions hyperboliques marquent toute la fausseté du caractère des Anglais ; c'est du machiavé-

lisme commercial érigé en doctrine avec un cynisme révoltant, et c'est bien par des phrases pareilles, mille fois répétées par le libre échange, qu'on jette de la poudre aux yeux du simple mortel. En effet, si la valeur de l'excédant des exportations de l'Inde est absorbée sous différentes formes par l'Angleterre, que reste-t-il donc alors au peuple indien ?

L'arithmétique la plus vulgaire dit que si l'on dépense plus qu'on ne reçoit, on doit, à la longue, nécessairement se ruiner, quels que soient les services qu'on paye de sa bourse. Et telle est la vraie position de l'Inde, malgré ses immenses richesses agricoles. Il est donc constant, corroboré par les aveux mêmes des Anglais, que tout ce que l'Indien gagne en cultivant la terre passe en Angleterre. A-t-on besoin d'un argument plus probant que le libre échange anglais n'est qu'une trappe où les voix des syrènes font tomber les peuples ingénus ou opprimés ? Actuellement, les malheureux Indiens, décimés par deux années de disette et bien loin de pouvoir payer l'Angleterre en produits agricoles, sont forcés de vendre leurs bijoux, tout ce qu'ils possèdent, pour vivre misérablement et payer les taxes énormes qui les écrasent, et les libre-échangistes anglais, sans cœur et sans entrailles, osent dire : « Mais c'est comme cela que les comptes se règlent entre les peuples. » J'aimerais, moi aussi, les balancer comme cela si je trouvais des gens assez niais pour se faire duper par des phrases ronflantes et un calcul qui n'admet que la soustraction.

Depuis l'ouverture du canal de Suez, les ports de

la Méditerranée ont acquis une grande importance pour l'importation des cotons de l'Inde. Ce n'est pas sans chagrin que l'Angleterre se voit enlever une partie de ce commerce, et c'est pour cela qu'elle s'est emparée, par un coup de main, à l'instar des tripoteurs de bourse, des actions du khédive. En 1869-70, l'Italie n'a importé des cotons Surate, par la voie de Suez, que pour 88,000 livres sterling, et en 1875-76, elle en a importé pour 1,750,000 livres sterling. De même l'Autriche, en 1869-70, n'a importé que pour 529,000 livres sterling, et en 1875-76, la valeur de ces opérations montait à 1,528,000 livres sterling.

Écoutez maintenant les raisonnements que tient à ce propos le *Manchester Guardian*, et admirez l'intelligence anglaise à laquelle on est obligé de mâcher ainsi dans la bouche les résultats d'un système qu'elle adore :

« Ces chiffres, dit-il (les importations des ports de mer de la Méditerranée), nous offrent un exemple frappant de la manière indirecte dont les comptes se balancent entre différentes nations. Les exportations de l'Inde pour la France, pour l'Italie, pour l'Autriche, pour la Chine, pour les États-Unis, excèdent ÉNORMÉMENT les importations de ces pays dans les Indes. D'un autre côté, les exportations de l'Inde pour la Grande-Bretagne sont bien inférieures aux importations anglaises (*the exports to the United Kingdom are very much less than the imports thence*. C'est une erreur). Et cependant il est bien connu que la dette annuelle payable par les Indes à l'Angleterre est très-considérable (*very great*); les Indes s'exonèrent donc par l'excédant de leurs exportations, et voici comment (*the explana-*

tion is this). Des pays comme la France, les États-Unis, la Chine, nous payent en soie, en vin, en coton, en jute, en thé, en cuir, en graines oléagineuses qu'ils reçoivent des Indes. Quant à nous, nous payons l'Inde en tissus de coton (*cotton goods*), en matériaux de chemin de fer, en charbons et autres produits britanniques. Il en résulte que les paiements, que les Indiens nous font pour services gouvernementaux et autres, ne s'opèrent pas souvent en produits indiens, mais en produits de France, des États-Unis et de la Chine, pays qui reçoivent, à leur tour, de l'Inde l'équivalent de ce qu'ils nous envoient à valoir sur ce compte. »

C'est parfaitement vrai d'après les principes du libre échange, mais, je le demande, si la liberté commerciale n'était pas inventée exclusivement au profit de l'Angleterre, est-ce que celle-ci se chargerait d'être le comptable de tout l'univers? Elle balance le solde de tous les peuples, mais si ces soldes n'étaient pas autant de bénéfices pour elle, est-ce qu'elle voudrait du libre échange? Assurément non, et voilà pourquoi les autres nations doivent souhaiter précisément le contraire de ce que souhaite l'Angleterre. Il n'est pas possible de sortir honnêtement de là. C'est en expliquant l'action du libre échange que les Anglais nous en révèlent eux-mêmes les perfides conséquences.



CHAPITRE XLIII.

LES DÉVERSOIRS DE L'INDUSTRIE ANGLAISE.

Il est bon de constater sur quels pays les Anglais déversent le surplus de leur production monstrueuse, au beau milieu d'une crise épouvantable et au moment même où partout dans le monde les affaires ne marchent pas. Sans parler de la France, qui a pris, durant le mois de juillet 1877, 521,000 livres de fils de coton contre 240,400 en 1875, et de l'Allemagne, à laquelle Manchester a vendu, pendant le même mois, 6,336,100 yards de calicot contre 4,276,200 en 1875, ce sont les Indes que l'Angleterre a inondées de ses tissus cotonniers. On y a expédié dans le courant du mois de juillet 1877, comparé à la période correspondante de 1875 :

	1875	1877
Pour Bombay . . yards	20,724,600	29,550,700
— Madras . . . —	2,610,800	2,663,000
— le Bengale . . —	69,838,500	90,197,500
— les détroits . . —	8,947,800	11,458,600
— Ceylan. . . . —	1,608,700	2,214,400

Comprenez-vous maintenant pourquoi les fiers insulaires tiennent tant à leurs possessions indiennes?

Je ne m'étonne plus qu'ils tremblent de les perdre. En effet, sans ce vaste empire, la Grande-Bretagne s'abîmerait dans le néant. Elle descendrait au second rang des nations, et ce qui est bien pis, ne pouvant plus faire absorber les excès de son immense production, il y aurait une révolution sociale et industrielle. Nous l'avons dit maintes fois, que toute sa puissance politique et matérielle gravite autour de Manchester, ce que les hommes d'État anglais ne savent que trop, car, pour eux, la guerre d'Orient même n'a d'autre intérêt que celui de la conservation des Indes.

Cependant, cet empire ne pourra plus rester longtemps sous la domination britannique. Elle l'exploite et l'écrase de toutes les manières au profit du Lancashire. Voilà un pays qui, l'année dernière, a été ravagé par la famine; il est menacé d'une nouvelle disette, et Manchester, aux abois de sa production démesurée, y continue à expédier ses calicots sur une échelle plus grande que jamais. Les marchés indiens en étaient déjà encombrés, la famine entrave la vente, et la position de l'industrie cotonnière anglaise est si anormale, par l'excès de sa production, qu'elle doit persister malgré tout à consigner aux Indes. Elle écrase les marchés asiatiques, mais elle se débarrasse de son surplus en tirant à six mois et en s'exposant aux plus dures pertes. Le débordement insensé de Manchester entraînera un jour la ruine de toute l'Angleterre. Ce débordement ne connaît plus ni ce qui est juste, ni ce qui est praticable. Ne sachant plus à quel saint se vouer, aucune mesure,

aucune exaction ne lui répugne. On demande aujourd'hui à cor et à cri que les droits d'entrée de 5 p. c. *ad valorem* soient abolis dans l'Inde, au détriment de ses finances, bien que le pays se trouve déjà à la veille d'une banqueroute; on demande ensuite que le travail y soit réduit aux mêmes heures qu'en Angleterre. Ainsi, pour sauver Manchester, les Indiens ne pourront plus travailler tant qu'il leur plaira. A-t-on jamais vu une exigence aussi égoïste, aussi inique? Limiter chez d'autres le travail dans un intérêt sordide; et cela se fait par un peuple qui se dit libre!

Il dit aussi que le sabbat n'est pas observé aux Indes, qu'on y travaille ce jour-là dans les filatures, ce que le sentiment religieux des Anglais ne peut tolérer. Ainsi, 1,300,000 broches qui filent du coton aux Indes font peur à Manchester, et pour en arrêter le développement, il dit qu'il faut abolir les droits d'entrée et défendre aux Indiens de travailler le jour du sabbat. Quelle hypocrisie et quelle ignorance complète de la religion hindoue! Si celle-ci pêche sous certain rapport, c'est précisément par la longueur et la multiplicité de ses fêtes, depuis celles de Sree Punchomry jusqu'à celles de Juggadathree, qui durent huit à quinze jours et durant lesquels le peuple ne travaille pas du tout. Convenez que, pour s'accrocher à une pareille exception, il faut que l'industrie cotonnière d'Angleterre soit en bien mauvais draps.

CHAPITRE XLIV.

L'INDUSTRIE COTONNIÈRE DES INDES.

On lisait ce qui suit dans le *Bombay Gazette*, du 12 janvier 1878 :

« Notre industrie cotonnière est de nouveau déprimée. En septembre et octobre derniers, nous avons déjà parlé des difficultés avec lesquelles elle avait à lutter. La famine, non-seulement à Bombay et à Madras, mais encore en Chine, a fait presque complètement cesser la demande pour les tissus, tandis que le stock de coton brut était si limité, qu'on a dû payer des prix qui ne laissaient aucune marge. On parlait déjà de *short time*, mais vers le mois de novembre, un meilleur sentiment se fit jour. A cette époque, la famine a perdu de son intensité, et les acheteurs de tissus sont devenus plus nombreux, en réduisant les stocks énormes (*enormous stocks*) qui se sont formés dans les filatures et les tissages. Toutefois, la consommation, en ce moment, est loin de répondre à l'attente générale; les marchands ne peuvent pas vendre ce qu'ils ont acheté et les stocks s'accroissent de nouveau dans les fabriques. Cet état de choses a réveillé la question du *short time*, et l'Association des filateurs est convoquée pour prendre une résolution. Ce serait sans doute une mesure très-sage, car il faudra une bonne année, ici et en Chine, avant que la consommation puisse marcher du même pas que la production. »

On peut juger dans quelles conditions épouvantables se trouve l'industrie cotonnière du monde entier (et cette industrie domine toutes les autres), grâce à la monstrueuse production de l'Angleterre, quand le nombre restreint des filatures aux Indes, montées à l'européenne, ne peuvent plus vendre leurs produits, écrasées qu'elles sont par les réalisations forcées de Manchester.

Voici le nombre de ces filatures et celui de leurs broches :

	1877		1869	
	<i>Établissements.</i>	<i>Broches.</i>	<i>Établissements.</i>	<i>Broches.</i>
Bombay . . .	40	932,530	14	338,000
Bengale . . .	4	101,194	3	52,500
Prov. nord-ouest	2	27,350	»	»
Madras . . .	3	26,800	»	»
Nagpoor. . .	1	30,000	»	»
Heyderabad. .	1	15,172	»	»
Indore . . .	1	»	»	»
	<hr/>	<hr/>	<hr/>	<hr/>
	52	1,133,046	17	390,000

Eh bien, ce million de broches mêmes ne peuvent lutter contre les Anglais, et cependant les filatures indiennes achètent le coton sur les lieux de la production; elles ne sont pas obligées de prendre des balles pressées, ce qui est un très-grand avantage; elles ne perdent pas d'intérêts en s'approvisionnant pour de longs mois; enfin, elles ne payent pas, comme les Anglais, les énormes frais de transport maritime, ni pour le coton brut, ni pour les tissus, et malgré cela, la concurrence anglaise les empêche de vendre, concurrence qui, pour faire de l'argent

et se décharger d'une production excessive, est obligée de vendre à tout prix, comme cela a lieu en ce moment. C'est une véritable anarchie. L'Angleterre a expédié pour les Indes, en décembre, 25 millions de yards de tissus, et en janvier, 22 millions, ce qui explique la souffrance des filatures indiennes en face de ces formidables exportations. Et si ces filatures, en dépit des avantages dont elles jouissent par l'achat du coton brut, ne peuvent, dans des moments de crise, lutter contre les débordements insensés de Manchester, quelle doit être la position des filatures du continent européen qui ne se trouvent pas dans la situation exceptionnelle des Indiens? Nous le répéterons toujours et sans cesse : c'est le nombre qui fait la force des Anglais, car 40 millions de broches peuvent bien plus facilement soutenir la lutte que 2 à 3 millions. Elles peuvent écraser les marchés, et la perte, répartie entre elles, sera toujours moins sensible que pour 2 à 3 millions de broches. Quand quarante Anglais veulent vendre à tout prix sur un marché quelconque, que peuvent faire deux Suisses, un Indien, quatre Allemands, cinq Français?

Les filatures indiennes, montées à l'européenne, ont consommé en :

	<i>Broches.</i>	<i>Balles de 390 livres.</i>
1874. . . .	593,000	114,000
1875. . . .	866,000	170,000
1876. . . .	1,124,000	296,000
1877. . . .	1,231,000	237,000

A ces chiffres il faut encore ajouter la consommation des fileurs et tisseurs à la main, qui doit être énorme, quoique difficile à préciser.

Si donc l'industrie cotonnière aux Indes continue à progresser comme jusqu'à présent, où voulez-vous que les Anglais se déchargent de leur production effrayante, sinon sur le continent européen, à l'aide du libre-échange?

Pour se rendre compte des importations anglaises aux Indes, nous en donnerons ci-après la moyenne pendant les deux années 1860-61 et 1874-76.

IMPORTATIONS EN TISSUS ANGLAIS.

		1860-61	1874-76
A Bombay,	en yards.	275,000,000	318,000,000
A Calcutta,	—	433,000,000	728,000,000
Aux autres pays,	—	103,000,000	219,000,000
		<hr/>	<hr/>
		811,000,000	1,265,000,000

Vous voyez par ces énormes quantités que, si les Anglais seront successivement évincés des marchés de l'Inde par l'industrie propre au pays, ils devront nécessairement s'abattre sur les marchés européens qui travaillent à peu près dans les mêmes conditions qu'eux. Ils ne pourront pas lutter contre les Hindous. Cette grande révolution industrielle aux Indes, jointe au développement analogue de l'industrie cotonnière aux États-Unis, qui vient déjà faire concurrence aux marchés anglais, sont deux faits d'une telle gravité qu'ils impliquent l'existence même de l'Angleterre, dont la seule puissance libre-échangiste ne gravite aujourd'hui qu'autour de l'industrie cotonnière. Où

les Anglais iront-ils, d'ici à dix ans, se décharger de leur production outrée? Évidemment en Europe. Gare donc aux peuples qui seront assez imprudents de renouveler leur traité de commerce avec la Grande-Bretagne! Les républicains s'étant maintenus au pouvoir aux États-Unis, ce grand pays de consommation restera longtemps encore fermé aux produits anglais; dans l'Amérique méridionale, les Yankees commencent à chasser les Anglais; la Russie est fermée; dans l'Asie centrale, la Russie tient le haut du pavé; en Chine, la filature et le tissage, très-anciens, se développent chaque année et ont l'avantage de consommer le coton à bon marché, produit dans le pays. Quels seront donc les peuples qui vont consommer la gigantesque production de l'Angleterre, poussée jusqu'à la folie? Je ne connais, en dehors de l'Europe, que la Turquie et l'Afrique; mais ce sont là des pays pauvres, dont la consommation ne décharge les Anglais que d'une mince partie de leur production insensée.

Afin que chacun comprenne la gravité de la situation, nous donnons ci-après, en yards, la moyenne mensuelle des exportations anglaises en tissus de coton pendant quatre années.

	TISSUS ÉCRUS.	TISSUS TEINTS.	TISSUS IMPRIMÉS.	TWIST.
1874. . .	134,649,544	11,461,134	5,652,117	5,955,691
1875. . .	127,456,012	12,319,117	6,873,621	5,521,001
1876. . .	138,355,542	12,084,967	7,468,842	5,729,858
1877 (janv.)	155,883,626	13,386,282	9,148,879	7,042,819



CHAPITRE XLV.

LE BUDGET DE L'INDE ET LES DROITS D'ENTRÉE.

Nous trouvons dans les journaux anglais le dernier exposé financier des Indes, présenté au gouvernement britannique par sir John Strachey, secrétaire des finances à Calcutta. C'est un document tellement long et tellement compliqué, disent les feuilles anglaises, qu'aucun cerveau humain ne peut l'apprendre par cœur à cause de son enchevêtrement inextricable. Néanmoins, voici ce que nous y voyons de plus clair.

Pendant l'exercice de 1875-76, les revenus de l'État étaient de 52 1/2 millions et les dépenses de 55 1/5 millions de livres sterling. Déficit 2 1/2 millions. Dans les dépenses on voit figurer 600,000 livres sterling pour frais de famine et 4 1/4 millions pour travaux publics. Sans la famine, dit sir Strachey, il y aurait eu un excédant de 1 1/2 millions de revenus sur les dépenses.

Les revenus pour 1876-77 sont estimés à 51 1/4 millions et les dépenses à 57 1/4 millions, donnant un déficit de 6 millions de livres sterling sur les revenus.

Les frais de famine sont portés à 3 millions et les autres 3 millions sont consacrés aux travaux publics, ce qui revient au même, car, en temps de famine, on est forcé de doubler et de tripler les travaux publics. S'il n'y avait pas eu famine, dit sir Strachey, il y aurait eu un surplus de $1/2$ million sur les dépenses.

Pour l'année 1877-78, on estime les recettes à $52 \frac{1}{2}$ millions et les dépenses à $56 \frac{1}{2}$ millions de livres sterling. Déficit environ $4 \frac{1}{4}$ millions. Encore, cette fois, pour frais de famine on porte la somme de 2,150,000 livres sterling et pour travaux publics la somme de $3 \frac{3}{4}$ millions, de manière qu'en défalquant ces deux postes, le budget présentera un léger surplus. Mais comme, grâce à la mauvaise et égoïste administration de l'Angleterre, la famine aux Indes paraît être passée à l'état chronique, le secrétaire n'ose pas retrancher ces deux articles du budget. En somme, d'après sir J. Strachey, les famines, depuis cinq ans, ont coûté au gouvernement indien 16 millions de livres sterling.

Pour couvrir le déficit de l'exercice actuel, le gouvernement indien a dû faire un emprunt de $3 \frac{3}{4}$ millions, et pour l'année prochaine il sera obligé d'emprunter encore $6 \frac{1}{2}$ millions, $2 \frac{1}{2}$ aux Indes et $3 \frac{3}{4}$ millions en Angleterre. De plus, il augmentera certains impôts et en modifiera d'autres.

Ce misérable état de choses ne date pas d'hier, bien que les Anglais répètent toujours, pour fiche de consolation, que, sans la famine et les travaux publics, les revenus auraient dépassé les dépenses. Déjà en

1867-68, suivant la *Géographie des Welthandels* de Charles André, le budget indien présentait un déficit de 1 million, porté à 2 millions pour l'année suivante. La dette générale de l'Inde montait alors à 65,554,543 livres sterling, et depuis elle n'a fait qu'augmenter tous les ans. Les revenus proviennent de l'impôt foncier (en 1867-68, il donnait 20 millions de livres sterling), des tributs de princes indiens, de l'exploitation des forêts, de l'impôt sur le sel, du monopole de l'opium, avec lequel on empoisonne les indigènes et les Chinois, des droits de sortie sur le riz, l'indigo, le laque, et des droits d'entrée sur coton brut, venant d'autres pays que l'Asie et l'île de Ceylan, sur fils et tissus de coton, sur liqueurs et spiritueux, sur les vins, sur les métaux, sur les armes à feu, sur la poudre, sur le tabac et sur l'opium.

Nous avons dit plus haut que les impôts fonciers produisaient aux Indes en 1867-68 la somme énorme de 20 millions, tandis qu'en Angleterre ils ne produisaient, pendant l'exercice de 1877, que 7 1/2 millions de livres sterling. Cet impôt est tellement écrasant et la position financière du pays est tellement désespérée, qu'un membre du Parlement britannique, M. Fawcett, demandait, le 13 février 1878, une enquête sur l'administration financière des Indes, en s'écriant : « Parmi les raisons qui justifient cette enquête, la première, la plus péremptoire, est celle de la famine, laquelle, au bout de trois ans, s'est déclarée deux fois, malheur inouï qui a nécessité une dette additionnelle de 10 à 12 mil-

lions, et les impôts sont si écrasants qu'on ne saurait y ajouter un schelling de plus (*not a shelling could be raised*). »

Voilà la position financière de l'empire anglais en Asie. Comme à Londres, on y trouve des gens qui sont immensément riches, mais ce sont les *rari nantes in gurgite vasto*; ce qui domine, c'est la plus atroce misère. Comme en Égypte, en Turquie, les impôts sont arrivés à leur maximum; on marche de déficit en déficit, on ne sait plus où prendre de l'argent pour boucher les trous; on est à la veille d'une banqueroute, et savez-vous ce que demandent les hommes de Manchester, en face de cette situation déplorable? L'abolition des droits d'entrée sur les tissus et les fils de coton. Ils disent que c'est contraire aux principes du libre échange, gloire éternelle de Manchester (*glory of Manchester*), comme s'ils le pratiquaient eux-mêmes sans aucune restriction. En réalité, ce n'est que pour les faire sortir de l'abîme où ils se trouvent plongés par les folies d'une production outrée.

Déjà en 1875, afin de faire cesser les lamentations de Manchester, lord Northbrooke, le vice-roi de l'Inde, a nommé un comité pour examiner s'il était possible d'abolir les droits d'entrée sur les fils et tissus, sans exposer l'État à de graves embarras financiers. Ce comité disait alors clairement que les droits d'entrée sur tissus et filés de coton n'ont pas été établis en vue de protection, mais bien dans un but fiscal (*but for revenue purposes only*). Il ajoutait que les filatures indiennes battent toujours Man-

chester en gros numéros, lors même que les droits seraient abolis (*even if the duty be removed*), que pour les numéros fins l'Angleterre restera toujours maîtresse du marché, attendu que du coton de l'Inde on ne peut pas filer de tels numéros; que, d'un autre côté, si ces droits avaient un caractère prohibitif, les marchés de l'Inde ne seraient pas encombrés de manufactures anglaises (*would not be habitually overstocked*). Néanmoins, pour plaire à Manchester, le gouvernement indien, de concert avec le council, avait décrété que les droits d'entrée sur tissus seraient réduits à 5 p. c. *ad valorem*, et on avait, en même temps, établi 5 p. c. droits d'entrée sur les cotons bruts venant de l'Égypte et de l'Amérique, afin d'empêcher les filatures indiennes de filer des fins numéros. Par cette transaction, on a sauvé le budget.

Ces concessions ne faisaient pas encore l'affaire de Manchester. Avec cette obstination qui les caractérise, les Anglais ont repris la question sous une autre forme, en usant de l'énorme influence qu'ils exercent sur le gouvernement britannique. Ils disaient : Puisque le budget indien ne permet pas la complète abolition des droits d'entrée aux Indes, qu'on y impose directement les filatures par une accise de 5 p. c., et cette thèse, faisant la ronde dans les journaux, a été énergiquement soutenue par la Chambre de commerce de Manchester, dans sa séance du 12 février 1878, convoquée pour le *proposed Excise duty on Indian native manufactures*.

Que pensez-vous, lecteurs, de ces fameux libre-

échangistes qui, contrairement à leur doctrine, demandent des impôts directs, afin de pouvoir rivaliser quarante contre un, car les Anglais ont 40 millions de broches et les Indiens, montés à l'euro-péenne, n'en ont que 1,300,000? N'est-ce pas une preuve évidente que l'Anglais renie sa propre doctrine aussitôt qu'il voit qu'elle lui est défavorable?

L'art de filer et de tisser le coton a été inventé aux Indes; le nom de calicot même vient d'une ville indienne appelée Calicut, et lorsqu'au xvi^e siècle les importations des calicots indiens en Angleterre commencèrent à supplanter les tissus de laine anglais, le Parlement britannique porta une loi, en 1700, en vertu de laquelle l'introduction des étoffes de soie et des calicots imprimés fut interdite sous une pénalité de 200 livres sterling (*which forbade the introduction of India silks and printed calicoes under a penalty of two hunder pounds*). Voilà comment les Anglais sont devenus forts dans l'industrie cotonnière.

Questionné sur la nouvelle proposition de Manchester, M. John Bright, membre du Parlement et un des rares hommes qui honorent encore la tribune britannique, écrivit une lettre à M. Armitage, président de ladite Chambre de commerce, lettre qui est tombée comme une bombe (*a bombshell had fallen amongst them*) au milieu de cette illustre assemblée de libre-échangistes. Il y disait :

« Les Indes ont autant d'intérêt dans la question que l'Angleterre. Si les Indiens pouvaient parler et agir comme nous en Angleterre (*if the people of India could speak and act as we can in England*), ils s'opposeraient au dernier

point à la tentative d'un impôt direct de 5 p. c. sur les produits de leurs filatures. Et, lors même qu'ils seraient en théorie des libres-échangistes et qu'ils voudraient pratiquer cette doctrine, ils ne cesseraient de résister à un pareil impôt, et selon moi, avec raison. Ils diraient absolument comme nous-mêmes, qu'un impôt direct sur les filatures est odieux sous tous les rapports et n'est pas admissible. Ils tâcheraient de trouver un moyen terme pour abolir les droits d'entrée, en réduisant les dépenses publiques, et suppléer ainsi au vide des 800,000 livres sterling que l'abolition créerait dans les revenus du gouvernement indien. Je suis convaincu que la Chambre des communes ne forcera jamais le gouvernement indien à adopter cette odieuse et intolérable proposition, émanant de quelques membres de la Chambre de commerce de Manchester. Je suppose qu'elle n'est qu'une arme (*weapon*) contre le gouvernement pour le forcer d'agir dans la question de l'abolition. Cette arme s'éteindra, car il est impossible de l'employer sérieusement (*it must fail, for it is impossible to defend it*). Il serait beaucoup plus sage de peser sur le gouvernement indien, afin qu'il réduisît ses dépenses, ses forces militaires, ce que l'on pourrait parfaitement faire, s'il était aussi juste et intelligent qu'il prétend l'être constamment. »

Enfin, pour faire taire les criaileries des libres échangistes anglais, le vice-roi actuel, lord Lytton, s'est décidé à agir. Tout d'abord, il a muselé la presse hindoue, en laissant aux Anglais toute liberté d'écrire. (*The council of the viceroy of India yesterday passed a bill for establishing a censorship over the native presse.*) Cette résolution a été prise le 14 mars 1878, et le 18 mars, le même vice-roi, de propos délibéré, et sans consulter le pays (car il tient des pouvoirs despo-

tiques de la libre et glorieuse Angleterre) procéda à réformer le tarif aux dépens de l'Inde. D'un coup de plume, il a aboli les droits d'entrée sur les filés et les tissus de coton jusqu'au n° 30, sans réduire les dépenses de l'État, au contraire en chargeant l'Indien d'une augmentation de l'impôt sur le sel, contre lequel M. Fawcett réclamait immédiatement dans la Chambre des communes. (*That this house regrets that the people of Madras and Bombay should be burdened with the increased salt duty.*) Voilà comment la fière et libre Angleterre traite les autres peuples au nom du libre échange ! Les Indiens sont déjà écrasés d'impôts, et on les augmente encore, tout en ayant toujours les intérêts de l'humanité sur les lèvres.

Croyez-vous que cette réforme, privant la classe pauvre, — qui est immense aux Indes — de l'usage du sel, ait contenté les insatiables et cruels *free tradistes* du Lancashire ? Nenni. L'abolition n'ayant donné lieu à aucune reprise d'affaires à Manchester, ce qui prouve que sa détresse a une origine bien plus grave que les droits indiens de 5 p. c., les manufacturiers anglais disent maintenant : Ce n'est pas sur les gros numéros qu'il fallait abolir les droits, car le commerce de gros tissus est déjà perdu pour Manchester, à cause des avantages locaux dont jouissent les filatures indiennes ; il fallait les abolir pour les numéros fins. La production des filatures indiennes se borne aux gros numéros ; pour les numéros fins, Manchester n'a pas à redouter la concurrence indienne, d'autant moins que déjà en 1875, ainsi que nous

l'avons dit plus haut, lord Northbrooke, alors vice-roi, avait exécuté un coup de Jarnac en établissant des droits d'entrée sur les cotons bruts d'Amérique et d'Égypte pour empêcher le filage des numéros fins aux Indes, et malgré toutes ces hérésies contre le libre échange, les *free tradistes* de Manchester continuent à se lamenter et à intriguer. Et puis, dites-moi, je vous prie, si ce n'est pas se jouer du monde entier que de prêcher le libre échange quand soi-même on le foule aux pieds? L'école de Manchester voudrait bien qu'on abolît tous droits d'entrée aux Indes, et l'Angleterre impose le café, venant de l'Inde, d'un droit de 14 schellings par quintal. Liberté pour les manufactures anglaises, et entraves pour les produits agricoles des autres peuples! Je me demande jusqu'à quand le monde sera assez niais pour se laisser mystifier si grossièrement. M. le Dr Grothe, de Berlin, membre du Reichstag et un des délégués allemands à l'exposition de Philadelphie, a bien raison de dire dans son magnifique ouvrage : *Die Industrie Amerika's*, que les colonies anglaises, d'après le système commercial britannique, ne devrait produire que ce qui manque à la mère patrie (*Die Colonien sollen nur das produciren, was dem Mutterlande fehlt*). Et encore !



CHAPITRE XLVI.

LA FAMINE AUX INDES EN 1877.

Le *Manchester Guardian*, du 2 août 1877, contenait l'article suivant :

« Un télégramme de lord Lytton (vice-roi des Indes) nous rapporte des avis moins décourageants quant aux récoltes de l'Inde méridionale; mais, en tout cas, nous devons nous préparer à voir la Péninsule exposée à de terribles souffrances. Si la famine éclate, elle sera la plus épouvantable dont on ait souvenir. Elle atteindra un peuple déjà épuisé par les privations de la précédente disette. En ce moment même, plus d'un million d'hommes n'y vivent que de la charité et des secours du gouvernement. Une seconde mauvaise récolte produira inévitablement des ravages effrayants au milieu d'une population qui a déjà tant souffert. »

Les dernières nouvelles font frissonner tout homme de cœur. Des milliers de personnes meurent journellement faute de nourriture. Dans la présidence de Madras, la disette a éclaté dans toute sa fureur; la proportion des décès a augmenté de 19 par mille (moyenne des cinq dernières années) à 76 par mille. On évalue les charges, que le trésor indien (pas le

trésor anglais) doit supporter pour combattre le fléau, à un demi-milliard de francs, une fois plus que les frais de la disette de 1875.

Je viens de parcourir l'histoire des Indes, et à aucune époque les mauvaises récoltes ne se sont succédé avec autant de rapidité que depuis une quinzaine d'années. D'où vient donc ce changement inouï dans la position économique du pays ? Est-ce que le climat a changé ? Est-ce que le sol est devenu moins fertile ? Ni l'un, ni l'autre. Le climat est toujours à peu près le même, et la terre ne vieillit jamais. A part quelques contrées frappées de stérilité, elle restera toujours la bonne mère nourricière de l'homme. Qui donc fait fondre tant de calamités sur ce pauvre pays, berceau de l'humanité et de la civilisation ? C'est l'infâme politique commerciale de la Grande-Bretagne. Avant sa domination, un système d'irrigation admirable, dû au génie hindou, mitigeait les effets pernicious de la sécheresse ; aujourd'hui, ses canaux sont obstrués ou délabrés, parce que le peuple et le gouvernement anglais le veulent ainsi. Pour vendre rapidement leurs calicots et pour s'approvisionner de vivres à bon marché, on a construit, aux frais de l'Inde, des chemins de fer qui ne rapportent financièrement que peu de chose et dont les intérêts doivent être payés par le peuple indien, et comme les actions de ces chemins de fer se trouvent, en grande partie, entre les mains des Anglais, ceux-ci seuls en retirent des profits. Mais vous me direz : Les chemins de fer et le libre échange suppléeront facilement au déficit des ré-

coltes. Au contraire, c'est précisément dans ces moments suprêmes que l'inanité ou la perfidie du libre échange devient manifeste. Un vaste pays de 250 millions d'habitants, habitués à vivre à bon marché, a le malheur d'être en proie à la disette; il est entouré d'autres pays qui partagent le même sort; d'où voulez-vous qu'il importe à bon marché! Et cependant, malgré la famine, les vivres y sont encore à des prix assez bas pour que l'Angleterre, grâce au libre échange, en enlève les blés aux mourants, ainsi que nous le prouverons au chapitre suivant.

La doctrine du libre échange est fondée sur le principe du nivellement des prix et la distribution rapide des besoins alimentaires, et voilà que cette doctrine se montre non-seulement insuffisante, mais d'une cruauté barbare. Elle ne nivelle rien et l'Indien meurt de faim. Une preuve aussi éclatante, aussi terrible, ne renverse-t-elle pas tout l'échafaudage du *free trade*? On m'objectera : Mais la Chine aussi est frappée de disette. C'est une preuve de plus que les Anglais ne gouvernent pas mieux que les Chinois et que le libre échange est impuissant quand les pays voisins partagent le même sort. L'unique moyen de sauver des millions d'hommes serait d'interdire aux Indes la sortie des céréales; mais les libre-échangistes d'Angleterre s'y opposent par intérêt, et le pauvre peuple hindou doit courber la tête, que dis-je? doit misérablement périr, faute d'un morceau de pain ou d'une jatte de riz. A-t-on jamais vu une doctrine aussi atroce? Ne mériteraient-ils donc pas être brûlés

vifs tous les libre-échangistes, à partir d'Adam Smith jusqu'à Cobden? Quelle nation de cannibales que le peuple anglais!!!

Et ne croyez pas que le manque de pluies soit la seule cause de ces calamités successives dans l'Inde. Il y a encore un autre motif tout aussi grave, inventé par le féroce égoïsme des Anglais. Lors de la guerre de sécession, en Amérique, ils ont pour ainsi dire forcé les Indiens à cultiver le coton, la jute, et comme ces produits, malgré leurs bas prix, rapportent encore plus que les céréales, on néglige les denrées alimentaires, et on se jette sur les deux articles précités. Cela explique, en partie, le manque de vivres et l'abondance du coton. Pour les Anglais, cette abondance est un bonheur; pour les Indiens, c'est la mort.



CHAPITRE XLVII.

LE FREE TRADE ANGLAIS ET LES INDES.

Suivant le *Board of Trade*, pendant les deux premiers mois de la saison (*two first month of the season*), l'Angleterre a importé du blé des Indes comme suit :

	1877	1876	1875
Quintaux. .	1,819,426	1,101,723	750,811

Si, en deux mois, les importations montent à un million huit cent mille quintaux, quel doit en être le total en une année? Et, grâce au *free trade*, ces importations se font d'un pays qui meurt de faim depuis deux ans! Est-ce qu'elles ne renchérissent pas extraordinairement le prix des vivres aux Indes? Personne n'osera le nier. Nous avons donc raison de dire qu'il est absolument faux que le libre échange soit, en général, une condition de bon marché. Il l'est pour l'Angleterre, il ne l'est point pour les autres peuples. Au contraire, il leur rend la vie alimentaire plus coûteuse, la vie alimentaire qui devrait primer toutes les autres nécessités.

Savez-vous, Messieurs, à quels déplorables résul-

tats les Indes ont été conduites par le libre échange, la famine et l'horrible administration anglaise? Les voici. Nous les extrayons du *Friend of India*, journal de Calcutta. Aux Indes il n'existe pas de banques populaires, ni de caisses d'épargne. Le paysan consacre ses épargnes à l'achat de bijoux. Eh bien, à cause de la famine, on a vendu à la Monnaie gouvernementale, depuis novembre 1876 à fin octobre 1877, pour un million de sterlings de bijoux en argent et pour un et demi million de bijoux en or (*the above figures show about one million sterling worth of silver ornaments and one and a half million sterling of gold, brought out by the famine from the homes of peasantry*).

A quoi faut-il attribuer ce retour périodique de famine aux Indes? C'est horrible à dire, mais c'est la vérité : au mauvais vouloir, à la cruelle politique du gouvernement britannique. Pour maintenir sa domination dans ce vaste pays, exploité et épuisé par une cupidité sans bornes; pour comprimer soudainement toute révolte intérieure et pour défendre l'empire avec une petite armée de mercenaires contre une agression étrangère, les Anglais ne se sont occupés jusqu'ici qu'à construire des chemins de fer, non pas aux frais du gouvernement britannique, mais aux frais des Indiens, qui ne profitent presque pas des voies ferrées; au contraire, ces voies, qui les rançonnent, sont autant de moyens de les maintenir en assujettissement en empêchant d'autres mesures pour éloigner les horreurs de la famine. Le gouvernement britannique, ayant vidé leurs bourses

pour construire des chemins de fer, et ne pouvant imposer les indigènes plus fortement qu'ils ne le sont déjà, ne peut ou ne veut songer à rétablir, à améliorer ou à étendre le système d'irrigation qui existait jadis dans un pays où la sécheresse revenait souvent. Anciennement, les Hindous avaient des canaux; aujourd'hui ceux-ci sont tous plus ou moins délabrés, ensablés ou obstrués, et l'Angleterre favorise cette exécration politique dans le seul but de contenir le peuple indien par l'appauvrissement. L'histoire offre-t-elle l'exemple d'une pareille barbarie systématique? Et les Anglais, qui chez eux et dans leurs colonies n'ont que des esclaves, portent toujours sur leurs lèvres les principes d'humanité! Qu'on ne me parle plus du jésuitisme; il existe plus raffiné et plus dévergondé en Angleterre que partout ailleurs.

Et, Messieurs, ce n'est pas moi seul qui dis que les Indiens se meurent par millions faute d'irrigation; cette vérité est soutenue aussi par quelques Anglais dont le cœur n'a pas encore changé de place.



CHAPITRE XLVIII.

LE RÉGIME ANGLAIS AUX INDES.

La famine qui a pris le caractère d'une épidémie chronique aux Indes, et la stagnation des affaires en produits de Manchester, qui en est la conséquence, sont devenues telles, que l'*Indian Association*, de Manchester, a cru devoir tenir, en décembre 1877, un grand *meeting* pour rechercher et discuter les causes du terrible fléau. Le général sir Arthur Cotton et M. John Bright, membre du Parlement, y furent invités. Ils ont été accueillis avec enthousiasme, et voici en quels termes le général s'est exprimé quant au détestable régime du gouvernement anglais aux Indes :

« Je viens, disait-il, parler en qualité d'ingénieur. J'ai été quarante-cinq ans aux Indes, et à part une courte période mal employée (*ill spent*) à faire couler du sang (*in shedding blood*), je fus chargé de la distribution des eaux dans les contrées visitées par la sécheresse. Le retour si fréquent de la famine démontre plus que jamais la nécessité irrémédiable d'une vaste irrigation systématique. Je considère les 240 millions d'Indiens, gens laborieux, diligents et honnêtes, comme une partie intégrante de ce pays qui

a besoin d'eux pour faire avancer ses propres intérêts (*what England wanted now to further her plan*). Nous avons dépensé 110 millions et fait des dettes pour 50 millions en construisant des chemins de fer aux Indes, et nous n'avons alloué que 20 millions aux travaux d'irrigation. Durant les trois dernières années de famine, 2 millions d'Indiens sont morts de faim. Les Indes avaient-elles besoin des chemins de fer qui coûtaient 20,000 livres sterling par mille? A-t-on empêché par là les famines? A-t-on rendu le peuple moins pauvre et l'a-t-on préservé d'autres maux? Les Indes étaient-elles en mesure de supporter les intérêts des 160 millions consacrés aux chemins de fer? Le réseau des voies ferrées s'étend sur 7,000 milles et ne rapporte en moyenne que 3 p. c.; la perte en intérêts et capital est donc de 3 millions de livres sterling par an. »

Le général entre ici dans de longs détails, et prouve que la sortie des blés de l'intérieur du pays coûterait bien moins cher par canaux que par chemins de fer, et qu'on aurait pu exporter cette année (1877) en Angleterre des céréales pour une valeur de 35 millions de livres sterling; puis, il continue :

« On prétend que les quelques canaux d'irrigation établis jusqu'à présent n'ont pas assez rapporté au gouvernement. Il résulte cependant des chiffres de l'*Irrigation Department of India* que ces canaux ont rendu 4 3/4 à 7 1/2 p. c. d'intérêts du capital employé. Partout où il y en avait, la famine n'a pas reparu, à une seule exception près. M. Williams, témoin irrécusable, qui parcourait dernièrement les districts affamés, dit que tout le long des rivières Godavery, Kistwah et Cauvery qui alimentent un système d'irrigation, les campagnes contrastaient merveilleusement avec les autres contrées vastes et arides que les chemins de fer *Great India Peninsula et South India* traversent. N'est-il

donc pas étrange que lors de la discussion du budget de l'Inde, dans la Chambre des communes, on n'ait pas dit un mot à ce sujet? Ce n'est pas l'eau qui manque aux Indes pour prévenir les famines, mais la bonne volonté d'utiliser les immenses fleuves du pays (*It was not the lack of water which was the obstacle to the prevention of famine; it was the lack of brains to utilise the immense watercourses of that great country*). »

M. Bright, avec sa franchise habituelle, a retracé, à la même réunion, un tableau général bien plus désolant. Voici un extrait de son discours :

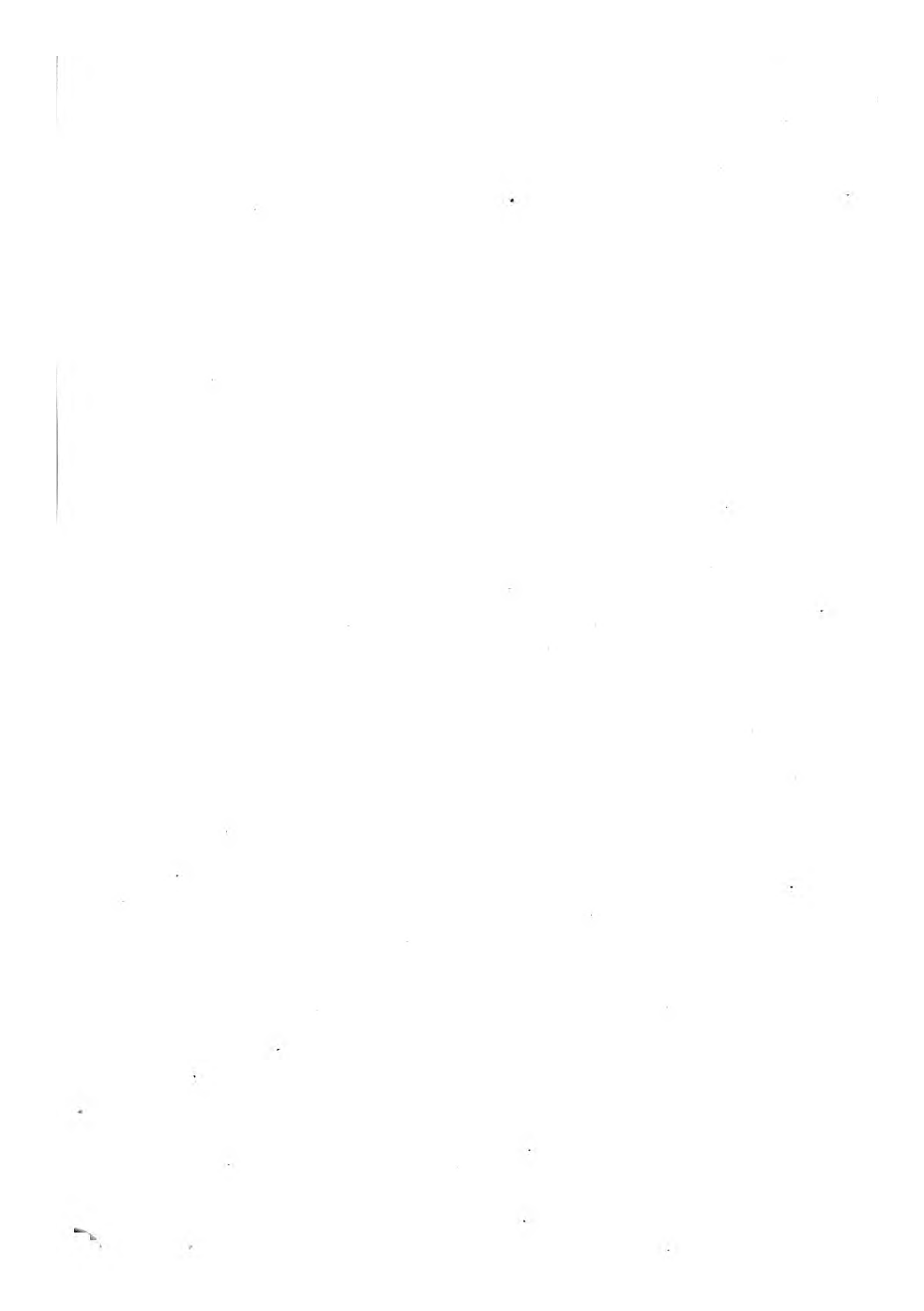
« La population des Indes est à peu près de 250 millions d'âmes, cinq fois plus grande que celle du reste de l'empire britannique. Nous ne les possédons que depuis un siècle, et j'ai horreur à dire (*I am afraid*) que nous y avons établi notre domination par l'ambition, les crimes et les conquêtes (*by ambition and crime and conquest*). Faut-il que je dise qu'une poignée d'Anglais, appuyés de 60,000 soldats, recrutés dans notre île, gouverne une population qui constitue une sixième partie de celle du globe entier? Quant aux revenus, nous dépensons environ 50 millions de livres sterling, prélevés sur les Indiens en forme d'impôts, et considérablement augmentés par le monopole de l'opium aux dépens des Chinois. Nous réclamons la propriété de toutes les terres comme nous appartenant, et c'est le gouvernement qui en fixe le prix de fermage, prix qui généralement, je regrette de devoir le dire, est poussé jusqu'à la dernière limite. Nous imposons à ce peuple de lourdes charges de droits d'entrée, du droit de timbre et surtout de la taxe sur le sel, la plus productive, la plus oppressive et la plus cruelle de toutes les taxes pour le pauvre. Et la population n'a pas de voix active, ni aucun droit politique (*all this population has no voice*). Elle est muette devant le pouvoir. Elle n'est jamais consultée par le gouvernement;

elle est plus soumise au pouvoir qui la dirige que n'importe quel autre peuple chrétien et civilisé du monde (*of any civilised or Christian people in the world*). (Hear, hear!) Nous y prélevons cependant des revenus, nous y patronons les Anglais, nous leur payons des salaires et des pensions; et nos relations commerciales avec ce pays sont très-étendues. Anciennement, et même il y a une centaine d'années, on parlait des immenses richesses de l'Inde, et il n'est que trop vrai qu'elle est plongée aujourd'hui dans la plus grande et la plus affreuse des misères (*is a country at this moment of great and abject poverty*). Ses anciennes richesses ont été pillées sans peine par des maraudeurs (*that marauders have always found easy to plunder*). Eh bien! ce pays est exposé presque tous les ans à la famine, ce dont l'Angleterre prend à peine note (*no note about these famines*). On pourrait l'éviter en creusant des canaux, en répandant l'irrigation; on pourrait rendre l'intérieur du pays navigable et moins coûteux le transport des marchandises, mais on ne le veut pas. La question des chemins de fer prime toutes les autres questions. Elle est tout à fait militaire (*it is a military question*). Avec un régiment de soldats, transporté rapidement, on comprime une insurrection dès sa naissance, de manière que ce rapide moyen de communication ne sert point aux Indiens. Est-ce que cela durera longtemps encore? Est-ce que le gouvernement ne fera rien pour obvier aux ravages de la famine qu'il voit de ses propres yeux depuis dix à quinze ans? Voyez les conséquences! Les Indiens sont devenus pauvres, et ils sont si durement taxés qu'on ne peut plus forcer les contributions d'un seul cran. Le budget indien présente chaque année un déficit, le pays est menacé de banqueroute (*there is bankruptcy threatening*), et ni le gouvernement de l'Inde, ni le secrétaire d'État pour les Indes à Londres, ne songent à prendre des mesures intelligentes et énergiques pour conjurer ces calamités si préjudicia-

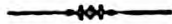
bles aux Indes et si humiliantes pour l'Angleterre (*and humiliating to England*). »

Je renonce à traduire le reste du terrible discours de M. Bright, qui n'a paru que dans l'édition du soir des journaux, afin de le soustraire à l'attention de l'étranger; une larme tombe sur ma plume et l'indignation me monte au cœur. Que le nom de M. Bright soit béni, lui qui nous fait connaître les atrocités de la politique coloniale des Anglais, de ces Anglais, si fiers de leur liberté et qui ne font qu'opprimer et tyranniser les autres peuples. Pauvres et doux Indiens! Votre pays fut le berceau de l'humanité et de la civilisation; votre religion vous défend de tuer un animal, et vos maîtres actuels, qui se disent chrétiens, qui ont toujours à la bouche les intérêts de l'humanité, qui vont à l'église tous les dimanches, qui pratiquent la liberté chez eux, — ces barbares-là vous traitent comme des chiens, en imposant le sel et vos autres substances alimentaires jusqu'à 600 p. c. (Voyez : *The british Opium Politic* de Turner.) Honte éternelle à l'Angleterre! Jamais peuple n'a employé des moyens aussi féroces que l'Anglais pour s'implanter quelque part. Oh! que Cicéron avait raison de dire : *Nolo eundem populum imperatorem et portitorem esse terrarum*, je n'aime point qu'un même peuple soit à la fois le dominateur et le facteur de l'univers.

FIN.



ANNEXES.



MANIFESTE DES OUVRIERS D'ANGLETERRE.

Le 30 mars 1878, a eu lieu à Blackburn, une réunion du comité des salaires, représentant les ouvriers cotonniers du Lancashire, du Yorkshire, du Cheshire et du Derbyshire, lequel comité, après mûre délibération et une longue discussion, a adopté la rédaction du manifeste suivant :

« Au public en général. Depuis quelque temps, l'industrie cotonnière se trouve déprimée dans presque tous les pays de l'Europe, principalement parce que le nombre des marchés est insuffisant pour placer la production des machines actuellement en mouvement. Il est à peu près généralement admis que cette dépression n'est pas attribuable à la conduite des ouvriers, mais à l'accroissement trop rapide des machines, à la production excessive (*excessive working overtime*) des trois quarts des filatures dans cette partie du pays, au frelatage des tissus, aux famines dans les Indes et en Chine, ainsi qu'aux complications politiques en Orient. La détresse aux Indes et en Chine et la dépression générale de notre industrie n'ont permis à nous et aux ouvriers de l'Inde d'acheter des vêtements que pour une misérable petite somme, ayant besoin d'appliquer presque totalement

leurs salaires à une maigre alimentation (*their wages being required for a scanty subsistence*). De cette manière, nous avons augmenté notre puissance productive dans la même proportion que nous avons diminué celle d'acheter.

Il n'est donc que très-naturel que cette branche de l'industrie soit déprimée. Bien que nos patrons se plaignent hautement d'être encombrés de marchandises et hors d'état de vendre à aucun prix, néanmoins, trois quarts d'entre eux refusent d'adopter le *short time* (réduction du travail); en outre, ils font tourner leurs broches quarante-cinq minutes plus longtemps que la loi ne le permet. Il y a donc dans nos districts seuls une production illicite de 4,200,000 yards de tissus par semaine, soit 218,400,000 yards par an.

« On dit que les calicots américains nous font la concurrence, quand nous savons pertinemment que le côté sud-est de Manchester contrefait les tissus américains. Mais, en admettant même cette concurrence, à qui la faute? N'est-elle pas à ceux qui fabriquent des marchandises composées moitié de coton et moitié d'autres mélanges nuisibles (*composed half of cotton and half of a mixture of deleterious compounds*)? Peut-on attendre du public ainsi défraudé qu'il continue d'acheter les fabricats anglais quand il peut avoir de meilleure qualité? Cela s'applique non-seulement à l'Angleterre, mais à tous les pays où le Lancashire envoie ses produits. C'était la cause de la rapide extension des filatures aux Indes, et n'est-ce pas aussi la cause de la fondation d'établissements similaires dans l'empire chinois? Bien que personne ne puisse nier que ce soient les vraies raisons de la dépression actuelle de l'industrie cotonnière, ce nonobstant, les fabricants du nord et nord-est du Lancashire ont résolu de réduire de 10 p. c. le salaire de leurs ouvriers, au lieu de réduire la production dans la proportion des besoins du public et de ses moyens d'acheter. Les fabricants prétendent qu'ils diminuent les salaires afin de pouvoir réduire les prix et augmenter ainsi la demande; mais y a-t-il quelqu'un sur la terre qui croirait qu'en

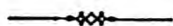
réduisant de 2 deniers le coût de 40 yards on stimulerait à un degré quelconque la consommation? Quelqu'un achètera-t-il une paire de chemises extra parce qu'elle lui coûtera $\frac{3}{8}$ deniers moins cher? Assurément non, tandis qu'aux ouvriers on prendra 2 schellings de chaque livre sterling. Cela est beaucoup trop dans un moment où les vivres, les loyers, etc., sont à des prix si élevés (*with the present high rates of provisions, rents, etc.*). Malgré les hauts tarifs de la France, de l'Espagne, de la Russie, des États-Unis, nous exportons toujours pour ces pays; il y a moins de faillites dans l'industrie cotonnière en Angleterre que dans n'importe quelle autre industrie; on n'a pas réduit le travail chez nous; nos manufacturiers bâtissent des palais, et en ce moment où les affaires ne marchent pas, on se rabat sur les ouvriers pour regagner ce qu'on perd par sa propre faute.

« Nous protestons donc contre toute diminution de salaire, sans une réduction correspondante des heures de travail, fermement convaincus que la diminution réduira aussi nos moyens de dépense (*purchasing power*) et augmentera plutôt le mal par cela même qu'on continuera à produire plus qu'on ne pourra vendre. Nous croyons prévenir ainsi des misères inconnues à nous et la ruine à nos patrons. » (*Manchester Guardian* du 1^{er} avril 1878.)

Ce document est inappréciable, d'abord parce qu'il émane de juges compétents et irrécusables, et ensuite parce qu'il constate d'une manière absolue que, par le frelatage, Manchester vole le public et gruge les ouvriers. Si le calicot de Manchester ne contient que 50 p. c. de coton, faut-il s'étonner alors qu'il défie tous les tarifs du monde, prohibitifs ou non? Ce sont donc ses propres ouvriers qui nous ont dévoilé le secret de sa suprématie. A présent, je comprends

que Manchester exporte même pour des pays qui, comme la Russie et les États-Unis, se défendent par 50 p. c. de droits d'entrée. Lorsque le ministre du commerce en France ne veut imposer les tissus anglais que de 24 p. c., il fait donc cadeau de 26 p. c. aux Anglais.

Quant aux pauvres ouvriers anglais, voici la réponse qui leur est faite par les manufacturiers. Nous citons le *Manchester Guardian* du 11 avril : « Mettez-vous en grève, si cela vous plaît; vous mourrez de faim, et nous, fabricants, nous gagnerons toujours, car l'interruption du travail diminuera la production et augmentera la valeur de nos marchandises. » Oh! les barbares! Tenir un pareil langage à ceux qui les ont enrichis. Voilà dans quelle terrible position les révoltantes institutions sociales ont placé la classe pauvre en Angleterre par la production outrée en manufacture! Et ce pays ose se vanter de libertés, et dicter les lois au continent! Arrachons-lui le masque et couvrons-le de mépris.



NOTE EXPLICATIVE DU GOUVERNEMENT INDIEN QUANT A SES RÉFORMES DOUANIÈRES
DU 18 AVRIL 1878.

« Les principes qui guideront le gouvernement sont : 1° qu'aucun droit tendant à protéger l'industrie indienne ne doit subsister, à moins qu'il n'ait un but fiscal; 2° que les matières premières doivent être, autant que possible, exemptes de droits; 3° qu'on ne prélèvera que des droits qui donnent des revenus suffisants pour en couvrir les frais;

4° que des droits de sortie soient établis seulement sur des articles que le pays exportateur produit pour ainsi dire en monopole.

« Ces principes sont d'une application générale, mais pour les Indes ils ont une signification particulière. Le pays a d'immenses ressources matérielles, mais le peuple est pauvre (*India is a country of unbounded material resources, but her people are a poor people*). Les Indes se distinguent par une grande puissance productive, mais elles n'ont point de capitaux (*but almost total absence of capital*). En dehors de cela, le pays se trouve dans une position spéciale. Sa dépendance de l'Angleterre (*connection with England*) l'oblige annuellement à envoyer en Europe pour 20 millions de livres sterling de produits du pays, sans en recevoir aucun retour équivalent, direct ou commercial (*without receiving in return any direct commercial equivalent*). C'est cet excédant des exportations sur les importations que les économistes appellent tribut (*which, in the language of the economists, is described as tribute*). En réalité, il n'est que le retour des capitaux étrangers investis dans les Indes, et ces capitaux comprennent aussi l'intelligence, la force et l'énergie étrangères sur lesquelles se fondent une bonne administration et la prospérité commerciale. (Oh! oh!) Par ces raisons, le commerce de l'Inde se trouve dans une position anormale, les importations neutralisant complètement les bénéfices commerciaux de ses vastes ressources matérielles (*preventing her receiving the full commercial benefit*). »

Arrêtons-nous ici un instant. Si Basile avait été chargé de la rédaction de ce document officiel, il y aurait mis moins de jésuitisme et plus de bonne foi. Quels maîtres consommés que ces Anglais dans l'art de travestir leurs intentions et de jeter de la poudre aux yeux de tout l'univers! Ils gouvernent les Indes

despotiquement depuis un siècle; ils se vantent en Europe de les civiliser et, au lieu de les civiliser, ils les pillent et les ruinent. Le vice-roi n'a pas honte de reconnaître officiellement que les Indiens sont aujourd'hui aussi pauvres et même plus pauvres qu'avant la domination britannique! Ces demi-aveux prouvent jusqu'où la hardiesse insolente des Anglais pousse le sophisme et l'excès des subtilités arithmétiques.

« Le commerce peu développé des Indes, ajoute la note explicative, peut s'expliquer par les chiffres suivants : La valeur des importations et exportations de l'Angleterre s'évalue, dans l'ensemble, à 20 livres sterling par tête, tandis qu'aux Indes elle n'est que de 10 schellings par tête. Dans le Royaume-Uni, les droits d'entrée donnent 12 schellings par tête, et aux Indes ils ne donnent que 3 schellings par tête. »

(*Manchester Guardian* du 15 avril 1878.)

D'après ces chiffres du gouvernement indien, le libre échange est donc pratiqué aux Indes sur une bien plus large échelle qu'en Angleterre, et Manchester se plaint de la restriction! C'est à ne pas y croire, et cependant c'est bien comme cela, car, pour l'Angleterre, le libre échange n'est qu'une balance. Quand l'humanité n'aurait à reprocher à l'Angleterre que son système de colonisation, elle la mettrait au ban des nations, car l'histoire nous apprend qu'elle colonise par l'extermination des habitants primitifs, tandis que la France et l'Espagne colonisent par l'assimilation. Quel est le système le moins féroce et le plus respectable?

LE COMMERCE DE L'OPIMUM.

« L'histoire du commerce de l'opium est une tache qui souille de sang les annales de l'Angleterre, dit le Dr Charles André dans sa *Géographie des Welthandels*. A deux reprises, la magnanime Albion a fait une guerre criminelle pour en empoisonner les Chinois. Bien plus, on a été assez infâme (*wiedertraechtig*) de faire croire que ces guerres ont été faites dans l'intérêt de la civilisation, en soutenant que l'usage de l'opium n'est pas plus nuisible que celui de l'eau-de-vie. Mais, au moins, l'histoire ne fait pas mention de guerres faites par un État pour forcer un autre pays à se servir de l'eau-de-vie. »

Depuis les temps les plus reculés, l'opium fut connu aux Indes, mais comme médicament. En 1769, le colonel Watson a proposé à la Compagnie anglaise des Indes de s'emparer de ce commerce et le monopoliser. Le gouvernement anglais s'étant, en 1858, substitué en lieu et place de la Compagnie, a cru devoir conserver cet exécrable monopole pour augmenter ses revenus, et cela contrairement aux principes du libre échange. C'est ainsi que l'impératrice des Indes est devenue le plus grand fabricant de drogues de l'univers, dit le *Friend of China*. L'usage du pavot excitant a occasionné de tels ravages, notamment en Chine, que depuis 1800 le gouvernement de Pékin en a interdit plusieurs fois l'importation. « Les honnêtes Anglais (*die biederer Engländer*), dit le Dr André, ont organisé alors un vaste système de contrebande, et pour répandre en même temps la piété chrétienne dans l'empire du Milieu, ils ont fourré dans les caisses de l'opium des bibles traduites en chinois. » Vexés des interdictions successives, ils ont, en 1860, de concert avec Napoléon III, déclaré la guerre aux Chinois, au nom de la liberté commerciale; sortis victorieux, ils empestent maintenant légalement les Chinois et tout l'archipel indien de l'extrait de pavot. Le

gouvernement britannique, continuant à exercer ce monopole pour son compte, comme pour se défier de la doctrine d'Adam Smith, en retire, en moyenne, l'énorme somme de 8 millions de livres sterling par an. M. le professeur Christlieb, de Bonn, qui a publié dernièrement un livre très-intéressant sur cet odieux commerce, dit que, pour la culture de l'opium, on distrait chaque année un million d'acres à la culture des céréales, dans un pays ravagé périodiquement par la famine. « Si ce commerce cessait, ajoute-t-il, bien des entraves disparaîtraient dans les relations internationales avec la Chine. »

Ce n'est pas tout. Le second article, dont la culture prend aussi énormément de terrains, c'est le thé. Le peuple indien meurt de faim, mais comme les Anglais ont besoin de thé pour calmer leurs palais saturés de boissons, il préfère dans son ignorance, alléché par les hauts prix, ne rien manger plutôt que de ne pas être agréable à ses dominateurs. Les Indes n'en ont exporté en 1858 que pour 33,000 livres sterling, en 1867, elles en ont exporté pour 378,000 livres sterling, et depuis, la culture de cette herbe va toujours en augmentant. Voilà où a conduit les Indiens le régime diabolique des Anglais. L'usage d'opium les énerve, et c'est ce que demande la glorieuse Angleterre; et la production outrée du thé, du coton, de la jute, etc., les expose chaque année à manquer un morceau de pain, et c'est encore ce qu'elle désire. *And Hail Britannia!* Gloire à la Grande-Bretagne!

Que les anglomanes admirent encore la civilisation britannique aux Indes s'ils en ont le courage! Comprend-on maintenant pourquoi les Chinois ne voulaient rien avoir à faire avec l'Europe?



TABLE DES MATIÈRES.

	Page.
AVANT-PROPOS	5
INTRODUCTION	9
Chapitre I ^{er} . Origine de la protection en Angleterre	17
— II. Chute de la protection en Angleterre	21
— III. Le libre échange anglais	36
— IV. Les revenus de l'Angleterre	40
— V. L'agriculture en Angleterre	44
— VI. Importations de blés en Angleterre	51
— VII. Le renchérissement des céréales par l'Angleterre.	54
— VIII. Le bilan commercial de l'Angleterre et le <i>free</i> <i>trade</i>	57
— IX. Quelle est l'industrie prédominante en Angleterre.	63
— X. Le bon marché du libre échange	67
— XI. La cherté du libre échange anglais.	77
— XII. La puissance de l'industrie manufacturière	86
— XIII. Adam Smith et le libre échange.	89
— XIV. La moralité du libre échange anglais	93
— XV. Les sophismes du libre échange anglais	98
— XVI. Les trahisons du <i>free trade</i> anglais	101
— XVII. Manchester s'en va	104
— XVIII. La rage de Manchester	108
— XIX. Exportations de fils et de tissus anglais pour le continent	112
— XX. Le <i>free trade</i> se meurt en Angleterre	115
— XXI. La théorie de la balance commerciale.	121
— XXII. La crise actuelle	129
— XXIII. La Suisse et Manchester	133
— XXIV. Un sage libre échangiste de la Suisse.	136
— XXV. La protection industrielle en Suisse	139

Chapitre	XXVI. La Suisse et la protection	147
—	XXVII. Le bilan commercial de la France en 1876	153
—	XXVIII. Encore le bilan de la France	156
—	XXIX. Toujours le bilan de la France	159
—	XXX. Les avantages et les désavantages de la filature anglaise et française	165
—	XXXI. Le bilan commercial de l'Allemagne en 1876.	167
—	XXXII. Mouvement général du commerce allemand en 1876 et 1877	170
—	XXXIII. Importations anglaises en Allemagne	174
—	XXXIV. Exportations anglaises pour l'Allemagne.	177
—	XXXV. L'Italie et les traités de commerce	183
—	XXXVI. Le bilan commercial de l'Italie	187
—	XXXVII. Une tartine du libre échange belge.	192
—	XXXVIII. Le mouvement commercial de la Belgique	198
—	XXXIX. Le bilan commercial de la Belgique en 1877	204
—	XL. Le système protecteur aux États-Unis.	206
—	XLI. L'Angleterre et les Indes	230
—	XLII. Bilan commercial de l'Inde.	232
—	XLIII. Les déversoirs de l'industrie anglaise	237
—	XLIV. L'industrie cotonnière des Indes	240
—	XLV. Le budget de l'Inde et les droits d'entrée.	245
—	XLVI. La famine aux Indes en 1877	254
—	XLVII. Le <i>free trade</i> anglais et les Indes	258
—	XLVIII. Le régime anglais aux Indes	261
ANNEXES :		
	Manifeste des ouvriers d'Angleterre	267
	Note explicative du gouvernement indien.	270
	Le commerce de l'opium	273

FIN DE LA TABLE.

